Solidaritat

« La solidaritat vai mai luenh que la frairesa ; es bastida dessús un biais d'idèa de la justícia.»

« La solidarité va bien au-delà de la fraternité; elle est fondée sur une certaine idée de justice.»

REVUE **N° 5** ***Automne / hiver 2014*** Union syndicale **Solidaires** **30** ***Paf : 2 €***

EN FRANCE COMME À GAZA : RÉSISTANCE !

SOMMAIRE

- **Notre camarade et amie Armelle…**p.2
- **Editorial : l'enjeu en question**, *p3*
- **« Un syndicalisme de transformation sociale, anticapitaliste et internationaliste».** *Entretien croisé d'Annick Coupé et Christian Mahieux, p.4-15*
- **Répressions syndicales** *p.16-20*
- **Situation des syndicats** *p.21-24*
- **Lutte de classe** (hôpital Careiron, intermitents et précaires, barrage de Sivens) *p.24-32*
- **Dossier retraites** *p.33-35*
- **Parole à la *Conf.* ; billet picard,** *p.36-38*
- **Dossier psy** *p.38-40*
- **Les révoltes logiques (4),** retour sur une revue **:** *Socialisme ou barbarie* p.41-44
- **Dossier autogestion (2)** *p.45-56*
- **Dossier Palestine (2)** *p.57-63*
- **Dossier antifa** *p.64-68*
- **Culture** *p.69-75*
- **Los patrons… nos ne podèm passar ?** *p.76*

Notre camarade et amie Armelle...

Notre camarade et amie Armelle Lemaire nous a quittés brutalement en ce mois d'octobre. C'est une disparition qui laisse un très douloureux vide et en particulier au sein de Sud Éducation Gard où elle militait depuis de nombreuses années avec énergie et conviction.

Armelle venait de quitter le poste qu'elle occupait à l'école maternelle Courbet pour intégrer avec enthousiasme l'équipe de l'école Marie Durand où elle s'apprêtait à mettre en oeuvre de nouveaux projets. Car Armelle recherchait la nouveauté, dans sa pratique professionnelle comme dans son travail syndical, et faisait toujours en sorte d'aller vers de nouvelles expériences, de se lancer de nouveaux défis. Passionnée de théâtre, de culture, de nature , elle faisait partager avec enthousiasme ses nombreuses activités.

Et mettait tout son dynamisme pour apporter sa pierre à la construction d' une école vivante, humaine et ouverte sur le monde. Inflexible face à l'injustice et à l'exclusion sociale, elle a mené entre autres des combats avec le RESF pour que les droits des élèves soient respectés. Dans le cadre associatif, elle était impliquée dans des combats pour la solidarité internationale .

Armelle était extrêmement attachée au caractère interprofessionnel du syndicalisme et à l'activité de Solidaires 30(notamment au sein du Comité de rédaction de Solidaritat, notre revue). Et c'est avec une émotion toute particulière que nous lui rendons hommage dans cette revue à laquelle elle a contribué fidèlement en rédigeant elle-même des articles ou en donnant des coups de main aux articles des autres camarades et au sein du comité de rédaction. Avec délicatesse et humour. Avec toujours une grande générosité. Et avec une vraie passion pour l'écriture qu'elle pratiquait à titre personnel et qu'elle faisait aussi partager - au delà de son métier et du syndicat - en animant des ateliers d'écriture.
Armelle nous manque beaucoup et nous lui rendrons hommage en poursuivant chaque jour ses combats pour la solidarité et la liberté.

Christiane (SUD éducation 30)

Editorial : l'enjeu en question

Aujourd'hui, une des questions vitales du mouvement social (et surtout de sa composante syndicale) ne se résumerait-elle pas à celle de son ***autonomie*** ? Son indépendance active ?

La lutte nécessaire et indispensable contre les *réformes* des retraites n'aurait-elle pas été plus efficace sans la liaison qu'ont certains syndicats avec des *appareils politiques* ? Pour être plus précis : la *courroie de transmission* est-elle fendillée ou en état ?

C'est une question essentielle sous un gouvernement soi-disant de *Gauche.* A chaque élection, pour les *politiciens*, il ne faut pas effaroucher de braves gens qui sont presque prêts à voter à *Gauche* (*PS, PC…*) ; ou il ne faut pas déstabiliser le gouvernement de *Gauche* en place; ou il ne faut pas perdre des élus ! Et à chaque fois, nous perdons, nous les salariés, chômeurs et retraités, sur les deux plans (la représentation politique et syndicale) !
La riposte du mouvement social (nécessaire face à l'extrême droite et aux attaques que nous subissons) comporterait-elle un risque de bouleversement du rapport entre les *appareils syndicaux* et les travailleurs – les directions syndicales connaissant, elles, les grands enjeux en cours ! – pour en rester à cette situation ?

N'oublions pas pour autant que les questions du chômage, des salaires et des retraites bloqués, des conditions de travail et de la durée de ce travail – et les changements de ses finalités - *appartiennent* réellement aux travailleurs, non ?

Les stratégies *politico-syndicales* n'ont guère été efficaces ces temps derniers. L'articulation *théorique* entre *les urnes* et *la rue* est vraiment à la traine, si tant est qu'elle ait réellement existé depuis quelques temps ! Les récentes démarches *politiciennes* (électoralistes et sans **véritables revendications sociales** !) risquent de plus en plus d'accompagner ***le mouvement social*** dans leur défaite.

Il est temps de rappeler que les syndicats *appartiennent* à leurs adhérents et qu'ils sont avant tout un **outil de lutte** ; il est toujours temps de rappeler aussi la devise du mouvement ouvrier : *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* (sans en faire forcément une banderole dominicale !). Essayons de reprendre le dessus avant qu'il ne soit trop tard ! Pourquoi ne pas faire des **assemblées de syndiqués sur le lieu du travail et pendant le temps de travail** une revendication d'importance ? Pourquoi ne pas envisager, dans la foulée, celle **d'assemblées générales de travailleurs** ? Pourquoi ne pas organiser des **rencontres** entre actifs, retraités, chômeurs, immigrés et sans-papiers ?

*E perque fariam pas **d'acamps de sindicats sus lo luòc de trabalh e pendent lo temps de trabalh** una revendicacion plan fòrta ? Perque pas envisatjar, dins la seguida, **d'acamps generalas de travalhaires** ?*
Perque pas organisar rescontres entre actius, retirats, caumaires immigrats e sens-papièrs ?

***SOLIDARITAT*, de qu'es aquò ?**

Solidaritat est la revue trimestrielle de *Solidaires 30* (qui regroupe notamment l'ensemble des syndicats SUD sur le Gard).

Solidaritat, c'est *solidarité* en langue occitane. La solidarité, valeur universelle, c'est ici que nous l'exprimons et la pratiquons, c'est d'ici que nous parlons, de cette région marquée dans le passé par la rébellion et l'insoumission, désignée sous le nom de *Midi Rouge.* C'est sous cette identité plurielle, mouvante, locale mais ouverte, donc universelle, que nous nous reconnaissons. À l'opposé de l'identité figée, fermée, institutionnalisée qui est carcan et camisole de force.

Solidaritat se veut un outil d'échange, de formation, de consolidation de nos pratiques militantes, d'information et de réflexions sur le front du mouvement social et syndical dans notre département et plus largement, hexagonal, voire international.
Au fil des numéros, sans sectarisme ni esprit boutiquier, nous ouvrirons nos colonnes aux collectifs de lutte, organisations et associations intervenant dans le tissu social gardois.

Solidaritat entend être une tribune pour toutes celles et tous ceux qui partagent notre combat pour un syndicalisme autogestionnaire de transformation sociale ancré dans la lutte de classe, et qui, comme nous, défendent les principes d'indépendance syndicale à l'égard non seulement du patronat mais aussi des partis politiques et de l'État. Un souci d'ouverture qui n'est pas neutre.

Solidaritat se veut une des composantes d'un mouvement social qui s'enrichira par la diffusion et la confrontation d'idées comme de pratiques syndicales. Là, réside l'essence même de notre revue : la construction, ensemble, d'une coordination accrue des résistances actives.

L'ensemble des tâches amenant ***Solidaritat*** entre vos mains, chers lecteurs et lectrices, sont effectuées par des camarades de *Solidaires 30* après leurs journées de travail sur la base du bénévolat. ■

« Un syndicalisme de transformation sociale, anticapitaliste et internationaliste»

Entretien croisé d'Annick Coupé et Christian Mahieux, porte-paroles de Solidaires jusqu'en juin 2014.

En juin 2014 se tenait le VI ème Congrès de Solidaires à Dunkerque. A cette occasion, Annick Coupé et Christian Mahieux ont rendu leurs mandats de porte-paroles de notre Union syndicale.
Forts de leurs expériences d'acteur et d'actrice du développement de Solidaires ces quinze dernières années, retour avec Annick et Christian sur l'état des lieux de nos forces et faiblesses, sur nos contradictions et les enjeux de notre identité syndicale.
Nous les remercions pour leurs disponibilités, la richesse et l'honnêteté de leurs réponses.

Quelle est votre analyse du congrès de Solidaires qui s'est tenu début juin à Dunkerque ?

Annick Coupé (AC) : C'est un « bon » congrès, tant sur la forme que sur le fond. Outre les bonnes conditions matérielles et la bonne organisation (ce qui est important et favorise la qualité des discussions), c'est un congrès qui confirme un accord important sur les orientations de fond de *Solidaires.* Les votes très largement majoritaires sur le bilan d'activité et les cinq résolutions en sont un signe. Elles ont donné lieu à un travail de commission afin de rechercher des synthèses à partir des amendements maintenus en débat.

Ce travail en commission, même s'il a duré quelques heures, a été très positif : très peu d'amendements sont restés en débat, confirmant cette homogénéité importante de notre organisation syndicale.

Le débat sur le rapport d'activité a permis de revenir sur l'analyse de la politique d'austérité mise en œuvre par ce gouvernement « socialiste », les difficultés de mobilisation, l'état du paysage syndical, la question des convergences nécessaires.

Sur le paysage syndical, les débats ont montré l'attachement à la recherche de convergences et les avancées dans nos rapports avec la CGT, au plan national interpro comme dans un certain nombre de départements.

Concernant les rapports avec la FSU, des interventions ont souligné les difficultés à appréhender la stratégie d'action de la FSU au plan national. Les débats du congrès ont confirmé que Solidaires ne pouvait se reconnaître dans la notion de « syndicalisme rassemblé » portée par la CGT lors de son dernier congrès et reprise par la direction de la FSU. Les prises de position de la CFDT ont confirmé qu'il y avait de sérieuses divergences dans le mouvement syndical, et que si on ne pouvait s'en satisfaire, on ne pouvait pas faire comme si elles étaient mineures.

Cela pose la question de travailler à davantage de convergences sur le fond mais aussi sur les stratégies d'action entre les syndicats, et leurs équipes militantes qui rejettent les logiques d'austérité portées par ce gouvernement et face aux desiderata du patronat. Le travail en commun (CGT, FSU, *Solidaires*) contre l'extrême droite a été cité positivement à de nombreuses reprises durant ce congrès.

Pour la première fois, une résolution spécifique sur la place des femmes dans notre syndicalisme a été votée en tant que telle. Elle porte sur les revendications pour l'égalité professionnelle mais aussi sur l'ensemble des questions recouvrant la domination masculine. Un débat a eu lieu sur la prostitution et a confirmé la position abolitionniste de Solidaires. Ce texte pointe aussi la trop grande faiblesse de la représentation des femmes dans les différentes organisations où on assiste au même phénomène de « plafond de verre » que dans les entreprises.

Nous n'arrivons pas à dépasser un tiers de présence des femmes dans les structures… Il reste donc du chemin à parcourir ! Ce congrès a malgré tout montré que les choses pouvaient bouger : de nombreuses femmes (et plutôt de jeunes femmes) sont intervenues à la tribune alors que d'habitude c'était une majorité écrasante de délégués masculins !

Ce congrès a été aussi l'occasion d'un renouvellement générationnel important avec le départ de trois camarades qui ont pris une place importante dans la construction de Solidaires (Thi Trinh Lescure, Christian Mahieux et moi-même). Ce renouvellement a été préparé suffisamment à l'avance avec les organisations de *Solidaires* pour permettre qu'un secrétariat national de douze personnes soit mis en place, avec trois camarades issus du secteur privé confirmant ainsi le développement de Solidaires hors secteur public.

Un petit regret : la place des femmes dans ce secrétariat national reste insuffisante : 30%, confirmant ainsi le bien-fondé d'une résolution sur ces enjeux (même si un texte de congrès ne résoudra pas tout…). Il a été aussi décidé qu'il y aurait deux co-délégués généraux (une femme, un homme) pour que la personnalisation importante qui a existé (et qui était liée à l'histoire de *Solidaires* et aux conditions de sa première phase de construction) évolue vers plus de collectif.

A l'issue de ce congrès, on peut dire que *Solidaires* est conforté dans son objectif de syndicalisme

de transformation sociale, anticapitaliste, internationaliste, un syndicalisme de terrain et un syndicalisme de luttes, ayant la volonté de construire les rapports de forces et de construire les convergences nécessaires pour participer à la construction d'un autre monde !

Christian Mahieux (CM) : C'est un congrès marqué par une volonté très partagée de construire l'outil commun à tous les militants et toutes les militantes de nos organisations qu'est l'Union syndicale Solidaires. La recherche du consensus plutôt que d'une majorité qui croit imposer ses vues à la minorité, est fondamentale dans le fonctionnement de Solidaires. C'est inhérent à notre histoire, à notre construction, mais je pense que c'est aussi indispensable pour notre développement et pour rendre crédible aux yeux de la masse des salarié-es un syndicalisme de transformation sociale. Fonctionner à coup de votes, ramener toutes les décisions à une comptabilité du nombre de mandats, nier le droit – exceptionnel - de veto pour une organisation membre, penser que la norme est que la majorité impose ses vues à la minorité, tout cela peut créer l'illusion d'une plus grande efficacité à court terme. Il n'en n'est rien : ce mode de fonctionnement porte en lui le rejet et/ou le départ des minorités, l'affaiblissement collectif, l'existence de « camps » qui s'opposent au sein de l'organisation syndicale, et au final la soumission du syndicalisme à des rapports de forces entre courants politiques qui l'utilisent comme terrain de manœuvres !

Au-delà du congrès lui-même, une des difficultés est sa préparation, son appropriation par le maximum de syndiqué-es. Huit mois avant le congrès, à l'automne, les organisations définissent les thèmes des résolutions qui seront travaillées ; fin décembre, des projets sont adressés aux organisations membres ; ils sont écrits sous la responsabilité du Secrétariat national mais à partir de groupes de travail dans lesquels chaque fédération, syndicat national ou Solidaires départemental peut s'inscrire ; le Comité national de janvier complète, modifie et valide ce qui devient alors les avant-projets de résolutions, envoyés à toutes les structures membres qui ont jusqu'à mi-mars pour proposer des amendements. Une commission des résolutions, dont la composition est ouverte à toutes ces structures, se réunit alors et accomplit un gros travail pour proposer les projets de résolutions … à nouveau complétés, modifiés et validés par le Comité national d'avril. Il reste alors environ un mois et demi pour discuter de ces textes dans tous les collectifs militants, avant le congrès qui se tient durant une semaine.

Le processus est démocratique, au sens où il repose sur une forte volonté de collectivisation des textes, débats et enjeux. Les moyens sont mis en œuvre pour cela : diffusion des textes dans toute l'organisation, à chaque étape ; travail mené conjointement par des membres du Secrétariat national, des fédérations, des syndicats nationaux, des Solidaires départementaux ; souci réaffirmé de ne pas alourdir, par exemple en évitant de reprendre des sujets déjà traités lors de précédents congrès ; délais certes courts mais suffisants pour une préparation collective grâce à un calendrier connu largement à l'avance et respecté.

Pour autant, nous savons que ça ne suffit pas : trop d'équipes militantes ne sont pas partie prenante de ce processus. La longueur des textes est une difficulté et c'est aussi un exemple des difficultés et contradictions d'une démarche démocratique : initialement, le Secrétariat national était parti sur le projet de textes courts ; mais au fil des étapes décrites ci-dessus, plusieurs organisations ont tenu à y ajouter, qui un chapitre spécifique sur tel ou tel secteur, qui un éclairage particulier sur tel ou tel sujet, qui des précisions sur tel ou tel dossier abordé lors du précédent congrès. Le résultat collectif est que nous avons démocratiquement décidé d'avoir des textes trop longs pour notre fonctionnement démocratique… A ne pas oublier, donc, pour la prochaine fois !

Si les critiques sur la longueur de nos textes sont fondées, il ne s'agit pas d'oublier deux choses :
- La réussite globale de ce congrès, en termes de maturité de notre organisation interprofessionnelle commune, de partage des valeurs fondamentales, de volonté partagée de franchir un nouveau cap dans notre développement car nous le jugeons nécessaire (et non suffisant, certes) pour la transformation sociale, d'affirmation (sans prétention mais sans sous-estimation non plus) du poids de Solidaires dans le paysage syndical national et international.
- Le fait que le congrès n'est qu'un temps de notre activité syndicale, un temps de la démocratie syndicale, qui reposent sur bien plus qu'une réunion tous les trois ans !

Sur les 15 dernières années quelles sont à vos yeux les avancées de Solidaires en terme de développement ? Dans quels secteurs sommes nous désormais implantés ce qui n'était pas, ou peu le cas, auparavant ?

AC : Il me semble qu'il y a à la fois le développement de la structuration interprofessionnelle et le développement sectoriel. Sur le développement interprofessionnel, il faut se rappeler qu'à sa création statutaire en 1998, Solidaires (le Groupe des 10 à l'époque) était une organisation basée sur les seuls secteurs professionnels (fédérations ou syndicats nationaux) issus essentiellement du secteur public.

Très vite, les militant-es locaux de ces différents secteurs, qui se retrouvaient lors de mobilisations, ont posé la question de l'organisation interprofessionnelle au plan local (départemental ou régional) : la question de la structuration interpro a fait l'objet de nombreux débats qui ont abouti à un changement politique notoire dans notre organisation.

C'est un congrès extraordinaire en octobre 2009 qui a acté la place politique donnée aux Solidaires locaux en congrès et en comité national. C'est une question fondamentale en ce qui concerne le projet syndical interprofessionnel : celui-ci ne peut véritablement exister que s'il se décline sur le terrain, au plus près des réalités locales, des salarié-es des différents secteurs, des mobilisations locales…

Mais l'interpro locale est aussi décisive pour notre développement dans les secteurs où nous n'existions pas, voire dans les secteurs où nous étions déjà présents mais pas nécessairement sur tout le territoire.
Les Solidaires locaux restent l'outil indispensable pour la mise en œuvre d'une politique de développement interprofessionnel ; ils ont largement contribué à développer la politique de formation syndicale ou à la création de nouvelles sections ou syndicats, par exemple dans l'industrie.

Globalement, lors du congrès , nous avons fait le constat que la moitié de nos 110 000 adhérent-es étaient issus du privé. Ces dernières années, le développement s'est fait dans le commerce, la prévention/sécurité, l'hôtellerie/restauration, les assurances, l'intérim, l'industrie et la chimie, ou parmi les salarié-es d'associations, sans oublier le secteur sanitaire et social (qui représente un développement important pour la fédération Sud Santé Sociaux). Il faut aussi avoir en tête l'évolution de certains services publics où (du fait des logiques de privatisation et de changement de statut), les personnels de droit privé deviennent majoritaires (comme à La Poste)… La composition des adhérent-es de Solidaires aujourd'hui est donc beaucoup plus en phase avec les réalités du salariat qu'il y a 15 ans !

CM : Notre Union est issue d'un regroupement de syndicats quasi-exclusivement de la Fonction publique et du secteur public. L'implantation dans le secteur privé était toutefois une priorité pour plusieurs de ces organisations membres, confrontées à la sous-traitance, aux filialisations, aux privatisations et conscientes que le syndicalisme se doit d'être véritablement interprofessionnel. Aujourd'hui, nous avons encore une forte marge de progression, mais l'implantation dans le secteur privé est indéniable. Elle existe à travers des fédérations comme SUD Santé Social, SUD PTT, SUD-Rail, etc., mais aussi Solidaires industrie, Solidaires Chimie, SUD Solidaires Commerce et services, etc.

Là où nous mettons des moyens militants, là où des camarades assurent un travail régulier de développement dans la durée, comme par exemple les centres d'appels via SUD PTT ou les transports routiers de voyageurs urbains et interurbains via Solidaires transport, nous nous développons, nous menons des luttes. L'important travail mené par les camarades de Solidaires industrie pour construire des syndicats départementaux de branche, là où il y avait, soit plusieurs syndicats d'entreprise, soit aucune implantation, doit être mentionné. C'est un des exemples qui montre que « dans le privé », le syndica-

lisme que nous défendons et pratiquons est possible. Mais cela nécessite des moyens, des plans de développement définis et contrôlés collectivement, une priorité à la formation et l'information syndicales, et un lien avec les structures interprofessionnelles locales et nationales. La création imminente d'une fédération « Commerces et service » va dans le même sens ; elle prolonge la coordination nationale impulsée depuis plusieurs mois par notre syndicat d'Île-de-France.

Dans plusieurs secteurs professionnels, les syndicats de l'Union syndicale Solidaires représentent une force qui pèse sur la réalité, qui impulse des actions, qui organise des grèves fortes. Plusieurs mouvements d'ampleur n'auraient pas existé sous la forme qu'ils ont connu si nous n'avions pas construit notre Union syndicale Solidaires ; à plusieurs reprises, sans mésestimer nos faiblesses, nous avons contribué à poser publiquement et massivement la question d'un mouvement de grève générale.

C'est à partir de pratiques concrètes, que nous pouvons susciter des débats et des évolutions dans l'ensemble du mouvement syndical. Tout dernièrement encore, le boycott de la « conférence sociale » du gouvernement était une question, soit ignorée, soit rejetée par tous, avant que Solidaires ne dénonce publiquement cette hypocrisie et annonce sa décision de ne pas y aller ; dès lors, la CGT, puis FO, puis la FSU, l'ont boycottée. Il ne s'agit pas de nous satisfaire d'une décision essentiellement symbolique, mais de comprendre que l'outil que nous construisons est aujourd'hui perçu comme une alternative réelle à un syndicalisme qui refuse la rupture avec les pouvoirs en place. C'est un acquis important de notre construction !

Dans quels secteurs notre implantation est-elle encore faible voire inexistante ?

AC : Bien évidement, ce développement reste limité tant d'un point de vue territorial que sectoriel. Les secteurs où la précarité est grande sont pour Solidaires, comme pour tout le mouvement syndical, des secteurs où l'implantation est difficile. Les salarié-es y sont isolés, individualisés, dépourvus de droits collectifs, souvent en butte à la répression ou au chantage…
Cela supposerait un effet important de syndicalisation se traduisant par des moyens syndicaux (temps, moyens financiers, permanences, contacts avec les salarié-es…) dédiés à ce travail. Cela commence à se faire au sein de Solidaires dans quelques endroits mais reste bien loin de ce qui serait nécessaire. Les secteurs de la sous traitance sont particulièrement concernés comme le nettoyage, mais aussi les entreprises de sous-traitants dans l'industrie ou l'énergie. Si un début d'implantation existe dans l'intérim, ou chez les salariés du secteur associatif, l'informatique, ou l'agro-alimentaire, cela reste encore très limité au vu du nombre de salarié-es concernés.

CM : Nous avons des situations paradoxales ; par exemple, dans les banques, les syndicats Solidaires pèsent fortement à la BPCE, au Crédit Agricole, à la Banque de France (et à la Banque postale), mais nous n'avons guère progressé ailleurs. Dans l'énergie, nous avons localement quelques points forts mais notre audience nationale demeure très marginale. Notre implantation est encore faible dans l'intérim ou les assurances et l'assistance mais les syndicats Solidaires y sont très récents.

Nous avons d'autres types de contradictions dans les secteurs professionnels où l'essentiel de l'activité est de la sous-traitance : c'est le cas du nettoyage et de la prévention/sécurité ; nous y sommes représenté-es mais nous n'avons pas avancé dans la structuration : dans quelques secteurs les syndicats sont organisés sur l'ensemble de la branche professionnelle, pour d'autres ce n'est pas le cas et cela justifie alors l'existence de syndicats spécifiques du nettoyage, de la prévention/ sécurité, et nous n'avons pas encore construits d'unions syndicales coordonnant ces structures.

La difficulté à faire vivre un syndicalisme vraiment interprofessionnel demeure. Paradoxalement, c'est un point commun à tout le syndicalisme français contemporain ; mais là où cela correspond à une volonté politique de détruire cette dimension (CFDT depuis bien longtemps) ou de l'affaiblir (CGT du 21ème siècle), à Solidaires le choix est bien l'inverse.

Deux écueils demeurent. Le premier est que trop de militant-es considèrent que l'interprofessionnel c'est à voir dans les Unions Locales, dans les Unions Départementales et pas dans la section syndicale et le syndicat ; cela contribue à rendre l'activité interprofessionnelle extérieure aux col-

lectifs de base ; pourtant il ne serait pas compliqué de faire en sorte que chaque personne disposant de temps de délégation syndicale considère normal d'en réserver par exemple 25%, systématiquement, aux activités interprofessionnelles ! La seconde difficulté vient de l'extrême frilosité des structures professionnelles, locales comme nationales, à dégager des moyens pour l'interprofessionnel ; or, c'est indispensable. Ce sont les syndicats et les fédérations qui ont des moyens, pas les UL ou les UD (ni Solidaires national).

Sur quels aspects, notre fonctionnement collectif est-il perfectible ?

AC : Je citerai trois enjeux : la place de femmes, le fonctionnement démocratique et l'interpro.

Les femmes sont encore trop sous-représentées dans notre syndicalisme, que ce soit dans les structures de *Solidaires* ou dans les organisations professionnelles. Cela a d'ailleurs été un des enjeux politiques de ce congrès. Au-delà de la résolution adoptée, cette question doit être prise à bras le corps à tous les niveaux afin que le syndicalisme Solidaires soit plus représentatif du monde du travail tel qu'il est aujourd'hui composé (48 % de femmes, 52 % d'hommes).

Faire vivre la démocratie suppose un va-et-vient permanent entre le secrétariat national et les structures de *Solidaires* : fédérations et syndicats nationaux, *Solidaires locaux*… Le secrétariat national est « l'exécutif » qui met en œuvre les orientations et décisions. Encore faut-il qu'il puisse le faire en s'appuyant sur une connaissance fine des réalités de terrain professionnelle et géographique. Les organisations de Solidaires répondent peu aux sollicitations nationales pour donner leur analyse, leur vision des choses en lien avec les réalités de leur champ d'intervention… Il est souvent difficile de savoir comment une campagne décidée nationalement est relayée et mise en œuvre, voire de connaître les difficultés auxquelles se heurtent les équipes pour la mettre en œuvre, et au bout du compte de pouvoir faire des bilans, ce qui est pourtant indispensable pour construire des stratégies d'action.

La question de l'interprofessionnel comme enjeu essentiel de notre syndicalisme doit être davantage présente dans les débats et les préoccupations des organisations de Solidaires, pas comme « un supplément d'âme », ou un sujet qu'on aborde quand on a le temps, en fin de réunion, ou jamais… L'interprofessionnel ne doit pas rester, comme c'est le cas trop souvent encore, l'affaire de quelques camarades particulièrement motivés. Cela doit être intégré dans les débats et réflexions des structures de Solidaires, dans les fédération et syndicats nationaux mais aussi relayé dans les sections ou syndicats locaux. Cela passe aussi par une réflexion permanente sur les moyens à attribuer à l'interprofessionnel, moyens humains, matériels, financiers… Il s'agit bien de traduire en actes concrets notre ambition politique de construire un outil syndical interprofessionnel alternatif aux confédérations traditionnelles et utile pour tous les salarié-es.

CM : Il y a toujours de la marge entre les intentions que nous affichons et notre pratique, et du coup entre ce à quoi nous disons aspirer et les moyens de le réaliser !

Nous voulons une grève générale interprofessionnelle ? C'est juste, mais alors pourquoi dans nos structures syndicales professionnelles dotées de moyens syndicaux (humains, financiers, en temps) sommes-nous toujours aussi timoré-es à l'idée d'en dégager un nombre important pour construire des syndicats dans d'autres secteurs et pour faire vivre nos Solidaires locaux au plus près des besoins des populations dans les quartiers ?

Nous sommes pour les droits égaux entre tous les travailleurs et les travailleuses ? Mais dans ce cas, comment expliquer que dans la majorité de nos collectifs militants on trouve normal de ne pas organiser dans le même syndicat tous les salarié-es du secteur qui travaillent sur le même site ? Pourquoi calquer notre organisation sur les choix patronaux qui nous divisent (sous-traitance, filiales, multiplication des statuts, restructurations, etc.) ?

Nous sommes antifascistes ? Évidemment, mais pour quelles raisons constatons-nous que des équipes syndicales Solidaires ne diffusent pas le matériel syndical sur ce sujet sans que cela ne provoque de débats (ouverts : la pertinence du matériel peut être discutée, bien entendu) dans nos structures ?

Nous affirmons que les minorités doivent être respectées ? Alors, comment se fait-il que dans nombre de nos syndicats on prenne pour « une minorité », les femmes qui sont la moitié de la population humaine ? Et pourquoi cette forte tendance à s'effrayer des initiatives que des « minorités » diverses veulent prendre au sein de nos structures syndicales, non pas pour exister (c'est un fait) mais peut-être pour rappeler qu'elles existent et qu'elles ont des droits et des revendications ?

Nous sommes pour un syndicalisme interprofessionnel et où l'adhérent-e est à la base des décisions, orientations et actions ? Il faut alors s'interroger sur l'animation de certains syndicats où les informations interprofessionnelles ne sont quasiment jamais relayées, voire pour certains où les syndiqué-es ne reçoivent quasiment aucune information du syndicat, de la fédération ou de Solidaires. Ne pas en débattre, c'est accepter d'affaiblir l'ensemble de notre organisation.

Nous voulons une transformation sociale radicale, possible grâce à un mouvement social de masse qui s'oppose frontalement aux pouvoirs, patronaux et institutionnels ? Certes, mais alors ne faut-il pas, dans chaque collectif militant et à partir de la section syndicale, voir comment nous adresser à tous les salarié-es : celles et ceux de son propre secteur bien entendu, mais aussi celles et ceux d'au moins une entreprise ou un service proches ? Redécouvrir les vertus de l'interprofessionnel uniquement lorsque son propre secteur est en grève ne fait guère avancer les choses…

Ces quelques constats, non exhaustifs, ne discréditent pas notre Union syndicale. Au contraire, ils s'inscrivent dans la recherche d'une amélioration de ce qui est un outil syndical indispensable à la transformation sociale. Ce ne sont pas des reproches, ni des avis de commentateurs ou commentatrices, pas plus une remise en cause de l'autonomie des structures. Non, le fédéralisme et la construction d'un outil commun, ne sont pas synonymes de juxtaposition d'entités indépendantes vivant en autarcie ! Pointer nos insuffisances et faire des propositions pour y remédier sont des exigences pour améliorer l'efficacité de notre syndicalisme.

Au Congrès, nombre de délégations internationales étaient présentes. Pouvez-vous nous faire un état des lieux de nos contacts et de nos projets internationaux ?

CM : L'internationalisme est un des piliers de notre syndicalisme. Pourtant, c'est un domaine généralement pas traité dans les réunions de sections syndicales, de syndicats, voire de Solidaires départementaux ou de fédérations. C'est un non-sens : on ne peut pas vouloir une transformation radicale de la société, affirmer que « la classe ouvrière n'a pas de frontière », constater que la lutte des classes est menée au plan international (par les patrons), et … reléguer cette question au dernier point de l'ordre du jour de nos réunions ou à quelques « spécialistes » qui feront ça « pour nous ».

Il ne s'agit pas de transformer nos réunions syndicales en meetings internationaux, mais de traiter ce sujet comme les autres : à partir de notre analyse, de nos besoins, en recherchant comment organiser la mobilisation la plus large sur les objectifs que nous nous fixons ; l'internationalisme n'est pas abstrait et ne doit pas se limiter à la (nécessaire) solidarité internationale ! Là aussi, prenons nos affaires en mains, coordonnons-nous par secteurs professionnels, entre régions proches, informons nos collègues de travail…
Nous avons publié à l'occasion du congrès un numéro spécial du bulletin *Solidaires international*, qui fait le point sur nos activités internationales.

L'activité internationale de notre Union syndicale *Solidaires* durant ces trois ans a été intense. Le fait marquant est sans doute l'organisation à Saint-Denis en mars 2013 d'une rencontre syndicale internationale qui a rassemblé plus de 200 militant-es de plus de 60 organisations d'Europe, d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et a débouché sur la constitution du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Solidaires a joué un rôle très actif dans la construction de ce réseau et continue depuis dans son activité. Ce réseau mondial rassemble des organisations syndicales, des courants, tendances ou réseaux syndicaux de tous les continents, avec des histoires, des cultures politiques différentes, mais avec des pratiques assez proches et qui partagent la double volonté d'organiser des luttes pour la défense des revendications immédiates des travailleurs-ses et pour transformer radicalement la société. Nous sommes désormais dans une phase où il faut ancrer ce réseau et ses activités dans nos pratiques syndicales ordinaires. La publication de tracts internationaux utilisables par les équipes syndicales de terrain, la réalisation de matériel par secteurs professionnels, sont nos priorités désormais, avec l'élargissement du réseau à de nouvelles organisations.

Nous ne partons pas de rien, nous avons l'expérience du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, dont la dernière réunion s'est tenue à Berlin en mars 2014 et a permis l'adoption de plusieurs appels européens intersyndicaux utilisables par nos équipes militantes, l'engagement commun dans des initiatives telles qu'Alternatiba ou le soutien au peuple palestinien par la campagne BDS, une réflexion de fond sur l'autogestion…

Notre syndicalisme internationaliste s'ancre dans le travail syndical professionnel. Par exemple :

SUD-Rail est à l'origine du Réseau Rail Sans Frontière. Depuis 2005, des organisations syndicales de cheminot-es et des associations de défense des chemins de fer publics d'Europe et d'Afrique se réunissent chaque année pour échanger sur la situation et l'évolution du secteur ferroviaire à partir des expériences et des luttes de chacun. Le Réseau s'est désormais étendu au continent américain et, sous l'impulsion de SUD-Rail, a activement soutenu les grèves des cheminot-es de Corée, fin 2013 et début 2014. RRSF est un lieu de convergences et d'initiatives concrètes pour la défense du service public ferroviaire et contre la répression antisyndicale. Comme cela s'est illustré à Dakar pour maintenir la gare en centre ville face aux menaces de délocalisation pour cause de spéculation immobilière ; comme cela s'illustre aussi à travers le soutien à celles et ceux qui subissent la répression antisyndicale, que ce soit au Maroc, au Mali, au Burkina... Le Réseau a édité une plaquette de présentation en plusieurs langues et publie un bulletin d'informations internationales.

SUD PTT a mis en place un réseau international dans les centres d'appel. Après plusieurs débats lors des Forums sociaux, un appel international a été lancé par Sud, la CGT et l'UGTT afin de créer un réseau international. Ce réseau regroupe à présent une douzaine de pays, dispose de ses propres canaux de communication et se réunit régulièrement. Le réseau a, depuis sa naissance, essayé d'être dans le concret et de voir comment il pouvait changer les choses sur le terrain. Cela passe par des échanges d'informations sur des dossiers économiques mais aussi par des soutiens lors de lutte ou de la répression syndicale. C'est dans ce sens que nous avons organisé une manifestation internationale à Paris lors d'un salon réunissant les patrons du secteur ou lors de l'AG

des actionnaires de Téléperformance en 2013 où nos camarades de l'UGTT étaient présent-es.
Nous avons lors du FSM soutenu une grève des salarié-es de Téléperformance avec notamment un meeting international devant le siège de cette entreprise. Nous avons aidé à la création de plusieurs sections syndicales au Maroc en réalisant des partenariats avec des associations.

- SUD Santé Sociaux co-anime le Réseau européen pour le droit à la santé et à la protection sociale, qui a déjà organisé des manifestations (à Varsovie et à Bruxelles), des rencontres internationales, et publié un appel européen traduit en plusieurs langues.

- Solidaires Finances publiques assume la présidence de la fédération européenne du secteur, dont Solidaires Douanes est également membre. Le 17 mai dernier, elle organisait une manifestation européenne à Bruxelles.

- SUD Éducation tente de coordonner l'activité du réseau syndical international de solidarité et de luttes dans ce secteur, Il est à l'initiative de communiqués communs à plusieurs organisations syndicales européennes. Il était présent en août dernier à une rencontre syndicale internationale qui se tenait à Rio, au Brésil.

Notre activité internationale est multiple. La liste qui suit n'est pas exhaustive mais illustre la diversité de nos champs d'intervention.

La Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), lancée en 2005 à l'appel de plus de 170 organisations palestiniennes dont *tous* les syndicats palestiniens, exige la fin de l'occupation et de la colonisation, le démantèlement du Mur, la levée du blocus de Gaza, l'égalité absolue des droits des Palestiniens d'Israël et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens, c'est à dire... le simple respect du droit international. Solidaires est aussi, depuis l'origine, membre du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI).

Depuis des années, des membres de Solidaires ont participé à des initiatives zapatistes et de nombreux syndicats et Solidaires locaux participent à l'achat groupé de café des coopératives zapatistes. Nous avons lancé une souscription pour aider à un projet concret, des délégations Solidaires se sont rendues à plusieurs reprises au Chiapas.

Trans International Exchange (TIE) est un réseau de solidarité internationale présent au Brésil, en Allemagne, aux Pays Bas, en Turquie et dans quelques pays d'Asie et d'Afrique. En Allemagne, c'est aussi un des lieux où se retrouve une partie de la « gauche syndicale ». Nous avons bénéficié de l'appui financier de TIE pour certaines initiatives (notamment à travers le Réseau Rail Sans Frontière), participé à plusieurs de ses assemblées générales internationales, créé des liens durables avec le réseau syndical allemand avec qui nous échangeons régulièrement, soutenu plusieurs campagnes (libertés syndicales, droit de grève, …).

Le réseau syndical euro-maghrébin (aujourd'hui rebaptisé réseau euro-méditerranéen) est né en 2007, dans le cadre d'une rencontre entre des syndicats de la « zone méditerranée » organisée par la CGT espagnole. Les objectifs de ce réseau étaient d'abord de développer la solidarité entre les syndicats des deux rives et d'informer sur les luttes qui ont lieu dans chaque pays : Algérie, Tunisie, Maroc, Égypte, Espagne, Italie et France... Il s'agit aussi de lutter contre le harcèlement et la répression que subissent les syndicalistes.

La conférence de Labor Notes est une réunion ayant lieu tous les deux ans de militant-es syndicaux des Etats-Unis, avec une forte présence de canadien-nes et de latino-américain-es. Les rencontres de Labor Notes ont connu un gros succès en 2014 avec le doublement des participants atteignant 2 000 participants dont plus d'une centaine de camarades internationaux. Cet événement est propice à la prise de contact avec des syndicalistes du monde entier.

L'Union syndicale Solidaires a signé un accord de partenariat avec Amnesty International France :
- un échange d'informations entre nos organisations ;
- la possibilité de participation aux colloques, stages de formation et initiatives touchant des champs d'intervention communs (syndicalisme, libertés syndicales et solidarité internationale) ;

- la mise en œuvre de campagnes communes, ensemble et y compris avec d'autres partenaires, sur le terrain des droits humains, notamment par le relais au sein de l'Union syndicale Solidaires des cartes-pétitions.

Depuis le premier Forum Social, Solidaires est actif dans la préparation et l'organisation de ces rencontres. Si le processus du Forum Social Européen est « en panne » depuis celui d'Istanbul en 2010, le Forum Social Mondial de Tunis en 2013 a montré que ces moments de mise en commun et d'échanges entre mouvements sociaux de divers pays demeurent nécessaires.

L'activité internationale de l'Union syndicale Solidaires c'est aussi, par exemple :
- le suivi des activités de l'Inter-collectif de soutien aux luttes des peuples du monde arabe.
- les relations avec les organisations membres de la plate-forme des syndicats de nations sans Etat.
- la présence aux conférences annuelles de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).
- Le collectif intersyndical (CGT, CFDT, UNSA, Solidaires, FSU) de soutien aux syndicalistes d'Iran.
- le comité de solidarité avec la population de Cajamarca au Pérou.
- les rencontres et manifestations de l'Alter-summit.
- le collectif « La Coupe est pleine » que nous avons initié en soutien aux mouvements sociaux brésiliens.

Au-delà de motions, d'articles dans nos journaux syndicaux, le soutien aux luttes et contre la répression passe aussi par l'organisation d'actions, parfois coordonnées internationalement, et par la présence de délégations Solidaires non seulement aux congrès des organisations avec qui nous travaillons, mais aussi en soutien à des luttes syndicales et populaires. C'est ainsi que lors de ces trois dernières années, des camarades Solidaires ont accepté de porter notre parole dans des pays aussi divers que le *Brésil, l'Espagne, l'Allemagne, la Turquie, le Mexique, la Tunisie, la Grande-Bretagne, la Suisse, l'Argentine, le Pays Basque, la Tunisie, l'Egypte, la Belgique, la Colombie, la Grèce, le Maroc, l'Algérie, la Palestine, la Pologne, la Hongrie, les Etats-Unis, l'Italie, le Mali, le Portugal ,…*

La commission internationale met à disposition des équipes Solidaires, le bulletin mensuel Solidaires international, la revue internationale Solidaires, la plaquette de présentation de Solidaires en quatre langues. Nous organisons les 16 et 17 octobre deux journées de formation syndicale consacrées au syndicalisme international : une occasion à ne pas louper !

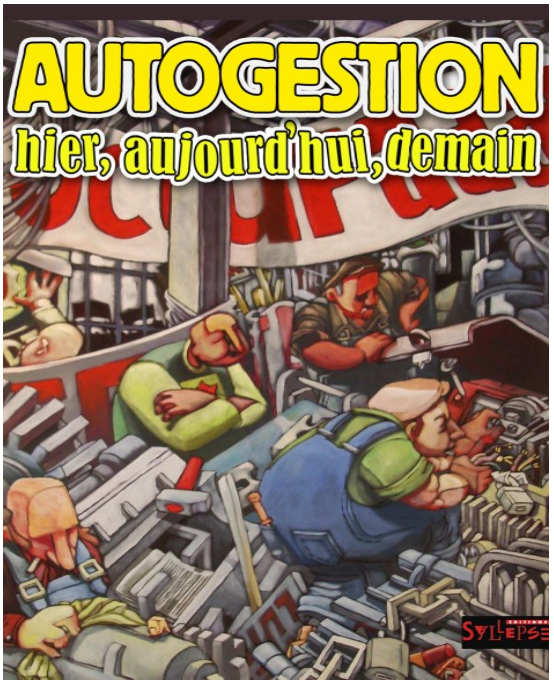
Solidaires se revendique d'un syndicalisme de transformation sociale. En quoi les débats au Congrès de Dunkerque, notamment dans le cadre de la table ronde sur l'autogestion, ont-ils permis d'avancer sur le contenu de ce projet ?

AC : Effectivement, il ne suffit pas de proclamer que Solidaires se revendique d'un syndicalisme de transformation sociale, il faut aussi faire vivre cette idée ! Il est nécessaire aujourd'hui de reprendre cette question pour la rendre plus compréhensible, plus concrète pour les militant-es et adhérent-es de Solidaires. Les plus ancien-nes ont connu les débats du mouvement syndical des années 70, et en particulier ceux qui existaient dans la CFDT lorsque celle-ci se revendiquait du « socialisme autogestionnaire ».

Mais l'enjeu est bien aujourd'hui que les militant-es et adhérent-s plus jeunes se réapproprient ces questions avec les enjeux d'aujourd'hui. La connaissance des débats précédents qui ont existé dans le syndicalisme est utile : on ne part pas de rien, mais ce n'est pas suffisant. Personne ne peut prétendre avoir un modèle clé en main d'un processus de transformation sociale, ni des formes achevées d'une organisation sociale autogestionnaire. Les grandes questions ouvertes dans les années 60 autour des idées d'autogestion, de contrôle ouvrier… restent d'actualité pour ceux et celles qui ont toujours comme objectif l'émancipation individuelle et collective et la réappropriation par les travailleurs/travailleuses de leur destin. Les richesses produites n'ont jamais été aussi grandes : mais cela s'inscrit dans une logique productiviste, consumériste totalement contradictoire avec les besoins de transition écologique. Il faut donc repenser la production de richesses en fonction des besoins sociaux, mais en articulant cela avec la nécessaire transition écologique.

La question du niveau de décision reste ouverte : comment reprendre la question du plan, de la planification, en la liant avec la question démocratique, ce qu'on appelait la « planification démocratique ». Celle-ci ne peut pas reposer sur les seuls salarié-es au sein des entreprises et des services publics : il faut imaginer des espaces (assemblées de citoyens/citoyennes par exemple) où s'élaborent les besoins (en tenant compte des impératifs écologiques) de la population dans sa diversité et au plus prés d'elle. Et il faut construire les outils d'une articulation régionale, nationale, européenne (sur certaines grandes questions).

Les nouvelles technologies et leur fonctionnement horizontal sont des outils utiles pour les mobilisations et peuvent favoriser la démocratie, à condition que cela aide à la confrontation des points de vue pour bâtir du collectif et non pour conforter l'addition de points de vue individuels…



Reste bien sûr la question centrale de la propriété des moyens de production : nationalisation, socialisation, appropriation des moyens de production et d'échanges… Tous ces termes apparaissent aujourd'hui « d'un autre temps ». Et pourtant, au vu de l'impasse dans laquelle nous met et nous mène le capitalisme financier, il faut sans nul doute les reprendre, les retravailler dans le sens d'une utopie transformatrice même si nous n'avons pas/plus de schéma global prédéterminé.

Comment faire ce chemin ? Inscrire ces idées dans les combats d'aujourd'hui et notamment autour de l'idée de ne plus laisser la finance, le marché, décider de nos vies. Il nous faut appuyer toutes les expérimentations sociales concrètes qui montrent qu'il est possible de fonctionner autrement. Finalement, la question reste bien « dans quelle société voulons-nous vivre » ? Qui décide de la production, de la répartition des richesses, de ce qui est utile, des besoins collectifs à un moment donné (en intégrant la question de la solidarité et de la coopération avec les peuples

du monde entier) : une minorité, une oligarchie qui concentre richesse financière et pouvoir politique ou le reste de la population ? L'organisation d'une table-ronde lors du congrès de *Solidaires* constitue une première étape pour engager ces débats. Cette table-ronde est d'abord un signe politique fort montrant la volonté de faire vivre ce débat au sein de Solidaires. Il faut trouver les moyens que cela ne reste pas un débat de quelques camarades mais devienne un sujet de réflexion pour de nombreux militant-es. Il devra être repris dans les organisations et dans les structures et sans doute donner lieu à des contributions et des textes d'orientation dans les futurs congrès de *Solidaires.*

CM : Il nous faut approfondir le travail sur ce sujet essentiel de la transformation sociale. L'autogestion a une place prépondérante car structurante dans la société que nous voulons. Les expériences de gestion directe d'entreprises « récupérées » par les travailleurs et les travailleuses, au sein du système capitaliste sont une chose ; il ne s'agit pas de l'autogestion qui englobe tout le champ sociétal et pose les questions de propriété des moyens de production, de décisions démocratiques quant au processus de production (quoi ? dans quelles conditions ? pour qui ? quelles quantités ? quelle répartition ? etc.), de mandats, de planification, de contrôle des décisions prises, mais aussi par exemple de mesures à prendre pour la sécurité individuelle et collective !

Le débat organisé sur ce thème lors du congrès n'est qu'un petit pas dans la démarche globale.
Nationalisation, socialisation, autogestion, ces concepts ont imprégné des années de débats au sein du mouvement syndical. Des expériences ont été menées, des bilans ont été tirés. La gestion des outils de production directement par celles et ceux qui travaillent est possible. Des alternatives sont possibles, en vrai, pas seulement sous forme de slogans. Réapproprions-nous notre histoire, ne nous laissons pas imposer la vision de la classe dominante dont un des objectifs est de nous conduire à accepter comme fait acquis que « le capitalisme est la fin de l'histoire » ! … « Dans le cadre du système capitaliste, la gestion directe d'entreprises ou services est possible comme le montrent quelques expérience ; mais pas l'autogestion, car il s'agit là d'un projet de transformation sociale de la société dans son ensemble, avec des modifications fondamentales en termes de pouvoir de décision, de rapports entre classes sociales, de notions de hiérarchie et de responsabilité, etc. Il nous faut donc construire notre réflexion en intégrant cette nécessaire rupture avec le système capitaliste. Là encore, pour que ce soit utile, nous devons retrouver et inventer des revendications, des formes d'action, des organisations, des slogans, des exemples de luttes, qui rendent crédibles aux yeux de nos collègues ces changements fondamentaux.
*A travers certaines résistances et luttes sociales actuelles, est parfois posée la question de l'organisation du travail dans toutes ses dimensions : qui décide dans l'entreprise et dans chaque collectif de travail ? Que produire ? Dans quelles conditions ? Quelle utilité sociale ? … Ce ne sont que des interrogations, rarement des tentatives concrètes, nullement un mouvement de fond. Mais n'est-ce pas à nous de créer les conditions pour que celui-ci existe ? » (*Extraits du texte servant de support au débat lors du congrès.)

Pour que cela prenne tout son sens, il faut maintenant que ces questions là soient posées dans nos réunions de sections syndicales, de syndicats, de Solidaires locaux. Nous devons réfléchir à comment ça pourrait marcher, allier discussions théoriques et exemples pratiques, apprendre des expériences diverses, réfléchir, inventer, oser, agir…
Nous ne partons pas de rien : du syndicalisme révolutionnaire à la Charte d'Amiens, en passant par le syndicalisme de masse et de classe, la recherche d'un socialisme autogestionnaire ou l'autonomie du mouvement social, le mouvement syndical français est riche d'expériences que nous devons agréger, riche aussi d'échecs et d'erreurs que nous devons connaître, comprendre et ne pas répéter de générations en générations !
La formation syndicale est déterminante. Elle passe par les sessions organisées par nos fédérations, nos syndicats et surtout par nos Solidaires locaux, mais ne se limite pas à cela. La mise à disposition d'outils est aussi décisive : revues, journaux, vidéos, … La formation se fait aussi à travers le partage de la pratique militante quotidienne.

Le mot de la fin ?

AC : Ce n'est qu'un début, le combat continue…

CM : Ben non, c'est pas fini, on continue…

Propos recueillis par Jérémie Berthuin (Solidaires 30)

Répression à La Poste : entreprise de démolition du syndicalisme de lutte dans l'entreprise

Depuis quelques années, la direction de La Poste a clairement assumé une stratégie économique libérale. La crise de 2008 a servi de prétexte à l'entreprise pour accélérer ses attaques sur les fondamentaux du service public. Mais pour cela, il fallait parallèlement faire taire tout niveau de contestation dans l'entreprise. C'est ce qu'elle s'emploie à faire depuis les dernières années Bailly et l'arrivée de Philippe Whal.

Une stratégie économique en mutation accélérée

On ne saurait dégager ces attaques sur le droit syndical et la mise en place d'une répression accrue de la volonté d'une transformation complète de l'entreprise. Pour une entreprise comme la Poste avec des syndicats relativement bien implantés au regard de ce qui se passe dans le privé, il y a pour les directions un besoin d'organisation syndicale accompagnatrice ou co-gestionnaire. L'épisode de la privatisation a prouvé, même si elle n'a pas été repoussée, qu'il restait dans l'entreprise des syndicats ayant une volonté claire de s'opposer à la stratégie économique de l'entreprise.

Un constat d'autant plus vrai que la CGT et SUD représentent à elles deux plus de 50% des voix et sont donc capables de brandir le droit d'opposition à chaque présentation d'accord, même si dans les faits la CGT ne l'a jamais fait et seul SUD s'est opposé à des accords au niveau national dans l'entreprise. Or, la direction reste sur une vision d'un syndicalisme accompagnateur des projets de transformation de l'entreprise… Pour elle, il s'agit, à l'image de ce qui se passe dans d'autres entreprises, d'avoir des syndicats qui ne sont là que pour gratter des miettes et expliquer aux salarié-es le sort inéluctable du changement. C'est totalement ce que fait la CFDT à l'image de sa confédération, qui à mon sens devient plus un syndicat de co-gestion qu'un syndicat d'accompagnement. Elle a en ce sens franchi un cap dans la conception du dialogue social.

Un droit syndical des plus flous

Parler de la répression syndicale à La Poste suppose aussi de parler de l'état du droit syndical dans l'entreprise. Situation inédite qui voit se côtoyer pour moitié des salarié-es de droit privé et des fonctionnaires. Or, en terme de protection des salarié-es de l'entreprise, nous sommes dans un vide, unique dans l'histoire de la protection des syndicalistes. Car au contraire du privé les militant-es adhérent-es qui sont sous une étiquette syndicale ne sont pas protégés par le droit (à part s'ils possèdent un mandat CHSCT). Il est donc très simple pour l'employeur à la Poste de virer un syndicaliste : pas besoin de passer par la case Inspection du Travail.

Nous devons rajouter à cette situation le no man's land encadrant l'exercice du droit syndical à La Poste. En effet en 2009, la CNT PTT faisait tomber le bulletin des ressources humaines régissant le droit syndical dans l'entreprise, notamment tout ce qui concernait la circulation des militant-es par exemple. Ne restait que la circulaire fonction publique inadaptée à mon sens à l'entreprise notamment sur sa structuration et son organisation.

Dans tous les cas ce flou permanent a permis à la direction de s'engouffrer dans une brèche pour taper sur les militant-es syndicaux.

Il faut dire aussi que la pratique syndicale à La Poste comportait certains droits ou usages qui permettaient aux militant-es de SUD PTT des latitudes qui n'existaient pas dans d'autres entreprises. Par exemple, la pratique des assemblées générales et des prises de parole dans le milieu de la distribution trouvaient un ancrage chez les facteurs/trices permettant d'avoir une information rapide sur la situation dans l'entreprise et aussi de pouvoir les faire débrayer (au passage c'est aussi une méthode courante dans le droit privé).

Cependant quelques droits sont en deçà de ce qui peut se pratiquer dans le droit syndical commun. Par exemple, La Poste avant 2009, pratiquait une autorisation de venir dans un établissement seulement si le/la militant-e avait prévenu 48 heures avant. Une aberration au vu de ce qui se pratique dans le droit commun ou des délégué-es syndicaux peuvent pénétrer dans un site en prévenant lorsqu'ils arrivent sur place.

Stratégie économique à imposer, pas ou peu de protection des salarié-es de droit privé, droit syndical flou, voilà le cocktail détonnant pour attaquer de front les militant-es et le syndicalisme de lutte.

Il ne s'agit pas de proclamer que la Poste fait figure d'exception dans la répression des militant-es syndicaux, au regard de ce qui se passe dans d'autres entreprises. Cependant on peut noter une spécificité : la quasi systémacité dans les faits reprochés corrélés à l'action syndicale. C'est sûrement là cette spécificité qui fait que l'on a, au delà d'une attaque des individus, une attaque claire du syndicalisme de lutte. Au total ce sont plus d'une vingtaine de militant-es SUD PTT qui sont sous le coup de poursuites ou qui ont déjà été sanctionné-es pour des faits qui pourraient paraître hallucinants pour les militant-es que nous sommes : prises de parole non autorisées, séquestration, aides à l'entrée de personnes extérieures au service, blocages, propos déplacés ou insultes… Tout cela lors de grèves ou de prises de paroles pour essayer d'étendre la grève.

Des militant-es ont subi des mises à pied de trois mois ou de deux ans, d'autres se sont vus en tant que représentant-e CHS CT protégé-es par l'inspection du travail, mais les attaques sont bien là.

Le syndicalisme à La Poste est donc confronté à des défis assez importants en matière de syndicalisme et de droit syndical. La réponse à mon sens ne peut être une réponse binaire. Il ne peut y avoir d'un côté ceux qui se disent « gardons pied à pied nos acquis » sans en mesurer les conséquences et de l'autre ceux qui seraient dans une démarche de totale adaptation et de renoncement à nos moyens d'actions.

Dans le premier cas cela serait clairement considérer que les cas de mises à pied, de licenciements, de révocations font partie du logiciel *militantisme* à SUD et que nous devons faire avec. Le message envoyé aux militant-es serait donc : « vous risquez fortement d'être sanctionné, voire licencié/révoqué, mais nous serons derrière vous. » Ce discours est voué à l'échec car en partie désespérant. Mais aussi nous transformerions notre outil syndical en un outil de défense juridique face aux attaques subies par nos militant-es.

Le deuxième cas est aussi à exclure car il ne faut pas renoncer à ce qui fait l'essence aussi du syndicalisme de lutte dans notre entreprise. C'est donc bien de pouvoir apporter une réponse syndicale forte à ces militant-es confrontés quotidiennement à des menaces de poursuite ou à des sanctions. Pas d'abandons de nos valeurs mais pas de martyrs sur l'autel du syndicalisme de lutte.

Enfin, il me paraît important de dépasser le simple cadre de notre organisation syndicale SUD PTT. C'est l'ensemble du mouvement syndical, du mouvement social qui subit des attaques sans précédent : Dans la santé, à la Caisse d'Epargne, dans le milieu paysan (et je parle ici des militant-es de la confédération paysanne et non ceux de la FNSEA), les exemples sont nombreux sur les attaques que subissent ceux et celles qui s'élèvent contre le patron, le gouvernement. Or, il est à regretter que les réactions se fassent en ordre dispersé et pas globalement. L'observatoire de la répression syndicale a commencé un travail de recherche intéressant, mais nous devons transformer cela plus concrètement dans un mouvement plus large. La pression se fera aussi par la rue.

Hugo Reis, Fédération SUD PTT

Notes :

1) À son arrivée à La Poste Bailly avait déclaré vouloir faire baisser Sud drastiquement. Son *Bilan SUD* a augmenté tout le long de son mandat.
2) Il faut se souvenir que Jean Paul Bailly voulait appliquer à la direction de La Poste ce qu'il avait appliqué à la RATP en termes de gestion syndicale.
3) Voilà ce que déclarait Alain Barrault secrétaire fédéral CFDT au Figaro : « *Certains syndicats ne réalisent pas les difficultés que traverse La Poste* ». Ce qui prouve qu'il a correctement intégré le discours patronal et le ressort tel quel.
4) Un décret est sur le bureau du ministre depuis plus d'un an. Ce décret ne prévoyait à l'origine aucune protection pour les représentants désignés par le syndicat. Il a fallu se battre pour pouvoir l'imposer (la CFDT n'en voyant pas l'utilité).
5) Cela ne veut pas dire que le recours de la CNT n'avait pas de fondement notamment en matière de droit syndical de base pour l'ensemble des organisations syndicales, y compris non représentative.
6) Elle le fait encore actuellement même si aucun texte n'encadre ce point.
7) Il est à noter que ce n'est pas nouveau puisque cela avait été déjà le cas à Lille lezenne en 1989 et à Bordeaux-Bègles en 2005
8) Là dessus il faut y ajouter de nombreux militant-es CGT également
9) Pour un fonctionnaire, la « mise à pied » peut aller jusqu'à deux ans, au contraire du privé qui ne va jusqu'à trois mois.
10) http://observatoire-repression-syndicale.org

Olivier ROSAY (SUD Postaux Paris) : « La Poste demandait soit ma révocation, soit mon licenciement »

Olivier ROSAY milite à *SUD Postaux Paris*. Il vient d'être mis à pied deux ans par La Poste pour son activité syndicale. Et il n'en est pas à sa première sanction.

Peux tu te présenter Olivier ?

J'ai 40 ans et milite à *SUD postaux Paris* depuis 2006, et j'y suis secrétaire départemental depuis 2008. Je suis donc amené à militer dans les établissements parisiens et à participer à l'animation de mon syndicat. J'ai auparavant milité de longues années à la CNT PTT que j'ai quittée pour SUD sur ce simple constat : nous étions trop peu et trop faibles à la CNT pour pouvoir pratiquer concrètement un syndicalisme contestataire, celui des prises de parole, des AG et de la lutte face au rouleau compresseur postal...

Un Conseil de discipline de la Poste vient de t'exclure de ta fonction pour une période de deux ans. Peux tu nous expliquer la cause de cette mise à pied ?

Tout d'abord, La Poste demandait soit ma révocation, soit mon licenciement, ce qui est la sanction la plus lourde pour les fonctionnaires, et je n'ai finalement écopé - que ! - de 2 ans de mise à pied. Il faut bien comprendre qu'il n'y a eu aucune révocation de fonctionnaire depuis 1953 à La Poste sur des faits syndicaux ou de grève, et cette révocation, si elle avait été prononcée, aurait eu une portée symbolique très forte.

La boîte m'a surtout reproché d'avoir fait des prises de parole dans les centres postaux parisiens avec les postiers en grève des Hauts de Seine. Nous cherchions effectivement à populariser la grève du 92 auprès des postiers parisiens, ce qui a créé un climat conflictuel extrêmement tendu, et à chacune de nos interventions nous avions des vigiles privés, des cadres de différentes directions qui cherchaient à dissuader les facteurs de nous écouter, et bien sûr des huissiers. Et quand la direction sentait qu'il y avait un risque de débrayage, ce qui est arrivé sur 3 centres, des CRS en nombre contrôlaient les accès.

Le paroxysme a été atteint les 19 et 20 mars dernier où la direction a d'autorité fermé le centre de distribution du courrier de Paris 7, lock-outé serait plus exact, simplement parce que nous allions faire une prise de parole pour appeler à la grève. Les facteurs arrivés avant leur prise de service ne pouvaient pas sortir, et ceux qui ne souhaitaient pas faire grève s'étaient vus empêcher d'entrer dans leur locaux de travail avec pour consigne de se tenir à l'écart des grévistes et des militants SUD à un coin de rue opposé. La boîte souhaiterait cloisonner chaque postier dans son département, dans sa direction, dans son bureau, et en faisant venir les grévistes du 92 sur Paris nous nous opposions aux logiques d'enfermement et posions concrètement des perspectives d'extension de la grève…

Nous fut reproché aussi très fortement, car je ne suis pas seul à avoir participé à l'action, d'avoir appelé fermement les facteurs de Paris 7 à ne pas distribuer un tract électoral du FN sous forme de pli publicitaire en mars dernier, action qui a eu le mérite de sortir de l'isolement une poignée de ***désobéisseurs.*** En effet, la présence des militants SUD, dans un bureau alors quadrillé d'huissiers et de cadres, encouragea une partie des facteurs (à notre connaissance, 15 sur 42, mais probablement plus, certain-e-s sont passé-e-s entre les mailles de la répression...) à ne pas prendre les tracts du FN…

Dans le passé tu avais déjà pris 20 mois de mise à pied, peux tu revenir dessus ?

Les reproches étaient très similaires, prises de parole, actions dans des bureaux parisiens avec des grévistes... M'avait été reproché surtout à l'époque d'avoir soutenu les travailleurs d'Alternative Post - boîte privée concurrente à La Poste qui avait mis la clef sous la porte en novembre 2009 - lorsqu'ils bloquaient l'entrée

d'un centre postal, Villette PPDC, pour y demander leur embauche.

Puisque le trafic courrier traité par Alternative Post ne se volatiliserait pas dans la nature, mais serait repris intégralement par La Poste, il nous semblait évident de demander l'embauche de ces facteurs privés à La Poste. Et la boîte, bien que sachant pertinemment que je n'avais pas organisé ce blocage, était convaincue que j'en étais l'initiateur, elle m'avait alors sanctionné pour ça...

Yann LE MERRER, de ton syndicat passera en Conseil de discipline fin octobre, peux-tu préciser ce qui lui est reproché ?

Yann, secrétaire départemental de SUD Poste 92, fait partie de la quinzaine de camarades du 92 et de Paris à être sanctionné pour la récente grève. Il risque comme moi la révocation pour des faits de grève. Je ne connais pas le dossier mais je sais d'avance qu'il lui sera reproché d'avoir fait des prises de parole, de s'être rendu dans des centres postaux sans en avoir reçu l'autorisation, d'avoir été irrespectueux avec des cadres. En fait la boîte lui reproche d'avoir été un des animateurs de la grève dans les Hauts de Seine...

J'oubliais ce grief de l'irrespect, si tu manques de dire "bonjour" à un cadre tu prends déjà 1 mois de mise à pied, si tu oublies de lui dire "au revoir" c'est 3 mois. J'exagère bien sûr, mais ça peut donner une idée des accusations de "comportements irrespectueux et injurieux" qui sont faites aujourd'hui à la plupart des militants syndicaux...

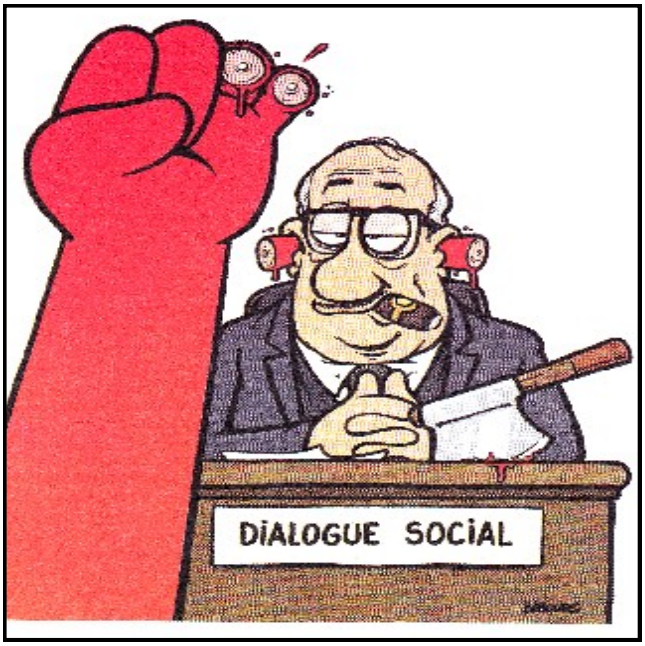
Il est donc important qu'il y ait un maximum de collègues et de camarades présents le 30 octobre à Montrouge pour le soutenir lors de son conseil de discipline et pour faire cesser la répression...

Concrètement en termes de solidarité, que peut-on faire pour aider des militant-e-s comme toi mis à pied, sans salaire, pour activisme syndical ?

La Poste nous assaisonne de longues mises à pied. Son but est de nous voir arrêter tout militantisme et de partir. Quelle meilleure façon de l'en dissuader que de rendre nulles ces mises à pied en continuant à mener normalement nos activités syndicales : distributions de tracts et rencontres de collègues, animation d'heures d'infos, prises de parole, etc. !...

Ce qui pose deux questions : Solidaires et SUD n'ont pas des finances illimitées, mais quand par une campagne il serait sans doute possible de collecter des fonds importants, par des appels à dons publics, des fêtes de solidarité, des concerts, etc.…

Et surtout, par une campagne syndicale unitaire, car les camarades de tous les autres syndicats sont aussi très touchés, de poser le problème auprès de la société publique de la liberté d'expression et des droits démocratiques dans les entreprises. A ce sujet, j'espère que le 30 octobre sera une étape afin de parvenir à une initiative centrale, nationale et inter-syndicale, sur la question de la répression anti-syndicale et des milliers de licenciements dans le privé des militant-e-s syndicaux-ales.



Le mot de la fin ?

J'espère que les équipes syndicales, qu'elles soient de FO, de la CGT ou de SUD-Solidaires - voire même de la CFDT pourquoi pas ! - réussiront à passer outre leurs divergences, nous devons voir ce qu'il se passe : le droit est bien trop fluctuant, aléatoire, il ne reflète que les rapports de force dans la société et d'ailleurs il n'est pas souvent appliqué.

Le patronat - postal ou autre - n'aura jamais pour seules limites que celles que nous lui fixerons. A ce compte-là, une fois les opposants et contestataires liquidés, il n'y aura même plus besoin de "partenaires sociaux"...

Et enfin, merci à tous les camarades pour leur soutien, ça encouragera toujours à continuer l'action !

Propos recueillis par Emiliano Durruti

Union syndicale Solidaires 30

La SNCF condamne un syndicaliste à 40 000 euros d'amende

Vendredi 12 septembre 2014, la cour d'appel du tribunal de Metz devait statuer sur la recevabilité de l'appel de notre camarade Fouad Harjane, militant CNT, condamné en première instance à payer près de 40 000 euros de dommages et intérêts à la SNCF pour le blocage de la gare de Metz lors du mouvement contre le CPE en 2006.

Cette répression ciblée, menée 8 ans après les faits, n'est pourtant pas le fruit du hasard et poursuivre notre camarade syndicaliste n'a qu'un objectif : envoyer un signal fort au mouvement social et syndical en réprimant par l'exemple toute initiative de lutte qui viserait à défendre la justice sociale.

La Confédération Nationale du Travail dénonce le non-sens et l'injustice des poursuites engagées à l'encontre de Fouad HARJANE. Si nous ne pouvons concevoir que notre camarade soit condamné au nom de l'ensemble du mouvement social en étant tenu responsable d'une action décidée et menée par un collectif, nous dénonçons également cette justice de classe menée afin de protéger les profits du capital plutôt que les intérêts des travailleur-euses en lutte.

De plus, nous rappelons qu'il incombe plus à la SNCF de mettre en œuvre un service de transports publics de qualité plutôt que de tenir le rôle d'un agent de répression de l'État. Par ailleurs, la CNT rappelle à la SNCF qu'elle n'a pas eu les mêmes velléités répressives pour les plus de cent patrons ivres ayant entravé la circulation ferroviaire il y a peu.

Ainsi la CNT exige que cesse immédiatement cette répression anti-syndicale et demande :

* la relaxe totale de Fouad HARJANE

* le désengagement de la SNCF de toute poursuite par le retrait de sa plainte

* l'amnistie pour tous les syndicalistes et militants condamnés dans le cadre des luttes sociales.

Solidarité active

Dans cette optique, la CNT appelait à des rassemblements dans différents départements (comme à Nîmes, où nous étions une vingtaine, regroupant des militant-es de la CNT, de SOLIDAIRES, du NPA et de la FA), et notamment devant le tribunal de Metz, le vendredi 12 septembre 2014 (jour de l'audience).

Mais aussi, des rassemblements de soutien ont eu lieu grâce à nos contacts internationaux, à Oran (Algérie) devant le consulat français, à l'initiative du CLA (conseil des enseignants des lycées d'Algérie), mais aussi en Pologne grâce à nos camarades de l' Initiative des Travailleurs (IP).

La CNT 30 (cnt.nimes@cnt-f.org)

Situation des syndicats

Il est urgent de stopper la casse !

Les entreprises, qui reçoivent plus de 172 milliards d'aides publiques sans aucune conditionnalité ni évaluation en matière d'emploi ou d'investissements, refusent tout contrôle et tout engagement. Dans ce contexte d'austérité aggravée , les annonces liées au « pacte de responsabilité » avec 50 milliards de nouveaux transferts de richesse en faveur des revenus du Capital, se traduiront par des reculs en matière de service public, de protection sociale solidaire, et de salaire. Le blocage de la valeur du point d'indice et l'augmentation des prélèvements se traduisent par des pertes nettes de rémunération inacceptables. Ces logiques vont à l'encontre des intérêts des salariés, elles ne permettront ni la relance de la production industrielle, de la recherche et de l'innovation, ni la satisfaction des besoins sociaux, alors même que des millions de citoyens vivent dans une précarité sociale insupportable.

La fin des cotisations patronales pour la branche famille se traduira inéluctablement par une augmentation des prélèvements y compris par la fiscalité pour les salariés : c'est une nouvelle attaque au salaire socialisé, élément fondateur de notre système de protection sociale. Cette situation conduira également à une baisse des prestations et à une mise en péri l de l'ensemble des activités sociales qui bénéficient aujourd'hui du financement de la CNAF. Le secteur associatif, l'économie sociale et solidaire sont à terme directement menacés par les reformes du financement de la CNAF.

Devant ces attaques à répétition on assiste à une prise de conscience grandissante des salariés. Ils sont de plus en plus nombreux à comprendre que les fabuleux cadeaux faits aux plus riches, au patronat de ce pays, ne se traduisent ni par des créations d'emplois, ni par un investissement porteur d'avenir. Ils constatent toujours un peu plus les dégâts de cette politique : augmentation de la pauvreté, précarisation de l'emploi et des conditions de vie, baisse des salaires, affaiblissement des services publics et de toutes les politiques de solidarité. En décidant de transférer les cotisations patronales de financement de la branche famille vers l'impôt, le Président de la République engage un processus que nul autre gouvernement n'avait osé faire avant lui. C'est une rupture franche avec les principes fondateurs de notre pacte social : le financement de la protection sociale par le travail et le principe d'universalité.

Il y a 70 ans, le 15 mars 1944, aux heures les plus sombres de l'histoire de France, le conseil national de la résistance proclamait dans un pays ruiné :

■ Le droit au travail et le droit au repos, notamment par le rétablissement et l'amélioration du régime contractuel du travail.

■ Un rajustement important des salaires et la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine.

■ La garantie du pouvoir d'achat national par une politique tendant à une stabilité de la monnaie.

■ La reconstitution, dans ses libertés traditionnelles, d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale.

■ Un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, quelle que soit leur situation, par la mise en place d'une gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État.

Aujourd'hui, le gouvernement de François Hollande s'engage avec le « Pacte de responsabilité » dans une logique totalement inverse qui revient à s'en remettre au seul patronat pour régler des problèmes économiques et sociaux, alors qu'il faut, au contraire, se dégager des stratégies patronales et financières qui sont à l'origine de la crise pour trouver une solution durable en faveur du monde du travail. La méthode utilisée pour faire passer ce « Pacte » pose un réel problème de démocratie. Elle est dangereuse pour la cohésion nationale car elle signifie clairement aux salariés qu'ils n'ont pas voix au chapitre. Et considérant que ces diverses cures d'austérité et attaques contre notre protection sociale suffissent , la Commission Européenne a placé la France sous « surveillance renforcée »!

Olivier Tournier,
Solidaires finances Sud trésor 30

Retour sur la grève des cheminot-e-s de juin 2014

Malgré, les manipulations médiatiques, les attaques d'un gouvernement dit de gauche, le fait que deux syndicats ont collaboré avec le gouvernement… Il y a eu 10 jours de grève unitaire décidés par les cheminots, à la base. 10 jours de grève, ce n'est pas rien et ce n'est pas pour rien !!!

Une grève reconductible, ce n'est jamais simple. 10 jours de grève, ça pèse lourd dans le budget et on sait tous comme c'est compliqué de boucler nos fins de mois… Malgré ce, hier, la grande majorité des AG reconduisait la grève. La détermination des grévistes, la coordination de la grève par les fédérations SUD-Rail et CGT sont des acquis importants que nous devons conserver !

La cuisine du Ministère avec UNSA, CFDT, patrons, n'a toujours rien à voir avec les revendications des grévistes. On a même eu droit au coup de l'amendement miracle qui oublie juste l'essentiel de nos revendications !

La lutte n'est pas finie…

Pour nous, cheminots, le compte n'y est pas :
Aujourd'hui, même s'il y a des endroits où ça a repris, le combat n'est pas fini. Aucune revendication n'est satisfaite.

Nous continuons et continuerons à demander :
- L'arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF qui détruit le service public et brise des vies.
- L'annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises ferroviaires.
- Le maintient du RH0077 et du Statut, qu'il faut améliorer et étendre à tous les salariés du secteur ferroviaire.

Regardez nos députés, ce ne sont pas des travailleurs, ils ne viennent même pas siéger à l'Assemblée Nationale. Quel mépris ! Il va falloir aller les voir, leur écrire, les interpeller….

Leur comportement montre bien qu'il ne faut rien attendre de tous ces politiques beaucoup plus préoccupés par leur petit strapontin que par les revendications des cheminots.

C'est à nous et nous seuls, cheminots, de prendre notre destin en main.

On est arrivés à faire une belle action unitaire. Il y aura d'autres rendez-vous qu'il ne faudra pas louper.

Les cheminots n'ont pas dit leur dernier mot !
Personne ne doit décider à notre place !

Marie-Lyse Girodon
(SUD Rail 30)

Pour une vraie politique d'éducation prioritaire qui lutte contre la reproduction sociale

À l'automne 2013, le ministère annonçait en grande pompe sa réforme de l'éducation prioritaire avec la création des Réseaux d'Éducation Prioritaires (prioritaires) et des Réseaux d'Éducation Prioritaires + (encore plus prioritaires, si l'on suit la logique du gouvernement).

Cette réforme est loin de répondre aux enjeux de l'éducation prioritaire. Elle est en fait le simple prolongement de la réforme lancée par le précédent gouvernement : les ECLAIR. En effet le ministère a arrêté la carte des REP+ et REP, pour l'académie de Montpellier pour la rentrée 2015: 16 REP+ et 15 REP. Soit seulement trois implantations de plus en REP+ que le nombre des collèges ECLAIR. Et pourtant notre région est l'une des plus pauvres de France métropolitaine. Tous les indicateurs statistiques le confirment : taux de chômage (13,9 % au 1er trimestre 2014 contre 9,7 % au niveau national), bénéficiaires des minimas sociaux (10,2 % de la population couverte par le RSA en 2012)... Malgré ce constat alarmant l'Éducation Nationale ne semble pas prendre la mesure de l'enjeu.

Une réforme de l'Éducation prioritaire ou plan économique

Pire : les établissements qui seront reclassés en « REP » risquent de voir leurs moyens baisser. En effet la réforme devrait avoir un coût de 300 à 400 millions d'euros qui devront être « redéployés ». En clair il va falloir que certains établissements perdent des moyens ou sortent de l'éducation prioritaire. A titre d'exemple, dans le Gard, les collèges Diderot et Condorcet de Nîmes (REP+ dès la rentrée 2014) « gagnent » 6 postes mais le collège Jean Vilar de Saint-Gilles, pourtant en ZEP, perd 22h de DHG.

De plus la mesure phare de la réforme (l'attribution d'une décharge pour les enseignant-e-s qui y travaillent : 1 h 30 par semaine dans le secondaire, 9 jours par an dans le primaire) est un leurre, puisque seulement un tiers des réseaux sera concerné (les « REP+ » et non les « REP ») par une décharge qui s'avère le plus souvent être compensée par l'heure supplémentaire imposable dans les collèges par exemple ! En effet comment mettre en place cette décharge quand les créations de poste ne sont pas au rendez-vous ?

Management, renforcement de la hiérarchie et concurrence des établissements

Plus grave, le Bulletin officiel du 5 juin 2013 reprend les recettes libérales de la réforme des ECLAIR : chantage à la pédagogie du socle commun, mise en concurrence des établissements, renforcement du « pilotage hiérarchique », professionnalisation précoce des élèves, méthodes de « management » venues du privé… En effet, comme ECLAIR les REP+ apportent des « innovations » managériales venues du privé que nous combattons dans l'école. Sous prétexte de mieux constituer les équipes, le recrutement profilé avec entretien individuel est maintenu. C'est la porte ouverte aux collusions d'intérêts, à la soumission aux directives issues de la hiérarchie, et au pouvoir des chefs d'établissements sur les personnels.

De plus l'allocation des moyens par établissement se fera en fonction d'une dynamique de projets. Vous voulez de l'argent pour votre établissement ? Montez des projets et espérez qu'ils seront plus motivants (c'est à dire innovants, en lien avec le monde de l'entreprise...) que ceux du collège d'à côté. Vous n'êtes pas assez "dynamiques", vous ne voulez pas passer votre temps à faire de la paperasse et des réunions ? Tant pis pour vous, vous aurez moins que les autres. Ce qui est en jeu ici, c'est la contractualisation des moyens alloués par l'académie, dans le cadre de la concurrence entre établissements. Le pouvoir de la hiérarchie renforcé, les échelons de « pilotage » multipliés sur le modèle des préfets des études... Ce n'est pas en adaptant l'école au fonctionnement de l'économie dominante qu'elle arrivera à remplir son rôle.

Éducation prioritaire ou éducation au rabais

Pour le Ministère, éducation prioritaire devient synonyme d'école du tout numérique et d'école du socle appelée désormais « référentiel ». Une éducation au rabais pour les classes populaires, des enseignant-e-s remplacée-s par des activités en ligne, c'est l'ambition du Ministère pour l'éducation prioritaire.

Le texte du Ministère prévoit en effet que : “ Un enseignant référent encadre les élèves deux heures par semaine dans des activités d'accompagnement scolaire en ligne, individualisé et interactif, fondé sur un dispositif numérique innovant. Un site ouvert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 propose aux élèves de prolonger l'accompagnement hors de l'établissement grâce à des ressources numériques accessibles depuis son domicile.” Outre le fait que l'industrie informatique doit se frotter les mains, un logiciel ne remplacera jamais un-e enseignant-e… de plus des questions se posent : quel accès à l'informatique dans les familles ? quelle charge de travail supplémentaire pour les enseignant-e-s ? quels moyens matériels dans les établissements ?…

La mise en place de « conseillers techniques », de « coordinateurs réseaux », « d'experts de terrain » sont autant d'échelons hiérarchiques supplémentaires. Ainsi des « experts » (déchargés quand ce sont des enseignants et donc éloignés du terrain) seront encore plus présents pour faire passer leurs recettes miracles et vérifier leur application. Ils auront tout le loisir de nous expliquer que les difficultés que rencontre l'éducation prioritaire doivent s'envisager par « une révolution » des pratiques pédagogiques et non par une augmentation des moyens

La réforme annonce la mise en place de repères “communs pour toute l'éducation prioritaire, grâce au « référentiel »” dont l'objectif est d'offrir “à l'ensemble des acteurs de l'éducation prioritaire un cadre structurant de principes d'actions pédagogiques et éducatives reconnues comme principaux leviers de la réussite des élèves ”.

Or, quels sont ces “leviers de la réussite des élèves”? Pas de surprise, c'est encore une fois le socle commun. Le levier n°1 du référentiel énonce ainsi l'objectif suivant: “garantir l'acquisition du « Lire, écrire, parler » et enseigner plus explicitement les compétences que l'école requiert pour assurer la maîtrise du socle commun”.

Dans la réforme, l'éducation prioritaire devient le laboratoire privilégié du socle commun de compétences. Celui-ci est plus que jamais le vecteur d'un enseignement au rabais, de la reproduction des inégalités scolaires et sociales, ainsi que la pérennisation de l'adaptation de l'école aux exigences de l'entreprise. Et aujourd'hui, le Ministère se dote de moyens de contrôle et de pression : de nouveaux personnels viendront s'assurer dans les écoles et établissements que le socle commun est bien appliqué…

Pour une véritable politique de justice sociale dans l'éducation prioritaire les solutions existent : diminution du temps de travail, temps de concertation pour les équipes, baisse des effectifs par classe, refus du tri social. C'est l'alternative que porteront les élus de Sud éducation.

Jean Baptiste Vincensini (SUD éducation 30)

Lutte de classe

CH Le Mas Careiron, encore un hôpital en lutte…

A l'heure actuelle, de nombreux hôpitaux publics, touchés par l'«hôstérité » entrent en lutte contre les restrictions budgétaires en France. Plus de 80 hôpitaux sont inscrits dans ce combat, ayant le même objectif, sauver nos hôpitaux afin de répondre au mieux aux besoins de santé de la population et défendre un service public indispensable au bien-être de notre société.

La nouvelle Direction du CH le Mas Careiron à Uzès a présenté début juillet 2014 un plan d'économie face à un déficit de 750 000 euros orchestré par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Les solutions du Directeur sont drastiques face à ce déficit: suppression de 11 jours de congés par agent qui, soi-disant, sont des jours de congés en trop d'après notre Direction, alors que ce sont des récupérations de temps travaillé, mutualisation prochaine des moyens avec le CH local d'Uzès (fusion des services de cuisine, administratifs et techniques), avec, à la clé, des suppressions de postes et une dégradation des conditions de travail.

Face à cette Direction répressive, l'intersyndicale du CH mas Careiron (SUD, CGT, FO, USP) a organisé une Assemblée Générale du personnel le 30 septembre 2014 où plus de 200 salariés se sont réunis afin de mettre en commun différentes actions à mener .

Un mouvement de grève a été voté pour le 8 octobre devant le CH, jour d'inauguration de la MAS (maison d'accueil spécialisée implantée à l'intérieur du CH) où étaient invités la Direction de l'ARS et le président du Conseil de Surveillance avec petits fours et compagnie (alors que les croissants du dimanche des patients ont été supprimés car trop coûteux !!).

D'autres actions ont été votées comme le boycott des saisies informatiques sur « cortexte » (dossier patient partagé associé à la saisie des chiffres de l'activité, outil de saisie d'actes de soins).

Grève du zèle

La grève du zèle a également été votée, c'est-à-dire faire respecter son temps de travail (stop aux relèves qui débordent, aux glissements de tâches, respect du temps de pause des agents...).

Le jour de la grève, plus de 300 personnes sont venues manifester au piquet de grève afin d'exprimer leur mécontentement mais surtout leur opposition face à ce plan d'économie.

Les agents ont envahi les bureaux de l'administration, en attente de réponses concrètes de la part de la Direction. Un rapport de force s'est crée pendant plus de 5 heures où finalement le Directeur a signé un courrier stipulant qu'il suspendait son plan d'économie et qu'il s'ouvrait aux négociations.

Les personnels ont été également présents pour défendre une qualité des soins et l'outil de travail essentiel en psychiatrie, l'humain!

Nous sommes face à une Direction qui ne veut rien entendre, mais surtout qui nous fait croire qu'il y a un réel dialogue social. La logique gestionnaire prend le dessus sur la qualité des soins et ce sont les patients qui sont les premiers touchés.

On ne lâchera rien !

La lutte continue, une seconde AG aura lieu le 27 octobre avec l'ensemble du personnel pour refaire le point sur nos actions. Un RDV est prévu prochainement avec la Direction afin d'ouvrir les négociations sur nos 11 jours de concordance.

Les salariés ne lâcheront rien et l'intersyndicale restera unie malgré de nombreuses tentatives de clivage de la part de la Direction, surtout cette année avec les élections professionnelles prévues en décembre 2014.

Nous nous demandons jusqu'où vont-ils tirer sur la corde... Encore heureux que nous ne l'ayons pas encore autour du cou!!

Sophie Colin, infirmière
(SUD Santé Sociaux 30)

Psychiatrie : quand les A.R.S. "débloquent", les Hôpitaux font blocs !

Le secteur psychiatrique apparaît actuellement emblématique de la politique gouvernementale d'"**Hostérité**" qui sacrifie la santé de la population française sur l'autel de l'économie néolibérale.

Sans attendre la discussion de la future loi "santé" – qui n'est même plus désignée comme projet de Santé Publique – et qui vise à faire rentrer la psychiatrie dans le " rang M.C.O." (Médecine-Chirurgie-Obstétrique), une politique drastique d'étranglement budgétaire touche, les uns après les autres, les hôpitaux psychiatriques en France.

La psychiatrie dérangerait, donc, tel à ce point, qu'après que Sarkozy l'ait instrumentalisée à des fins sécuritaires, le gouvernement Hollande l'utilise comme variable d'ajustement pour appliquer un plan "d'économie" qui vient frapper la Santé et l'offre de soins.

Méprisant la mission du secteur qui consiste à répondre aux besoins des populations dans leur immédiate proximité, le gouvernement voudrait économiser au moins 20 milliard d'Euros sur la santé (alors que 30 milliard d'exonérations sont concédés au patronat !) et principalement en psychiatrie, dont le plateau technique est essentiellement constitué par les "ressources humaines", que les A.R.S. pressurisent de plus en plus : A Villejuif (Hôpital Paul Giraud) ce sont les horaires de travail qu'on réduit , afin de limiter les RTT, tandis que l'offre de soin se raréfie, en conséquence de la diminution de la masse salariale : des actions se multiplient depuis plusieurs mois (blocage des admissions, grève du zèle, refus par les infirmiers d'effectuer des taches, notamment informatiques, qui n'incluent pas précisément à leurs fonctions).

A l'E.P.S.M. de Caen, les restrictions drastiques de moyens entrainent là aussi une précarisation des structures et des personnels, avec les mêmes conséquences sur l'accès aux soins pour les patients.

Là encore, les actions se succèdent depuis le mois d'avril, les personnels de l'hôpital ayant récemment empêché la tenue, dans leurs locaux, du Congrès national de la F.H.F. (Fédération Hospitalière de France), dont les dirigeants déclaraient récemment que le "retour sur les 35 heures serait une bonne chose pour l'hôpital …!"

A l'hôpital Ste Anne de Paris, siège notamment du C.P.O.A., qui accueille les urgences médico-légales de Paris, c'est par la grève des admissions et des accompagnements que les soignants manifestent leur opposition aux réductions d'effectifs qui les mettent psychologiquement et physiquement en danger dans les situations d'urgence qu'ils doivent affronter quotidiennement.

A Uzès, nous le savons, le directeur nouvellement nommé tente d'appliquer arbitrairement et sans négociations un plan d'économie imposé par l'A.R.S., qui vise à réduire de manière *surréaliste* un déficit

budgétaire … que l'A.R.S. a elle même provoqué par les réductions des budgets alloués à l'établissement (au total, prés d'un million d'Euros en moins !).

Cela se traduit par des coupes sombres sur les budgets alimentaires des patients, la suppression de primes, le non remplacement des personnels et surtout l'annulation, d'un trait de plume, par le directeur, des accords de 2002 sur 11 jours de concordance accordés aux soignants.

Un projet de fusion de services avec l'hôpital local est déjà à l'œuvre, avec ébauche de "mutualisation de personnels" dont nous savons ce qu'il préfigure en terme de perte d'emplois et plus globalement de réduction de la qualité et de l'offre de soins.

Alors que le projet de loi de Santé prévoit **l'obligation** de regroupement des hôpitaux, nous constatons, là aussi, que certains hôpitaux psychiatriques ont déjà totalement disparu lors de ce type de fusion, et non des moindres : l'hôpital Esquirol, dans la banlieue parisienne, dont l'héritage historique est chargé de la mémoire de l'Asile de Charenton, s'est perdu dans la fusion avec l'hôpital de St Maurice (94) … plus prés de nous, un haut lieu de la psychothérapie institutionnelle, de la résistance et des résistances, à St Alban sur Limagnole, en Lozère, voit sa survie menacée par l'A.R.S. de la région…
Et que dire, des autres établissements, déjà "restructurés", notamment vers le médico-social, comme Ville Evrard dans la périphérie parisienne, ou qui, grâce à des luttes unitaires, avec l'appui des médecins et la C.M.E., comme à St Egréve (38) se sortent partiellement d'une tourmente qui menace l'ensemble des secteurs psychiatriques …?

Partout en France le système néolibéral fondé sur l'économie et la marchandisation des biens communs et des services publics fait des ravages dans notre système de santé : le secteur psychiatrique, déjà bien fragilisé dans ses principes de fonctionnement au plus prés des citoyens en souffrance, et dans ses moyens qui reposent essentiellement sur l'Humain, apparaît en première ligne, face au front des attaques des A.R.S. et des directeurs d'hôpitaux, peu conscients et peu soucieux de la spécificité des missions et de l'organisation du secteur, et qui sacrifient, dans le même panier de sciure, acquis sociaux des personnels et accès aux soins des populations, au pied d'un échafaud dont le couperet est toujours actionné par le veau d'or de la finance.

Ph. Gasser,
Président de l'Union Syndicale de la Psychiatrie

DE :
Intersyndicale SUD-Solidaires, CGT, FO, USP
Du Centre Hospitalier Le Mas Careiron, Uzès

Uzès, le 20 novembre 2014

Aux Unions Départementales : Solidaires 30, CGT 30, Force Ouvrière 30

Soutien à l'action des personnels hospitaliers en lutte du CH le Mas Careiron.

Camarades,
Notre intersyndicale a décidé ce jour de solliciter votre appui pour l'action que nous menons depuis le mois d'octobre face à un plan d'économie décidé par notre directeur général suite à des coupes budgétaires organisées par l'ARS. Notre lutte est exemplaire de la résistance que les salariés doivent mettre en œuvre face à l'asphyxie à laquelle sont soumis les services publics de santé et notamment la psychiatrie. Depuis les différents plan hôpitaux, jusqu'à la loi HPST et enfin le plan d'austérité, c'est toujours les salariés et c'est également les usagers qui trinquent.

Aujourd'hui notre Direction tente de nous imposer sans négocier une mutualisation de services, la suppression des acquis sociaux négociés par un accord local au moment du passage au 35h, des suppressions d'emplois par le non-remplacement de départs à la retraite.

Ce plan odieux va produire une dégradation de nos conditions de travail et de la qualité des soins en plus d'aggraver la situation de l'emploi sur notre département. C'est aussi la politique de sectorisation de la psychiatrie, au plus près des populations, une psychiatrie humaniste et de proximité qui est attaquée. Le sous effectif, le manque de moyens humains et la dégradation des conditions de travail sont sources de maltraitance institutionnelle envers le personnel, les patients et leur famille.
Plus largement c'est un service public à la population gardoise de notre département qui est attaqué. Notre réplique se doit d'être à la hauteur.

Face au refus de négocier de notre direction , aux tergiversations du président du conseil d'administration au bottage en touche du ministère et à l'obstination de l'ARS a refuser de rembourser l'argent qu'elle a volé à notre établissement, nous avons dores et déjà engagé plusieurs actions de grève, de grève du zèle, de pétition à la population.

Le ministère avait demandé à ce qu'une rencontre ait lieu avec l'ARS et notre direction mais nous n'avons toujours pas de réponse. Notre direction joue la montre et prépare d'ores et déjà l'application de son plan d'économie qu'elle compte mettre en place à partir du 1er janvier 2015.

Nous avons décidé d'organiser une journée de grève avec un rassemblement devant l'ARS le mardi 9 décembre 2014 à 10h et vous demandons d'appeler à une mobilisation de soutien interprofessionnelle et intersyndicale. Nous souhaitons aussi vous solliciter afin que vous puissiez faire un communiqué de soutien public et intersyndical pour interpeller la population et les pouvoirs publics. Ce n'est pas à la population et aux salariés de serrer la ceinture tandis que des milliards sont donnés sans-contrepartie au patronat et aux actionnaires qui se remplissent la panse et n'en ont jamais assez.

Dans l'attente de nos vos réponses recevez , camarades, nos salutations syndicalistes

SUD-Solidaires 30 en soutien

à la lutte du personnel du CH Careiron à Uzès

Communiqué de presse

L'UD SUD-Solidaires du Gard interpelle le préfet et l'ARS pour leur demander d'agir en faveur du retrait du plan d'économie que la Direction du CH le Mas Careiron tente d'imposer et de donner les moyens au Centre Hospitalier d'exercer sa mission de service public de santé auprès de la population gardoise.

Depuis plus d'un mois le personnel et l'intersyndicale (SUD, CGT, FO, USP) de cet établissement sont mobilisés pour faire entendre leurs revendications.

Les politiques d'austérité dégradent les conditions de vie de la population qu'elles soient au chômage, à la retraite ou salariée, ou tout simplement usagères des services publics.

Les vrais privilégiés sont à chercher au sein des pleurnichards du Medef et auprès des actionnaires des groupes financiers qui assurent leur "prises de risques" sur le dos des populations au détriment du bien commun, les coupes budgétaires imposées par l'ARS à au centre hospitalier en sont une bien triste déclinaison locale.

Les salariés des hôpitaux se mobilisent partout en France contre les politiques d'agressions des hôpitaux, des droits sociaux pour le maintien de la qualité et de l'accès aux soins fasse à une offensive tous azimuts des directions qui entendent imposer des plans d'économies.

Une manifestation nationale de la coordination des hôpitaux en lutte a lieu le 18 novembre à Paris.

Nous le réaffirmons, pour combattre les inégalités sociales il faut en finir avec les cadeaux faits au patronat et au capitalisme financier et cesser de faire payer à la population une dette qui n'est pas la sienne.

Face à ces injustice, en solidarité avec la luttes des salariés du Centre Hospitalier le Mas Careiron, l'UD SUD-Solidaires appelle les salariés, les usagers, la population à soutenir le personnel hospitalier, à exiger le retrait du plan économie, à montrer sa détermination pour l'accès à des soins de qualité pour tous.

Solidarité interprofessionnelle !

SUD-Solidaires 30

Le dur réveil de la psychiatrie au Mas Careiron (avec ou sans croissants)

Texte proposé par Philippe Gasser à l'intersyndicale, accepté et adressé au Républicain (journal d'Uzès) qui n'en a publié qu'une partie, sous le titre « Expression libre : Courrier des personnels de l'Hôpital du Mas Careiron à Uzès »

Dans un récent article, Denis BOUAD, Conseiller général et Président du Conseil de surveillance de l'Hôpital psychiatrique du Mas Careiron déclarait que la tension et le mécontentement manifestés par l'ensemble des personnels de l'hôpital à l'occasion de la rencontre avec le directeur et le représentant de l'ARS, le 8 octobre, étaient uniquement liés à la suppression des croissants distribués aux patients le dimanche..

Non Monsieur BOUAD , la lutte des personnels du Mas Careiron ne peut être ainsi méprisée, et réduite à une question de viennoiseries ! Même si tous sont conscients que leur tâche consiste évidemment a améliorer le confort et l'accueil des patients à l'hôpital et défendent cette qualité du soin, leurs revendications ne sauraient être ainsi banalisées et minimisées : si l'hôpital et ses personnels se déclarent en lutte c'est avant tout pour défendre un accès aux soins psychiques de qualité, pour tous, et dans l'ensemble des secteurs hospitaliers et extra hospitaliers sur les territoires desservis par le Mas Careiron, du Rhône aux Cévennes ... Et cela demande des moyens, alors que le nouveau directeur installé depuis peu semble avoir pour mission d'étrangler un peu plus un hôpital déjà injustement pressurisé par les 250 000 euros annuels de réduction budgétaire (qui confineront, à terme au million d'euro d'amputation du budget hospitalier) et qu'il projette d'ores et déjà ce qu'il qualifie de "mutualisation " des services techniques et des cuisines avec l'hôpital général , et qui ne sont en fait que de véritables fusions qui ne profiteront réellement à personne, mais entraineront , à très court terme , des réductions de personnels !

Le directeur anticiperait-il déjà le projet de loi de santé qui prévoit le "regroupement" obligatoire des hôpitaux dans des GHT (groupements hospitaliers de territoires), alors que cette loi est loin d'avoir été promulguée, et qu'elle doit venir en discussion à l'assemblée au printemps prochain et sera sans doute sujette à de nombreux amendements ?? Et comment parler de qualité, lorsqu'aucune garantie n'est donnée sur le remplacement des personnels sur le point d'être mis à la retraite (ou déjà partis) , et qui constituent justement les éléments essentiels d'un service public de qualité ?? L'inquiétude apparait légitime lorsqu'on considère que la pyramide des âges indique que la moitié des personnels de l'hôpital se situe dans la tranche des 50-60 ans... Devons nous alors poursuivre les « recommandations" contenues dans la loi HPST (dite loi "Bachelot") , qui instaure la mobilité des personnels, comme des pions interchangeables , si préjudiciable à la psychiatrie qui s'alimente du soin de relation pour lequel la confiance, la référence, demeurent des éléments essentiels de l'alliance thérapeutique ??

Et, cerise sur un gâteau bien amer, le directeur entend revenir sur 11 jours de congés pour concordance des temps de travail, attribués en 2002 lors des accords sur les 35 heures, sur lesquels , nous le savons aussi la FHF (Fédération Hospitalière de France) tente de revenir ... Et contrairement aux clivages que Monsieur Nogrette tente sans cesse d'induire, il ne s'agit pas là d'opposer de supposés "nantis" vis à vis de personnes plus précaires , ni de dresser des médecins contre des soignants qui "refuseraient" cette "redistribution" des temps de travail au profit de nouveaux projets médicaux émergeant dans l'établissement, mais bien au contraire de légitimer et conforter les acquis sociaux et, par ailleurs , de solliciter de nouveaux moyens pour de nouvelles réalisations qui, dans tous les cas, ne sauraient se prévoir à budget constant, sinon au risque de précariser les structures de soins déjà existantes.

Alors, non, les personnels du CH d'Uzès ne luttent pas seulement pour des croissants.. Et certainement pas pour des prunes !!... mais n'oublions pas tout de même que la révolution s'est aussi bâtie sur le pain que Louis XVI refusait au peuple !!

Philippe Gasser

Ce que nous défendons !

Lutte des intermittents du spectacle et précaires : Après la mobilisation des festivals de l'été, la lutte continue, avec des manifestations-coordinations (2 en décembre, et le 11 c'est la rencontre des CIP à Paris), des échanges productifs, des liens nouveaux qui se sont créés, et de très nombreux sites sur la toile.

Un accord sur l'assurance chômage a été signé par les partenaires sociaux (medef, cfdt, fo...) en mars dernier, puis agréé en juin par le gouvernement .
Cet accord vise à faire des économies dans les poches des chômeurs, une injustice inacceptable au même moment où l'on devrait se préoccuper enfin sérieusement des causes du chômage dans ce pays.

Ce ne sont pas les chômeurs qui sont responsables du chômage, faut-il encore le répéter ? C'est une indécence de s'en prendre aux plus affectés par une politique capitaliste plutôt qu'au capital. Et c'est une tromperie de stigmatiser les chômeurs quand 6 sur 10 ne sont pas indemnisés, alors qu'ils cotisent. Les nouvelles donnes dictées par le Medef impactent les chômeurs

au régime général (c'est-à-dire concrètement ou potentiellement : TOUS), par la création de « droits rechargeables » qui par un calcul de période indemnisée qui se « recharge » et se décale, pousse à la course au tout boulot, et au travail au noir.

Ce nouvel accord vide le régime spécifique de calcul de l'annexe 4 : les intérimaires, qui verront leurs indemnités diminuer gravement, et la spécificité de leur mode d'emploi ne peut plus être prise en compte.
Le même sort est réservé aux annexes 8 et 10 : spectacle vivant et audiovisuel.
L'accord de 2003 avait précarisé les salariés de ce secteur, il s'agit maintenant d'en expulser le plus grand nombre : invention d'un « différé d'indemnisation », hausse de 4% des charges patronales et salariales, pertes énormes sur les congés maternité, maladie…

Intermittents du spectacle, c'est donc sous ce nom vague que l'on parle de nous. Intermittent du spectacle ce n'est pas un métier. Nos métiers ? Régisseurs-ses, éclairagistes, acteurs-trices, danseurs-ses, costumiers-res, réalisateurs-trices, musiciens-nes, monteurs-ses…

Intermittent du spectacle, ce n'est pas un statut. C'est un régime spécifique de calcul aux droits à l'indemnité de chômage parce que nos métiers et nos emplois sont basés sur une discontinuité de travail. C'est-à-dire que nous avons des CDD courts, voire très courts, parce que nous avons plusieurs emplois, plusieurs employeurs, et que entre ces CDD nous pouvons, après ouverture de droits, prétendre à des indemnités de chômage. Des droits sociaux continus pour un travail discontinu. Voilà donc l'accord scélérat qui a mis (remis) le feu aux poudres dès février 2014. Notre colère est grande.

Parce que depuis l'accord et le mouvement de contestation de 2003, nous n'avons eu de cesse de condamner ces attaques, d'informer, d'argumenter, de réclamer une réelle réforme de l'Unedic.

Parce que nous avons travaillé à élaborer dès 2004 un « Comité de suivi » formé d'experts, de représentants de nos professions, de parlementaires de tous bords politiques.

Parce que ce « Comité de suivi » a établi de réelles propositions, plus équitables, plus justes et pas plus coûteuses.

Parce que ces propositions ont été portées par nombre de parlementaires PS, EELV, FDG.

Parce que ces propositions ont été soutenues, signatures et déclarations à l'appui, par la plupart des ministres des gouvernements Ayrault et Valls avant qu'ils ne soient ministres.

Parce que Mme La ministre de la culture du moment a préconisé que ces propositions soient étudiées.

Parce que ces propositions n'ont pas été mises sur la table des « négociations ».

Parce qu'il n'y a pas eu de « négociations », mais une soumission aux exigences du Medef.

Parce que nous avons réuni une liste impressionante d'élus demandant au gouvernement de ne pas agréer cet accord (Mme Aubry, M. Cambadélis...)

Parce que nous avons décrypté cet accord, nous l'avons expliqué au plus grand nombre, nous l'avons dénoncé auprès de tous : public, responsables culturels et politiques, élus, chômeurs…

Parce que nous avons demandé à ce que de nouvelles négociations aient lieu où nos propositions pourraient être étudiées.

Parce que nous avons pris la parole partout, avant chaque spectacle.

Parce que nous avons fait grève.

Parce que M. Valls a annoncé des tables de concertation dès juin pour que les festivals de l'été se déroulent normalement.

Parce que tout l'été nous avons continué à crier haut et fort.

Parce que ces tables de concertation ne sont qu'un enfumage.

Parce que nous défendons nos droits sociaux, et par là-même nos métiers.

Parce que si nous ne le faisions pas nous ne serions pas à la hauteur de l'engagement que nécessitent ces métiers.

Parce que les attaques visent tous les chômeurs, intérimaires, précaires et que nous voulons une société juste et heureuse.

Parce qu'aujourd'hui 80 % des embauches sont faites en CDD et que l'intermittence de l'emploi (du spectacle, ou autres secteurs) doit être considérée.

Notre colère est grande et notre détermination intacte.

Un préavis national de grève dans le spectacle et l'audiovisuel est posé pour le 1er octobre,
jour de la mise en application de tout l'accord du 22 mars 2014.

Ce que nous défendons, nous le défendrons tous, pour tous.

Stéphanie Marc,
membre du Mouvement Unitaire Languedoc Roussillon.

Réseau européen des syndicats alternatifs et de base

Estado español/Estat espanyol/Espainiako Estatuari, Ελλάδα, Italia, Suisse/Schweiz/Svizzera, France, Deutschland, Polska, Belgique/ België/Belgien ...

Nous soutenons la lutte contre le barrage de Sivens (Tarn)

Depuis une trentaine d'années, la vallée du Tescou dans le Tarn aiguise l'appétit des services d'aménagement du territoire chargés d'adapter la Nature aux exigences infinies de la croissance.

Ici, il ne s'agit pas d'implanter un aéroport ou une ligne TGV, mais un barrage principalement destiné à l'irrigation du maïs. Ainsi, une poignée d'exploitants agricoles s'enfoncera davantage dans l'impasse d'une maïsiculture polluante, gaspilleuse d'eau et massivement subventionnée. Comme dans tous les grands projets, l'objectif est aussi de produire artificiellement, grâce à l'argent public, de l'activité économique et ce qui va avec : profits privés et conflits d'intérêts.

Face à ce projet de barrage au lieu-dit du Testet, dans la forêt de Sivens, un premier collectif regroupant des associations de défense de l'environnement se forme en 2011. Il dénonce la perte de biodiversité qu'entrainera ce projet de par la destruction de la remarquable zone humide du Testet (plus de 100 espèces protégées), et dépose des recours en justice.

Sans attendre les jugements sur le fond, la préfecture autorise le début du chantier en octobre 2013. Des militant-es regroupé-es au sein d'un second collectif décident alors d'occuper le site. Ils et elles retardent le début des travaux de près d'un an.

Malgré leur détermination, le chantier a finalement commencé le 1er septembre 2014 par le **déboisement d'une trentaine d'hectares, effectué sous haute protection militaire.** Plutôt que de répondre aux demandes répétées d'expertises indépendantes et de dialogue, portées par les collectifs d'opposants, les décideurs passent en force ce qui donne lieu à de nombreuses violences policières.

Après plusieurs semaines de présence physique face aux gendarmes, d'occupation des arbres, de blessures et arrestations, ce qui était prévisible est arrivé : le 26 octobre, **un jeune opposant de 21 ans, Rémi Fraisse, a été assassiné par une grenade lancée par la police.** Ironie du sort : quelques heures auparavant, le rapport des experts nommés par la ministre de l'Environnement avait donné raison aux opposants au barrage en reprenant la plupart des arguments.

La quasi-coïncidence de ces deux faits porte aussitôt la lutte de Sivens au plan national et même international. Sous le coup de l'émotion, le grand public prend connaissance d'un dossier aux multiples aspects. L'affaire cesse d'être « une petite lutte écologique locale » : elle devient emblématique des dérives de tout un système, mais aussi de nouvelles formes de lutte et de résistance.

Le Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, réuni à Toulouse les 15 et 16 novembre 2014, affirme son soutien à la lutte contre le barrage de Sivens.

http://tantquilyauradesbouilles.wordpress.com/
http://www.collectif-testet.org/index.php

Unité des retraités ?

L'unité est une question souvent débattue par les syndicalistes, une situation souvent souhaitée par les syndiqués, un objectif souvent proclamé, plus largement, dans le mouvement ouvrier. Quand, dans nos manifestations, nous scandons « Tous ensemble ! Tous ensemble ! Ouais ! Ouais ! », nos cris sont déjà la voix de celles et ceux qui veulent tout d'abord se rassurer que toutes celles et tous ceux qui sont dans la manifestation le sont « ensemble », sur les mêmes motifs et pour les mêmes objectifs (ce qui n'est pas toujours le cas !). C'est aussi le cri, et l'appel aux autres, à celles et ceux qui ne sont pas là, pour qu'ils nous rejoignent : nous voulons être tous ensemble, en demandant aux autres de venir avec nous. En fait, nous pensons que ce serait certainement mieux si nous étions « tous ensemble », car nous serions plus nombreux, et plus forts. Mais nous disons en même temps que ceci ne peut se faire qu'à condition que les autres viennent avec nous, s'ils nous rejoignent.

Nos expériences et nos pratiques nous éclairent rapidement sur l'ambivalence de cette aspiration à l'unité, laquelle nous apparaît vite comme un slogan qui peut permettre de rassembler, qui peut lui-même « faire consensus », mais qui reste un slogan dont la réalisation concrète s'avère difficile. L'unité est alors plus une orientation qu'une fin. Une orientation, car l'objectif est de rassembler et de rassembler autour de nous. Si l'unité était une fin en soi, il nous suffirait de rejoindre les autres, même ceux avec lesquels nous ne sommes pas d' accord, ce que nous ne faisons pas, tout simplement parce que notre finalité n'est pas le « tous ensemble », mais le « pour quoi faire ? ». Nous accepterions alors de perdre nos convictions, avec pour seul objectif d'être avec les autres, et sans fixer d'autre objectif à ce rassemblement.

Le rêve d'unité

Chacune et chacun, nous portons un peu ce rêve d'unité, ce rêve d'un monde où nous serions toutes et tous d'accord. Mais quand nous ne rêvons plus, quand nous sommes bien éveillés, nous réalisons combien cette possibilité d'une unité totale est illusoire. Mais c'est une illusion qui rassure, qui repose : ce serait bien un monde sans tensions, sans conflits. C'est ce rêve que nous servent assez souvent celles et ceux qui jouissent des avantages et des privilèges : nous sommes sur le même bateau, nous sommes engagés dans le même navire, nous devons ramer dans le même sens. Mais celles et ceux qui tiennent ce discours sont rarement celles et ceux qui, effectivement, rament ; le plus souvent, ils sont dans les cabines supérieures et aux postes de commandement, près des chaloupes de sauvetage. Nous savons que l'unité des renards et des poules dans le poulailler ou l'unité des loups et des moutons dans la bergerie est impossible, et nous savons que le calme ne se réalise qu'une fois que les poules et les moutons ont été dévorés. Ceux qui pratiquent de fait, tous les jours, la lutte de classe en renforçant leurs pouvoirs, leurs avantages, leurs privilèges, et en faisant régresser la situation du plus grand nombre, sont aussi ceux qui nous disent que la lutte de classe, c'est suranné, ringard, archaïque, et toutes ces choses. Ce serait tellement « moderne » une société où les pauvres et les exploités trouveraient cette situation normale !

A l'intérieur d'une entreprise, particulièrement quand elle est en difficulté, il arrive que, dans un premier temps, la direction de l'entreprise s'adresse aux salariés en leur demandant de faire un effort, de travailler plus, de diminuer leur rémunération, de travailler dans des conditions plus difficiles, pour redresser la situation, pour passer un mauvais cap, pour regagner des parts de marché, pour donner confiance aux investisseurs, etc. Généralement, cette opération ne fait que reculer l'échéance tout en éclatant les éventuelles velléités de lutte.

A l'intérieur d'un territoire, l'appel au regroupement de toute la population est aussi parfois lancé par certains patrons pour essayer de fédérer toute la population contre un adversaire présenté comme un adversaire commun. En France, nous avons l'exemple récent des « bonnets rouges » où des patrons ont réussi l'exploit de faire défiler leurs salariés dans leurs manifestations patronales, en prétendant défendre un territoire (la Bretagne), une population (les Bretons), soit contre l'Etat central, ou certains de ses aspects, ou contre la technocratie de Bruxelles, etc.

A l'intérieur d'un pays, cet appel au regroupement est parfois également tenu : il s'agit de se dresser, « tous ensemble », contre ce qui est présenté comme

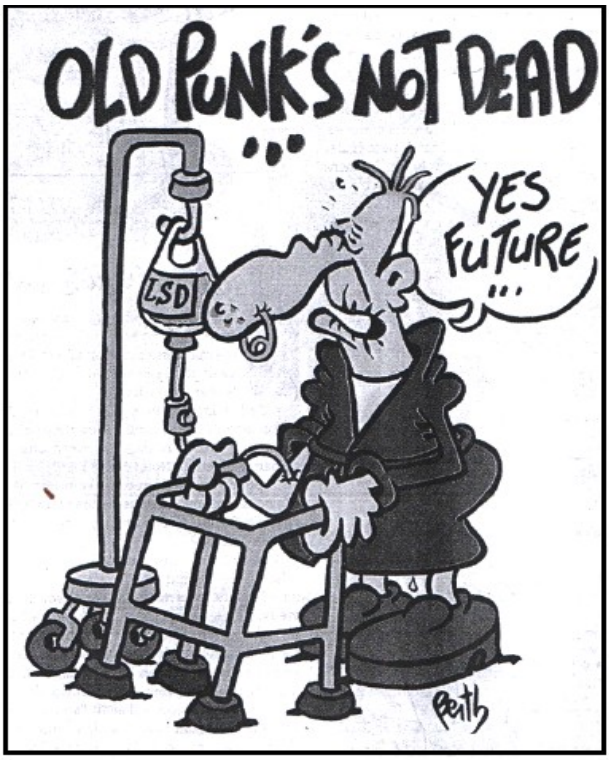
un danger commun (tel ou tel pays, telle ou telle population, etc).

En général, la supercherie de ce « tous ensemble », prôné par celles et ceux qui nous veulent avec eux pour que rien ne change et rien ne bouge, arrive à être établie, mais il y faut de la vigilance et de la constance, car l'appel au rassemblement (national, régional, d'entreprise, etc) peut rassurer, les « divisions » étant souvent mal vécues. Quand nous voulons dénoncer de tels rassemblements unanimistes sur des bases qui ne sont pas les nôtres, nous devons donc faire preuve de tact et de doigté, car nous serons plus que des briseurs d'unité, nous serons des briseurs de rêve.

L'unité syndicale

Il est fréquent d'entendre que le mouvement syndical français est faible, et qu'il est faible parce qu'il est divisé. Cette faiblesse se mesurerait tant au niveau « des troupes » (combien d'adhérents ? combien de divisions ?) qu'au niveau des résultats (combien de progrès sociaux ? combien de négociations gagnées ? etc). Les comparaisons internationales nous montrent aisément que le mouvement syndical français, divisé structurellement entre 8 organisations plus ou moins interprofessionnelles (CGT ; CGT-FO ; CFTC ; CFDT ; CFE-CGC ; UNSA ; Solidaires ; FSU) n'est guère plus défaillant que le mouvement syndical d'autres pays européens où il est pourtant moins divisé structurellement et / ou où il regroupe plus d'adhérents (parfois pour des raisons très clientélistes – accès à certains droits par exemple). Partout en Europe, les syndicats, quels que soient leur organisation interne, leur structuration, leur nombre d'adhérents, n'ont pas été capables d'endiguer les attaques contre les droits sociaux et contre les acquis obtenus par les travailleurs. Partout le chômage est important, partout le pouvoir d'achat du plus grand nombre stagne, partout les inégalités s'accentuent au profit d'une minorité détentrice du capital. Il est par ailleurs assez « cocasse » d'entendre des responsables politiques français dénoncer la faiblesse du syndicalisme français quand, par exemple, se développent des grèves contre lesquelles ils vitupèrent : si les organisations syndicales étaient vraiment « à plat », il n'y aurait même pas de grèves, ou elles ne seraient d'aucun effet et totalement invisibles. En outre, les partis politiques eux-mêmes regroupent fort peu d'adhérents, et c'est pourtant eux qui se répartissent, à quelques uns, les pouvoirs et les postes, qui prétendent représenter l'ensemble de la population, quand bien même il y a plus de 50% d'abstentions aux élections.

En France, les divisions structurelles entre organisations interprofessionnelles différentes sont en grande partie un résultat de l'histoire. Dans le syndicalisme français organisé, tout a commencé par des regroupements, des regroupements de bourses du travail et des regroupements de syndicats professionnels, tout ceci pour donner naissance à la CGT. Ensuite, pour contre balancer l'influence des idées socialistes et marxistes dans la classe ouvrière, y compris la classe ouvrière qui allait à la messe, l'Eglise catholique a participé à l'émergence d'un syndicalisme chrétien avec la création de la CFTC. Ultérieurement, des divisions ont traversé le syndicalisme français, souvent pour des raisons d'indépendance par rapport à des structures et des appareils politiques et dans un souci d'autonomie du mouvement syndical. Ces divisions au sein de la CGT et au sein de la CFTC ont donné naissance à FO, à des syndicats autonomes, à la CFDT, cependant que des cadres et des agents de maîtrise, s'estimant mal représentés par les organisations existantes, ont voulu avoir leur organisation spécifique. En France toutefois, malgré ces divisions structurelles, se pratique de temps en temps une « unité d'action » par émergence « d'intersyndicales ». Ceci peut se faire au niveau d'une entreprise, d'une branche professionnelle, d'un secteur large (comme la fonction publique, par exemple). Ceci se produit aussi de temps en temps au niveau interprofessionnel, et c'est à cette occasion que nous retrouvons les « Tous ensemble » clamés par les manifestants, à l'appel des autres qui ne sont pas encore dans l'intersyndicale et pas encore dans l'action.



L'unité des retraités

En ce qui concerne les retraités et le syndicalisme spécifique « retraités », la situation et la problématique sont très semblables à ce qui se passe pour les salariés « actifs ». Le syndicalisme « retraités » est structurellement tout aussi divisé que celui des actifs. Avec même une organisation supplémentaire, la FGR-FP, qui syndique des personnes retraitées de la fonction publique, certaines éventuellement avec la « double appartenance » (pouvant continuer de cotiser par exemple à une structure membre de l'UNSA, de

FO, de la FSU, de Solidaires, etc). C'est donc tout à la fois une division supplémentaire, mais aussi une union partielle et un élément syndiquant des personnes qui, sinon, ne seraient pas syndiquées.

La question de l'unité des travailleurs est posée régulièrement par des travailleurs. La question de l'unité des syndicats est posée régulièrement par des travailleurs syndiqués (ou non d'ailleurs). La question de l'unité des retraités est posée tout aussi régulièrement par des camarades retraités et aussi la question de l'unité des syndicats de retraités. A l'UNIRS, nous avons maintenant l'expérience concrète des dernières années pour essayer d'examiner comment cette situation est peut être en train d'évoluer. Pendant des années l'intersyndicale des retraités regroupait les secteurs retraités de la CGT, de FO, de la CFTC, de la CFDT, de la CFE-CGC, puis la FGR-FP puis l'UNSA. Cette « INTER-UCR » se rencontrait assez régulièrement, s'exprimait publiquement par communiqués sur des questions spécifiques aux retraités, et appelait de temps en temps à des initiatives et à des mobilisations communes, particulièrement à une « traditionnelle » journée d'action des retraités, en octobre. Il y a quelques années l'UNIRS-Solidaires et les Retraités de la FSU ont cherché à participer à ces rencontres, notamment à celles destinées à appeler aux mobilisations auxquelles l'UNIRS-Solidaires et la FSU appelaient en se ralliant aux décisions de cette Inter-UCR, avec nos propres mots d'ordre puisque nous n'étions pas dans l'appel commun. Notre participation de l'UNIRS et de la FSU a alors été repoussée essentiellement du fait des responsables retraités de la CFDT. Toute cette pratique a volé en éclats au début de l'année 2013, quand le gouvernement Hollande-Ayrault a annoncé, à son tour, son projet de contre réforme des retraites. Très rapidement, la CFDT et son secteur retraités ont déclaré que ce projet allait dans le bon sens. Pendant le même temps, à l'initiative des retraités de la FSU, des rencontres entre les organisations de retraités FSU, CGT, FO et UNIRS-Solidaires s'engageaient qui ont débouché sur des initiatives et des actions communes. Et une interprofessionnelle CGT, FO, Solidaires et FSU a, avec des difficultés tout de même, fait vivre une mobilisation dans l'ensemble du pays pour s'opposer à ce projet gouvernemental. Ces mobilisations ont permis aux militants et aux militantes retraités de la CGT et de FO d'une part, à ceux et celles de l'UNIRS-Solidaires et de la FSU d'autre part, de se rencontrer et de travailler ensemble, tant au niveau national que dans des départements. Et ceci a cristallisé tout à la fois un rapprochement entre ces organisations qu'une cassure avec la CFDT retraités.

Au début de l'année 2014, la CGT-retraités a rendu public son appel à une journée nationale d'actions et de manifestations le 3 juin 2014. Cette initiative a progressivement fédéré autour d'elle plusieurs organisations syndicales de retraités : assez rapidement, la FSU, l'UNIRS-Solidaires, puis FO, puis, peu de temps avant le 3 juin, la FGR-FP, la CFTC et la CFE-CGC, cependant que quelques équipes UNSA dans des départements rejoignaient aussi cette mobilisation. Si ce nouvel équilibre perdure, nous serons en présence d'un mouvement syndical retraités certes divisé, mais avec deux orientations assez divergentes : d'un côté, le plus grand nombre qui refuse les reculs sociaux, d'un autre côté une organisation qui les entérine, les accepte, voire les préconise ! Pour nous, il doit être certain que l'unité ne peut être possible, aujourd'hui comme hier, entre les résistants d'une part, les collaborateurs d'autre part. Nous ne pouvons, aujourd'hui, travailler « unitairement » avec une organisation qui accepte tous les reculs sociaux ou presque, avec une organisation qui porte les politiques patronales et gouvernementales qui s'attaquent à la situation des salariés, des précaires, des chômeurs, des retraités.

La justice plutôt que l'unité

L'unité ne peut être, effectivement, une fin en soi pour une organisation syndicale comme l'UNIRS et comme Solidaires dont l'ambition, tout à la fois, est de défendre et d'améliorer la situation concrète des salariés, des retraités, des chômeurs et précaires, hommes et femmes et, en même temps, de participer à l'élaboration et à la construction de nouveaux rapports sociaux permettant d'aller vers une autre société, une société de coopération, de solidarité, de justice. Le rassemblement ne peut donc être conçu que comme un moyen pour arriver à ces deux objectifs. Et ce rassemblement ne peut être un seul rassemblement de retraités et d'organisations syndicales de retraités. Nos actions doivent converger avec les mobilisations des actifs, des actifs également engagés dans la recherche d'éléments fédérateurs allant vers la construction de rapports de force concourant au changement social.

Toute notre action ne peut que s'inscrire dans la lutte de classe. C'est certainement là que doit se trouver notre « fil rouge », celui qui doit nous aider lorsque nous semblons perdre nos repères. Cet objectif ne peut être atteint si nous avons un comportement excluant et sectaire. Il nous faut être ouverts à la rencontre et au débat avec les autres pour entendre, comprendre, et essayer de convaincre. Si notre objectif est bien de parvenir à de réels changements, à de réelles améliorations, nous ne pouvons nous satisfaire d'avoir le sentiment d'avoir raison seuls, d'avoir raison dans notre coin, sans que d'autres ne viennent nous rejoindre, y compris pour nous modifier et nous enrichir.

Nous avançons en marchant, et nous pouvons marcher avec d'autres, faire des bouts de chemin ensemble. Il nous faut savoir avoir de la rigueur et de l'intransigeance à notre propre égard, quant à nos analyses, à nos pratiques, à nos propositions. Et il nous faut, en même temps, savoir pratiquer l'écoute et l'échange. Alors, nous pourrons appeler au « Tous ensemble » !

Gérard Gourguechon,

Union syndicale Solidaires Retraités Retraitées

Parole à la conf.

Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Dans cette rubrique nous publions un texte issu du site de la confédération paysanne et l'éditorial du mensuel et nous ajoutons un témoignage picard de notre camarade Gérard Gourguechon (UNIRS), sachant que toutes ces luttes (Notre Dame Des Landes, 1000 vaches, le barrage de Sivens…) relèvent de la même résistance.

On ne peut pas laisser faire ça !

Motivées, elles l'étaient ces femmes qui se tenaient serrées, au coude à coude, et qui chantaient pour se donner du courage. Elles avançaient tout contre le moteur du camion qui venait pour la première fois, ce 15 septembre, collecter le lait de l'étable géante, à Drucat, dans la Somme. Elles, surtout elles, puisqu'elles étaient plus nombreuses que les hommes là-devant, n'étaient ni toutes jeunes ni forcément militantes chevronnées, s'agrippaient aux grilles du capot avant du camion, trop déterminées qu'elles étaient à lui barrer la route, à cette maudite citerne qui entrait dans l'usine des mille vaches.

Le camion est finalement passé. Il aurait fallu être plus nombreux encore. Comme c'est rageant de voir tous ces flics, de jour et de nuit, pour amener les bétaillères et pour collecter le lait, toute cette force publique pour permettre de mettre en route cette usine à vaches ! Mais comme c'est heureux de voir cette volonté de résister, cette détermination à prendre en main son avenir et celui de ses enfants ! Une usine à mille vaches, on ne peut pas laisser faire ça !

1000 vaches / Procès du 28 octobre : La Conf' fait appel d'un jugement inique

03.11.2014

Il aura fallu moins d'une heure au tribunal d'Amiens pour condamner neuf militants à des peines allant jusqu'à 5 mois de prison avec sursis. Les débats avaient pourtant duré toute la journée et nombre d'argument juridiques avaient été soulevés pour justifier la relaxe des prévenus. Dans ces conditions, la Confédération paysanne choisit de faire appel de ce jugement.

En prenant la responsabilité de stopper le projet d'usine des 1000 vaches, nous avons agi pour l'avenir des paysans et de l'ensemble de la société. Nous ne pouvons accepter que la défense de nos emplois, de notre environnement, de nos territoires soit considérée comme un acte criminel. C'est là l'essence même de notre travail de syndicaliste.

Nous avons été condamnés, comme d'autres, parce qu'il faut faire taire toute contestation. C'est un état de fait que nous ne pouvons accepter. C'est pourquoi nous faisons appel. C'est aussi pour cela que nous continuerons à nous battre

Le poète indien Rabindranath Tagore, père spirituel de l'indépendance indienne, disait : *« Certes, le résultat est important, mais seul le combat pour y parvenir est ce qui reste dans l'histoire. »*
Et des combats, nous en avons là qui nous attendent aussi, de géants et de graves, avec ces traités entre puissances internationales qui sont en train de se négocier discrètement dans les couloirs de Bruxelles ou Washington. Les tentaculaires forces financières et économiques qui régissent ce monde sont en passe d'imposer leurs lois, de subordonner nos frêles démocraties à l'empire de leurs profits. Nos représentants politiques s'y laisseraient prendre, séduits par de nouveaux marchés qui sauveraient la croissance économique .Et bien sûr, l'agriculture est là au cœur des négociations, avec les pires menaces pour toutes ces filières ancrées dans nos terroirs, pour nos produits de qualité qui portent le sceau paysan de la montagne, du bocage ou du vignoble.
Les multinationales ont asservi nos sociétés, jusqu'à nos économies rurales ; elles seraient en passe d'y inscrire leur loi. On ne peut pas laisser faire ça !

Et nous n'aurons de cesse cet automne de crier que du Tafta ou des 1000 vaches, on n'en veut pas !

Le bras de fer avec Ramery se jouera d'abord à Amiens, le 28 octobre, lors du procès de neuf militants de la Confédération paysanne. Les juges doivent entendre

monter des campagnes les clameurs des paysans qui refusent l'industrialisation de ce métier d'hommes libres. Ils doivent entendre la colère des citadins qui veulent une alimentation de qualité et un environnement préservé. C'est sur cette place d'Amiens qu'il nous faut être très nombreux et déterminés pour dénoncer la violence de l'argent et des puissants, pour dire encore plus fort que nous sommes tous égaux en droits, pour emporter une victoire décisive qui restera dans l'Histoire.

Mikel Hiribarren,
paysan au Pays Basque,
secrétaire général de la *Confédération paysanne*

Mille vaques !

El cinse éd chés mille vaques, ce s'ro mie in-ne cinse pou foère du lé pis d'él vian-ne, ce s'ro in-ne boutique qui f 'ro du brin pis des sous.

V'là chés rapaces qui s'install'te dins nos campangnes, à deux pas d'él vallée d'la Sonme, et d'él Bae d'Sonme qui est in-ne des pus bieilles du mon-ne, min fiu, t'intinds bien, du mon-ne !
Toute i l'o c'meinché avu in Mosieur qui l'o des sous. In Mosieur qui l'o plein d'sous et qui n'in veut' coèr puss. I l'éto mie cinsier. Li, i preno un molé d'vagances dins chés pus biaux palaces. Li, i résto mie à Guérdincourt, mitan din sin guérdin, mitan din s'cour. Li, il o acaté des vaques, mille vaques, pas comme nos taïons qui n'avoè'tt huit, et pis il o eu idée d'établir ène usine à vaques, qu'al donnero du lé qui s'ro comme d'eul l'ieu, éne usine ouèche qu'chés vaques i n'voéront ni jour ni nuit, et qu'chés bousos et chés raques i sèrviro à rafoèr ène coeudière à méthane qu'al produiro du courant. Et ce s'ro EDF qui li donn'ro des sous pou acater sin courant. I gagnero s'vie avu éch courant. Chès vaques, ch'est mie leu lé, leu vianne qui l'intéressent, ch'est chès bousos ! Y-o des gins qui sait'té eurnifler chés boènes afoaires.
Chés tios cinsiers, i dgueulent. Chés matlots d'Saint-Wari, chès pichondries d'Adville pi d'Anmien, i dgueulent. Chés aubergistes, chès touristes à moègneux, chès amoureux d'él bae d'Sonme, i dgueulent. Chès ramasseux d'galets à Tchéyeu, chès mécaniciens d'ch'tio train du Crotoé, chès cinsiers qu'il ont rinménagé leus étabes à coéchons in cambinets rustiques, i dgueulent. Mais, tous chès grosses lédjeumes, i disent qu'i fo t' ète moderne, qu'ch' progrès ch'est comm o qui feut qu'a fuche, qu'éch poyéi il est indetté dusqu'au rase éd sin co, et qui fo un indépindince énergétique.
Ch'est abominab' ed' vir cho. Achteure, i n'feut mie pu s'étonner d'érien ! Du courant aveuc des bousos ! Et si ch'bac à bousos il ésplosroait ? i s'inmèrd't él monne aveuc leu brin et leu chintrale ed brin, du brin … durabe !
Min fiu, i feut foaire dol résistance. I n'feut janmoé s'lécher abatte. I feut s'méfier d'chés banctiers et d'chés djudjusses, tous des arlicotiers. Nom des os d'nom des os ! I feut s'arbifier.

Manif à Amiens le 28 octobre

Gérard Gourguechon,

Traduction : ***Mille vaches ! La ferme des mille vaches, ce ne sera pas une ferme où l'on fait du lait et de la viande, ce sera une fabrique qui produira de la merde et du fric.*** *Voilà les rapaces qui s'installent dans nos campagnes, à deux pas de la vallée de la Somme et de la Baie de*

Somme qui est une des plus belles du monde, t'entends bien mon gars, du monde !

Tout a commencé avec un Monsieur qui a des sous. Un Monsieur qui a plein de fric et qui en veut encore plus. Il n'etait pas fermier. Lui, il prend un mois de vacances dans les plus beaux palaces. Lui, il ne reste pas à Guerdincourt, moitié de son temps dans son jardin, moitié de son temps dans sa cour. Lui, il a acheté des vaches, mille vaches, pas comme nos grands parents qui n'en avaient que huit et il a eu l'idée d'établir une usine à vaches qui donneront du lait qui sera comme de l'eau. Une usine où les vaches ne verront ni le jour ni la nuit et où les bouses et les boues serviront à fournir une chaudière à méthane qui produira du courant. Et ce sera l'EDF qui lui donnera des sous pour acheter son courant. Il gagnera sa vie avec le courant. Les vaches, c'est pas leur lait, leur viande qui l'intéressent, c'est les bouses. Il y a des gens qui savent renifler les bonnes affaires.

Les petits fermiers gueulent. Les matelots de Saint-Valery, les poissonniers d'Abbeville et d'Amiens gueulent. Les aubergistes, les touristes qui viennent voir les oiseaux du Marquenterre gueulent, les amoureux de la Baie de Somme gueulent. Les ramasseurs de galets de Cayeux, les mécaniciens du petit train du Crotoy, les fermiers qui ont aménagé leurs étables à cochons en chambres d'hôtes, ils gueulent tous !
Mais toutes les grosses légumes disent qu'il faut être moderne, que le progrès c'est comme cela qu'il faut que ça marche, que le pays est endetté jusqu'au cou et qu'il faut une indépendance énergétique.
C'est abominable de voir ça. Actuellement, il ne faut plus s'étonner de rien. De l'électricité avec des bouses ! Et si le bac à bouses explosait ? Ils emmerderaient tout le monde avec leur centrale de merde, de la merde durable !

Mon gars, il faut résister. Il ne faut jamais se laisser abattre. Il faut se méfier des banquiers et des gugusses, tous des escrocs. Nom de nous de nom de nous !
Il faut se révolter.

Dossier Psy

Psychiatrie et autogestion

Curieusement la dimension autogestionnaire refait surface en psychiatrie, à l'heure où, par une étrange coïncidence - mais le hasard existe t-il vraiment - la disparition de Jean OURY, psychiatre fondateur de la clinique de la Borde et de la psychothérapie institutionnelle, précède de peu l'annonce par la Ministre de la santé, d'un nouveau "plan santé", qui, loin d'abolir, la loi "Bachelot" (Hôpitaux, Patients, Santé, Territoire) renforce encore plus le vague, mais élargit le concept de "territoire" . Cette "nouvelle dimension" aura sans nul doute pour conséquence de diluer un peu plus le secteur (dont la fonction, rappelons le, correspond à des définitions bien précises en matière d'équipements destinés à répondre aux besoins de populations d'un espace géodémographique déterminé afin de faciliter l'accès aux soins psychiques), avec comme premier impact la réactualisation du vieil adage "faire plus avec moins", qui entraine soignants et soignés dans une perte de repères aussi nocive pour les pratiques des uns que pénalisante pour les soins des autres. Car, ne nous égarons pas, il n'y a là rien de révolutionnaire dans "l'autogestion" proposée, qui, loin de constituer une voie vers une véritable psychiatrie alternative, vise surtout à gérer la pénurie.
Il s'agit ici en effet, dans une curieuse extension du concept "d'autogestion de la douleur" (qui consiste, en fait, à demander au patient de l'évaluer … afin de mieux la supporter !) de proposer au malade de gérer de manière " autonome " son traitement et ses soins. Si cette dernière notion peut sembler adaptée, et s'inscrire dans un processus cohérent "d'Education thérapeutique", nous savons bien hélas ce que recouvre, dans la réalité, ce concept normalisant et culpabilisant

qui vise avant tout à "produire" des " malades sains ", tous les « déviants » (fumeurs, buveurs, cardiaques ou diabétiques "non compliants") étant ainsi menacés de déremboursement de leurs soins s'ils ne respectent pas

les protocoles imposés par les "recommandations de bonnes pratiques" de la Haute Autorité de Santé (H.A.S.).

Et si nous questionnons un peu la nécessité, pour cette "autorité" de s'affubler d'une telle majesté pour ses basses œuvres, nous découvrirons bientôt qu'elle pourrait être menacée par des systèmes de soins " déprotocolisés " et plus subversifs, mais néanmoins efficaces !

Bien avant les lois de 1978 en Italie, qui, sous l'impulsion de Franco BASAGLIA, prônèrent la fermeture des asiles pour redonner aux malades mentaux leur dimension de sujet et leur statut de citoyen permettant ainsi leur inscription dans une société ségrégative qui ne leur accordait qu'une place marginale, François TOSQUELLES, psychiatre libertaire catalan qui avait lui même trouvé refuge à l'hôpital de St-Alban, en Lozère, alors qu'il était condamné par Franco durant la guerre d'Espagne, proclamait que la Folie était une révolution permanente : par pénurie de moyens autant que par conviction, il responsabilisera alors les patients, notamment dans la gestion des taches de la vie quotidienne, créant, ainsi, avant l'heure une "ergothérapie" qui n'était en fait que la réappropriation, par les intéressés eux-mêmes, de leur propre existence, et, par delà, de leurs soins.

Le premier résultat, vital, alors que plus de 35000 malades mentaux moururent de faim dans les asiles pendant la guerre, exterminés par la famine orchestrée par le régime nazi, fut la survie des malades de St-Alban qui purent continuer à s'alimenter grâce aux parcelles de terres agricoles qu'ils cultivèrent.

Peu après naquirent en France, les premières expériences de psychothérapie institutionnelle dans les cliniques de la Borde et de La Chesnaie, près de Blois. Claude JEANGIRAD, médecin directeur de cette dernière clinique, déclarait que " le psychotique est l'auteur d'un drame, qui ne respecte pas les 3 unités de temps (de temps, de lieu et d'action), et la clinique est le théâtre où nous sommes tous acteurs".

Jean OURY, évoquait la nécessaire autonomie laissée au patient pour la gestion de ses soins, et déclarait la liberté thérapeutique ! A La Borde, pas de grilles, pas de murs, pas de contraintes : simplement un cadre, des repères, des responsabilités individuelles et collectives: "ici, chacun veille sur soi et sur les autres". Pour la psychose écrivait Oury, "ce qui est thérapeutique c'est l'enveloppe … mais nul besoin qu'elle soit fermée !"

A l'heure actuelle, malheureusement, avec la disparition des ces "penseurs de pratiques " en psychiatrie, et l'avènement de la pensée unique, opérationnelle et sécuritaire, la dimension autogestionnaire du soin se perd, bien vite substituée par les protocoles et leurs exigences de validation informatique.

Les logiciels médicaux guident maintenant les pratiques et la question du sens, qui se devrait pourtant d'être communément partagée par soignants et soignés, ne semble plus trouver sa raison d'ETRE … Le célèbre "Que faire ?" de LENINE trouverait sans doute maintenant sa réponse dans les arborescences décisionnelles proposées par l'ordinateur !

Mais peut être les réponses, ou du moins cette si nécessaire interpellation du sens – du soin, des pratiques – nous seront-elles désormais apportées par les intéressés eux mêmes : même si, en France, les mouvements, associations ou organisations "d'usagers" – usagés – de la psychiatrie sont encore relativement embryonnaires (F.N.A.Psy , C.R.P.A., …) et même si les malades mentaux se voient encore souvent représentés par leurs proches et leurs familles, sans réellement pouvoir prétendre à une place singulière, un certain nombre de mouvements, dans le monde, surtout d'origine anglo-saxonne, tels les "entendeurs de voix" se manifestent, revendiquant à une place propre, et déniant à quiconque le droit de les représenter, mais surtout de les "soigner" sans leur consentement et sans leur participation.

Mentionnons enfin, en France, l'ambivalente dimension des G.E.M. (Groupement d'Entraide Mutuelle) , dont l'existence et le fonctionnement ont, ces dernières années, été renforcés par le législateur, mais qui, plus qu'une réappropriation autogérée d'actions thérapeutiques inscrites dans le milieu social qu'ils auraient pu représenter, constituent souvent dans la réalité, une nouvelle structure marginalisante où des malades mentaux se retrouvent entre eux, et dont la gestion est, de fait, confiée à des associations tutélaires ou familiales.

Et rappelons nous aussi que, pour s'affranchir de la souffrance morale, et au delà des « bonnes pratiques », il faut aussi en identifier et en traiter les causes ; le néo-libéralisme et les politiques qu'il inspire, ainsi que leurs conséquences dans le champ professionnel, social, économique et environnemental est bien souvent à l'origine d'une vulnérabilité morale, miroir de la précarité socio-économique qu'il génère….
Quid alors de la réappropriation « thérapeutique » de la citoyenneté ??

Philippe GASSER
Praticien Hospitalier C.H. Uzès
Président de l'Union Syndicale de la Psychiatrie (USP)

La psychiatrie sous contrainte, une tendance vers un contrôle social ?

Bienvenue à l'hôpital psychiatrique où la contrainte et l'autorité sont de plus en plus présentes.
Citons un exemple d'une personne hospitalisée abusivement en hôpital psychiatrique, sous contrainte, à la demande d'un représentant de l'État : un berger a eu un différend avec le maire de sa commune à propos de la divagation de son troupeau de bêtes.
Suite à cette altercation, le maire décide de le faire interner en unité fermée. (Le préfet peut, sur la base d'un certificat médical prononcer l'admission des personnes dont les troubles mentaux nécessitent des soins et compromettent la sûreté des personnes ou portent atteinte , de façon grave à l'ordre public. : L3213,1 Code de la santé publique).
Le chemin va être long pour que cette personne soit libérée.
La loi du 5 juillet 2011 stipule que le patient doit être présenté devant un Juge des Libertés et de la Détention (JLD) qui lui seul décide de lever ou de maintenir la mesure sous contrainte, appuyé par l'avis du médecin sur l'état de santé psychique.
Au bout de quinze jours d'hospitalisation, cette personne est convoquée au tribunal de grande instance (TGI) devant le JLD accompagnée par un infirmier. Le juge décide à ce moment là de maintenir la mesure d'hospitalisation sous contrainte.
C'est seulement six mois après qu'elle est de nouveau convoquée devant le JLD. Celui-ci décide de lever la mesure, appuyé par de nombreux certificats médicaux stipulant que le patient ne présente aucun trouble mental et aucune prescription médicamenteuse justifiant une hospitalisation sous contrainte. A ce moment là, le préfet fait appel pour que la mesure sous contrainte soit maintenue et de ce fait l'obligation du patient à poursuivre son hospitalisation d'office.
Il a eu plusieurs avocats pour sa défense durant son internement mais des difficultés sont survenues : certains avocats ne connaissaient pas cette nouvelle loi (5 juillet 2011) et donc peu au courant des démarches à suivre. D'autres ont refusé prétextant que l'affaire était trop politique. Il lui aura fallu un an pour qu'un avocat accepte de le prendre en charge.
C'est un an et demi après qu'il est enfin libre.
Cette situation nous montre le côté répressif et injuste de cette loi privant la personne hospitalisée sous contrainte de liberté individuelle.
La famille du patient était très présente pour le soutenir et trouver une solution pour qu'il sorte. Celle-ci a fait appel à plusieurs associations de défense, la Ligue des Droits de l'Homme nationale, le ministère...

Soignante dans le domaine de la psychiatrie, le terme de sécurité prend de plus en plus de place à l'hôpital, venant étouffer les valeurs humaines. La prise en charge des patients se mélange entre le judiciaire et le médical. Quel est de ce fait notre travail thérapeutique ? Il est difficile de faire entendre au patient que cette loi de 2011 permet de maintenir une protection de l'individu et non de punition. Souvent, lorsque les soignants les accompagnent à leur convocation au TGI, ils disent : « je n'ai rien fait, pourquoi je vais devant un juge ? », ce qui crée une confusion et une incompréhension des personnes soignées mais également des soignants. Aucun questionnement ne s'est fait autour de cette nouvelle loi et de ses conséquences dans nos pratiques soignantes (accompagnement des patients à leur convocation, vérifier les certificats et autres papiers administratifs conformes à la mesure sous contrainte phagocytant le temps passé auprès des patients). Le sens du soin est remis en cause sans donner la parole aux soignants, créant de l'incompréhension de nos pratiques ...

Comment instaurer une relation de confiance et une alliance thérapeutique lorsque la confusion règne entre les professionnels de santé et les malades ?
On peut se poser la question si la psychiatrie répond plus à une attente sécuritaire qu'à une notion de prendre soin des personnes en souffrances psychiques.
Comment, soignant, peut-on prodiguer des soins de qualité dans le domaine de la psychiatrie lorsque les moyens donnés sont de plus en plus serrés et ou la contrainte sécuritaire est de plus en plus imposée ?

La politique dite sécuritaire dans notre pays banalise l'enfermement comme étant une réponse répressive face à toutes les peurs. L'enfermement permet de rejeter ceux qui dérangent ou qui bousculent les normes.
Dans notre société actuelle, la peur ne cesse de croître, en nous bombardant de faits divers ne laissant aucune place à la réflexion. Les médias nous font croire qu'il y a de plus en plus de passage à l'acte spectaculaire. Mais la réalité n'est pas celle qu'on nous présente. Il n'y a pas plus d'actes criminels qu'auparavant.
Notre société est basée sur l'individualisme, sur les normes telles que le travail, le statut social. Toute personne en marge de la société peut être vite cataloguée comme dérangeante ou même comme ayant des troubles mentaux.

Malgré cette période sombre, il est primordial de remettre en cause notre système de soins en psychiatrie et de toujours se poser la question du sens du soin. Il est nécessaire d'avoir des temps de parole sur nos pratiques et d'apporter une réflexion autour de la « folie » et comment la société la traite.

Sophie COLIN,
infirmière au C.H. Uzès

Les Révoltes logiques (4)

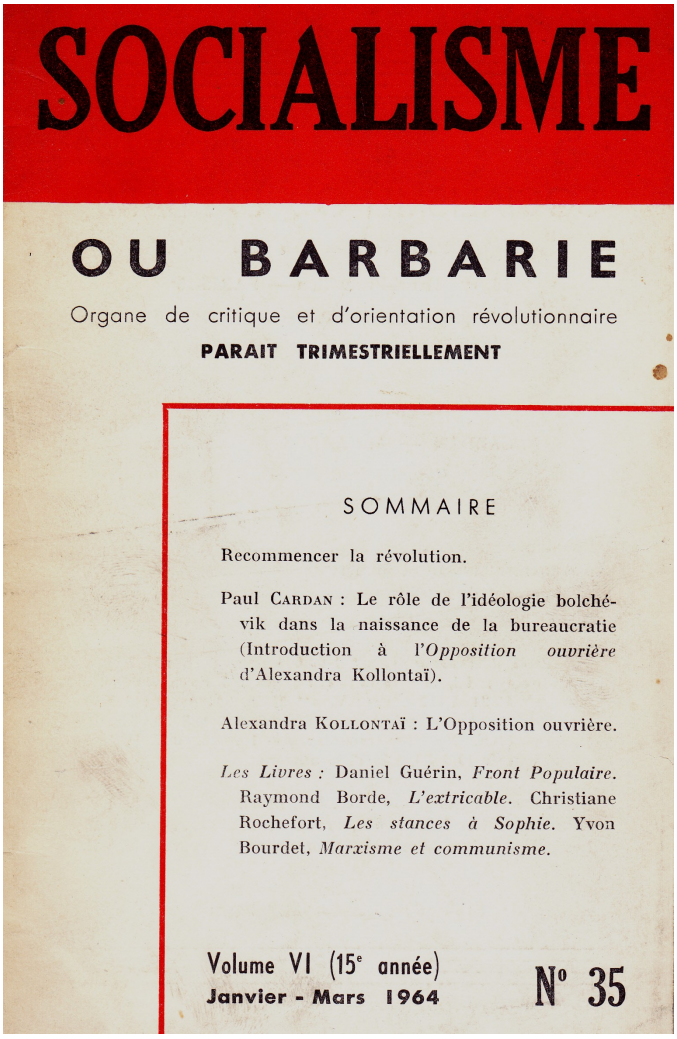
Note à propos d'une revue de *critique sociale*

Car le socialisme n'est pas une invention d'idéologues et de théoriciens, mais la propre création de la classe ouvrière, qui a réalisé la Commune, les Soviets, les Conseils ouvriers, qui a revendiqué la gestion de la production, la suppression du salariat, et l'égalisation des rémunérations, qui a proclamé qu'elle n'attend pas son salut de Dieu, de César ou des tribuns mais d'elle-même.
(Cornélius Castoriadis : *Socialisme ou Barbarie, l'expérience du mouvement ouvrier 1, Ed. 10x18,* p. 107) ;

Il n'y a aucun sens à appeler les gens à se prononcer sur des questions, s'ils ne peuvent le faire en connaissance de cause. (*Socialisme ou Barbarie*, n°22, p.8).

La lutte continue

A la suite de la *quatrième de couverture* du numéro *4* de *Solidaritat* et des autres articles de la rubrique *Les Révoltes Logiques*, il me semble important de s'attarder quelque peu sur l'expérience de ***Socialisme ou Barbarie*** dont l'on parle souvent sans remarquer particulièrement son rôle de passage et de relais. S'il est important, d'un point de vue historique, d'aller roder dans cette contrée, il est certainement plus efficace de poser la question : que représente ***Socialisme ou Barbarie*** aujourd'hui ?
Comme il est écrit dans le premier article des *Révoltes Logiques* (*Solidaritat* n°1), et au premier abord, ***Socialisme ou Barbarie*** semble être une des preuves, de poids et d'importance, qui contredisent les conclusions du livre de Jacques Julliard sur Fernand Pelloutier : le mouvement ouvrier a préféré la *Nation* à l'*Autonomie*.
C'est la place de ***Socialisme ou Barbarie*** d'avoir permis cette continuité - sans une simple répétition - entre un monde et un autre, au-delà des effacements et des répressions, et posé cette question vitale qui demeure encore aujourd'hui : en quoi la ***Commune*** avait-elle raison ?
Aujourd'hui, cette question pourrait être sous-jacente à toute la crise des représentations politiques (et syndicales) que nous traversons, alors que différentes entreprises essaient de récupérer cette dernière *Révolution populaire* en la travestissant (ce en quoi elles sont appuyées par tous ses adversaires bureaucratiques acharnés).
En quoi consiste aussi cette question ? *Les travailleurs peuvent-ils gérer eux-mêmes la société ?*
Socialisme ou Barbarie a contribué à y répondre en réalisant une synthèse active et en tentant de mettre en liaison la situation des ateliers avec celle qui lui était forcément concomitante : *la nature des Pays de l'Est*, *la bureaucratie* en général (le début des managers de


SOCIALISME
OU BARBARIE
Organe de critique et d'orientation révolutionnaire
PARAIT TRIMESTRIELLEMENT

SOMMAIRE

Recommencer la révolution.

Paul CARDAN : Le rôle de l'idéologie bolchévik dans la naissance de la bureaucratie (Introduction à l'*Opposition ouvrière* d'Alexandra Kollontaï).

Alexandra KOLLONTAÏ : L'Opposition ouvrière.

Les Livres : Daniel Guérin, *Front Populaire.* Raymond Borde, *L'extricable.* Christiane Rochefort, *Les stances à Sophie.* Yvon Bourdet, *Marxisme et communisme.*

Volume VI (15e année)
Janvier - Mars 1964
N° 35

tous bords), *l'anticolonialisme* et les réflexions sur *le socialisme*.
C'est en cela que ***Socialisme ou Barbarie*** est toujours actuelle : ce mélange, entre le passé, la réflexion et les témoignages, entièrement animé par une pensée *à la base* !
Son expérience demeure *contemporaine*, car, au-delà de *l'archive*, une certaine position s'y poursuit : la recherche qui ne s'arrête pas aux tracts et brochures *indiscutables* ; une prise en compte des problèmes quotidiens des travailleurs (sans aucune démagogie ou condescendance) ; la construction d'une proposition *politique* qui ne s'adapte pas aux institutions préétablies ; le rôle de la polémique et de la discussion démocratique qui ne s'embarrassent pas d'un consensus tout aussi institutionnel.
L'imagination sociale y renoue avec la lutte.

L'enjeu

Au début du siècle dernier (en 1915), Rosa Luxemburg soulignait une alternative dont le dilemme est déjà bien entamé en ce début d'un autre siècle : ***socialisme ou barbarie***.
Ce fut ainsi le nom d'un groupe politique et d'une revue éponyme dont l'action se déroula de 1949 à 1965 (date du dernier numéro de la revue, le n° 40 ; le groupe ne se dissoudra qu'en 1967).
La démarche de cette revue, comme quelques autres, ne ressembla pas à ce qui l'avait directement précédée. Elle n'essaya pas de **donner de leçons** mais de **poser des questions**, d'ouvrir des débats, dans le but d'une transformation collective de la société, partant, dans un premier temps, du cœur du problème : **la gestion de l'entreprise, les conditions de travail,** la nature de l'exploitation et la nécessaire reprise en main par les ouvriers des *machines*, des circuits de production en général, (comme cela se produit à l'occasion de chaque *mode d'emploi* ou de l'application d'une *note de service*). Ou, par exemple, la circulation de *rames de TER trop larges pour les quais* (ce qui ne fut manifestement pas le cas) !
« En d'autres termes, si les ouvriers se contentaient d'appliquer à la lettre les consignes qui leur sont imposées, l'usine ne pourrait fonctionner. *Cette thèse, à première vue paradoxale, est essentielle ; elle fut d'abord présentée dans la revue* **Socialisme ou Barbarie** *; les partisans de l'autogestion la tiennent pour cruciale, car elle renverse les évidences de la conscience commune ».* (1)
Cette analyse qui sous-entend également que l'exploitation (*la lutte des classes*) est déjà présente dans une de ses définitions principales (*la plus-value* et les données de son calcul) accompagne, en partie, celle de Georges Friedmann, à l'époque, (*Le travail en miettes*) et sera récupérée ensuite, et pas toujours vainement, par toutes les *théories du travail* et de *la participation* mises au point et en place par les conseillers des patrons.
C'était quand même une nouveauté de partir du **travail** dans ce qu'il représente de plus quotidien et de plus concret pour démontrer tout aussi pratiquement que les ouvriers n'avaient pas besoin de patrons !
Et c'est à partir d'enquêtes (relatées dans la revue) que va se développer une conception de l'**autonomie** très affirmée. L'expérience de la *Commune*, une analyse détaillée du *capitalisme d'État en URSS*, les premières révoltes ouvrières des *États Ouvriers* (Berlin-Est puis surtout Budapest) vont développer, conformément aux engagements de la revue, cette conception qui ne recoupe pas l'attitude habituelle des théories sociales : c'est-à-dire non l'enseignement des masses de **l'extérieur**, mais, au contraire, la tentative d'une proposition à **l'intérieur**.
L'idée sous-jacente (et à partir de *l'analyse de l'URSS*) était de souligner cette nécessité d'une expression de l'***autonomie*** que l'on retrouve tout au long du mouvement ouvrier : la *Commune de Paris* de 1871, les ***soviets*** de la Russie de 1905 et 1917-19, les ***conseils*** de la Révolution allemande de 1918-19, de Turin de 1920, de Cronstadt de 1921, de la Révolution espagnole de 1936, de Budapest de 1956 (2)…

Dernière réunion du Conseil révolutionnaire de Gyoer à la veille de la seconde intervention. (Ph. Keystone)

L'autogestion

Car, effectivement, à chaque développement important du mouvement social, et à partir des grèves, apparaissent les structures *autonomes* des travailleurs que l'on peut apparenter à la forme des ***conseils*** (les *coordinations* des cheminots, et *l'AG des AG* , en sont un exemple…).
L'expérience de ***Socialisme ou Barbarie*** s'inscrit dans le temps comme un rappel de ce phénomène, sans trop s'appesantir sur sa filiation mais en lui donnant une actualité. Comme si le temps social partait de son *milieu* (sans synthèse préparatoire) où la question se pose et demande une réponse ; comme s'il s'agissait d'une reprise (sans la continuité linéaire de l'histoire) qui interviendrait au moyen de son expérience et de ses questions. C'est certainement l'originalité de ***Socialisme ou Barbarie*** : cette *répétition* nouvelle à partir de la lutte des classes, à son niveau le plus simple et le plus élémentaire.
Les articles de ***Socialisme ou Barbarie*** développeront en effet cette élaboration du *socialisme*, mise de côté depuis des décennies par les appareils bureaucratiques, qui se revendique des projets originaires du mouvement ouvrier et considère les nouvelles réalités (la *mécanisation* à outrance, le début de la *consommation* et même des dangers environnementaux). S'exprime dans leurs colonnes, pour ne pas en rester à une sorte d'immédiateté sans histoire, une réelle tradition du mouvement ouvrier :

Un siècle après le « Manifeste Communiste », trente années après la Révolution russe, après avoir connu des victoires éclatantes et des profondes défaites , le mouvement révolutionnaire semble avoir disparu, tel un cours d'eau qui en s'approchant de la mer se répand en marécages et finalement s'évanouit dans le sable. Jamais il n'a été davantage question de « marxisme », de

« socialisme », de la classe ouvrière et d'une nouvelle période historique ; et jamais le véritable marxisme n'a été davantage bafoué, le socialisme vilipendé et la classe ouvrière vendue et trahie par ceux qui se réclament d'elle. (***Socialisme ou Barbarie* n°1,** p.7, les premières lignes de la présentation en 1949) (3)

Tous ces articles porteront, pendant quelques années, le témoignage *issu de la base et qui y retourne tout aussitôt* pour à nouveau susciter d'autres luttes, en une sorte de *cercle pratique*. En cela ***Socialisme ou Barbarie*** sera proche de ce que l'on a appelé *la philosophie de la praxis* (une *pratique consciente de l'histoire,* en la simplifiant exagérément) dont Karl Marx et Rosa Luxemburg sont certainement les meilleurs représentants (parmi d'autres !).
Ce double mouvement qui prend appui sur l'*autonomie* à la base et sur la réflexion pratique qui en découle sera le relais historique et efficace de cette revue malheureusement disparue avant qu'elle n'ait pu s'introduire dans l'histoire qu'elle avait contribuée à anticiper : le *mouvement de Mai 68*.

Le noyau subversif de *Socialisme ou Barbarie*, qui nous est transmis aujourd'hui, relie et noue plusieurs aspects :
- l'étude précise de **l'exploitation** (les enquêtes, les témoignages et les contestations des statistiques déjà naissantes mais omniprésentes) ;
- l'expérience essentielle de la **Révolution hongroise de 1956 -** justifiant les analyses de la revue sur la nature de *l'État-ouvrier* russe - où les *conseils ouvriers* furent détruits par *l'Armée Rouge* ;
- le soutien à ***l'indépendance de l'Algérie*** qui accapara, de plus en plus, toutes ses forces, au détriment (et on le comprend !) d'un approfondissement de la lutte des classes en France, pour la seule raison aussi que cette aide à la *Révolution algérienne* (soutien critique de sa part !) était l'une des ses fortes composantes ;
- la recherche constante de nouvelles formes démocratiques d'*autogouvernement* comme la série d'articles sur ***le contenu du socialisme***….

Socialisme ou Barbarie n'a pas seulement renoué avec les expériences et l'histoire du mouvement ouvrier mais les a confrontées à la situation actuelle, à la technocratie en pointe, à l'*automatisation* (en plein développement), au phénomène *bureaucratique* comme expression du capitalisme (privé ou d'Etat).
Elle donna également la parole à d'autres courants comme ceux d'Anton Pannekoek ou Karl Korch, elle ouvrit ses lignes à une lecture de Rosa Luxemburg par György Lukacs (au sujet de la *Révolution russe*) et à *l'Opposition Ouvrière* d'Alexandra Kollontaï, pour ne citer que ces exemples déterminants.
La revue fut aussi l'objet de discussions internes. Claude Lefort et Cornélius Castoriadis s'opposèrent à propos de l'*autonomie* : le premier prônant une position complètement *indépendante* que le second tempérait par une certaine conception de la pratique ancienne du mouvement ouvrier.

La discussion sur *l'unité syndicale*

Socialisme ou Barbarie avait une position peu favorable à l'intervention syndicale car le groupe considérait avant tout le rôle de la bureaucratie dans les syndicats et la place de ceux-ci dans les rouages de l'Etat. Un débat eut lieu en 1954, il y a donc soixante ans !

Dans le numéro 14 de ***Socialisme ou Barbarie*** d'avril-juin 1954, **Daniel Mothé** (ouvrier alors à Renault Billancourt) affirme dans un article sur *Le problème de l'unité syndicale (L'orientation des Syndicats et la Situation Internationale*) :
La bureaucratie syndicale s'est formée comme couche spécifique dirigeant la défense des intérêts des travailleurs. Mais elle les a identifiés de plus en plus aux intérêts des syndicats *et, pratiquement,* aux intérêts de l'appareil syndical*, c'est-à-dire* à ses propres intérêts*,* (p.31).
Et plus loin il ajoute :
Il existe ici une sorte de balance : d'une part la bureaucratie syndicale s'efforce d'imposer ses propres objectifs au prolétariat, d'autre part le prolétariat essaie d'imposer à la bureaucratie ses propres revendications, (p.32 et 33).

Georges Fontenis répond dans le numéro 15/16, oct-déc 1954 : *Présence dans les syndicats*. G.Fontenis est instituteur et secrétaire de la *Fédération Communiste Libertaire*. Son article conteste celui de Mothé en rappelant l'importance des syndicats dans la lutte revendicative, leur rôle spécifiquement défensif et en insistant sur leur portée décisive dans l'élaboration des collectifs de travailleurs :
Pour en finir avec le problème de l'Unité, précisons que nous ne pouvons qu'encourager les travailleurs à vouloir et exiger l'unité, en leur expliquant que cette unité ne peut se réaliser vraiment que contre les bureaucrates, en les débordant, et qu'elle ne peut se réaliser que dans l'action. Bien entendu, Mothé nous dira alors que ce que nous envisageons, c'est l'unité ouvrière et qu'elle ne se réalisera pas dans le cadre syndical, (p.63).

Une autre contribution suit : celle d'**Henri Féraud** (*un des dirigeants de la tendance syndicale de l'enseignement*, Ecole Emancipée) dans le numéro 17, juillet-sept 1955 : *L'unité syndicale.* H. Féraud fait une sorte de synthèse : *L'unité syndicale dépend de nous en tant qu'elle est lucide idéal de désaliénation, mais elle ne dépend pas de nous en tant qu'elle doit s'inscrire dans un certain nombre de conditions objectives. Lorsqu'elle est objectivement possible, les dissertations sont inutiles et les travailleurs ont tôt fait de trouver la voie de cette unité, (p.65)*…….

A suivre de près

Comme l'indique un passage du n°18 de ***Socialisme ou Barbarie*** : *On a toujours affirmé dans cette Revue… que le véritable problème de l'époque actuelle était celui des relations entre les ouvriers et la bureaucratie*… C'est autour de lui que vont s'écrire les quarante numéros de la revue, ainsi qu'on vient de le voir, dans le but d'analyser en détails ce phénomène, de permettre aux salariés de le contrer, mais, surtout, d'envisager de nouvelles formes d'organisation qui éviteraient son retour. Dans cet article du n°18 (janvier-mars 1956), il est mentionné avec lucidité que ce combat serait long !.....

L'idée essentielle de *Socialisme ou Barbarie* – celle qui nous reste - est l'***autonomie*** (thème qui sera repris par Cornélius Castoriadis, dans sa philosophie, et jus-

qu'au bout, où elle resurgira sous sa conception de la *Démocratie)*. Cette *autonomie* vient d'une organisation à la base, dans la conception d'une *auto-organisation*, d'une *autogestion*, qui refuse toute *hétérogestion* (des patrons bien entendu, mais aussi des bureaucrates politiques et syndicaux). Diminuer ce pouvoir au maximum (jusqu'à le supprimer tout à fait) c'est le conseil que nous a donné ***Socialisme ou barbarie***. Il reste toujours présent, dans une situation actuelle où son choix social (en aucun cas un ultimatum !) demeure vital :

Le socialisme (la gestion de la société par les travailleurs) ou la barbarie.

Frédéric Miler
(*Solidaires Retraité(e)s 30 – UNIRS*)

Notes :

(1) : ***Clefs pour l'autogestion*** : Alain Guillerme et Yvon Bourdet, Ed Seghers 1975, p 206.
On retrouve cette idée longtemps après dans : *De l'écologie à l'autonomie* (entretien entre Cornélius Castoriadis et Daniel Cohn-Bendit, de 1980), Ed. *Le Bord de L'eau* : *Pour n'en prendre qu'un exemple : cette merveille d' «organisation » et de « rationalité » qu'est l'usine capitaliste - ou, plus généralement , toute entreprise capitaliste, à l'Ouest comme à l'Est, ne produirait rien du tout, elle s'effondrerait rapidement sous le poids de l'absurdité de sa réglementation et des antinomies internes qui caractérisent sa pseudo-« rationalité», si les travailleurs ne la faisaient pas fonctionner une fois sur deux à l'encontre de cette réglementation – et très au-delà de ce qu'expliqueraient la contrainte ou l'effet des « stimulants matériels ».*

Cette activité des ouvriers, déjà remarquée à l'époque, par certains sociologues du travail a été érigée dans le Groupe, en principe fondateur de notre projet : plus généralement nous posions que tout travail requiert un moment inéliminable de création et de coopération ; ce moment est le germe de l'autogestion, et il s'oppose continuellement au rêve de la bureaucratie. Ainsi, l'autogestion est partout combattue, parce qu'elle est partout, mais sourdement en acte. ***(Cahiers Castoriadis n°7****, Socialisme ou Barbarie, p. 149).*

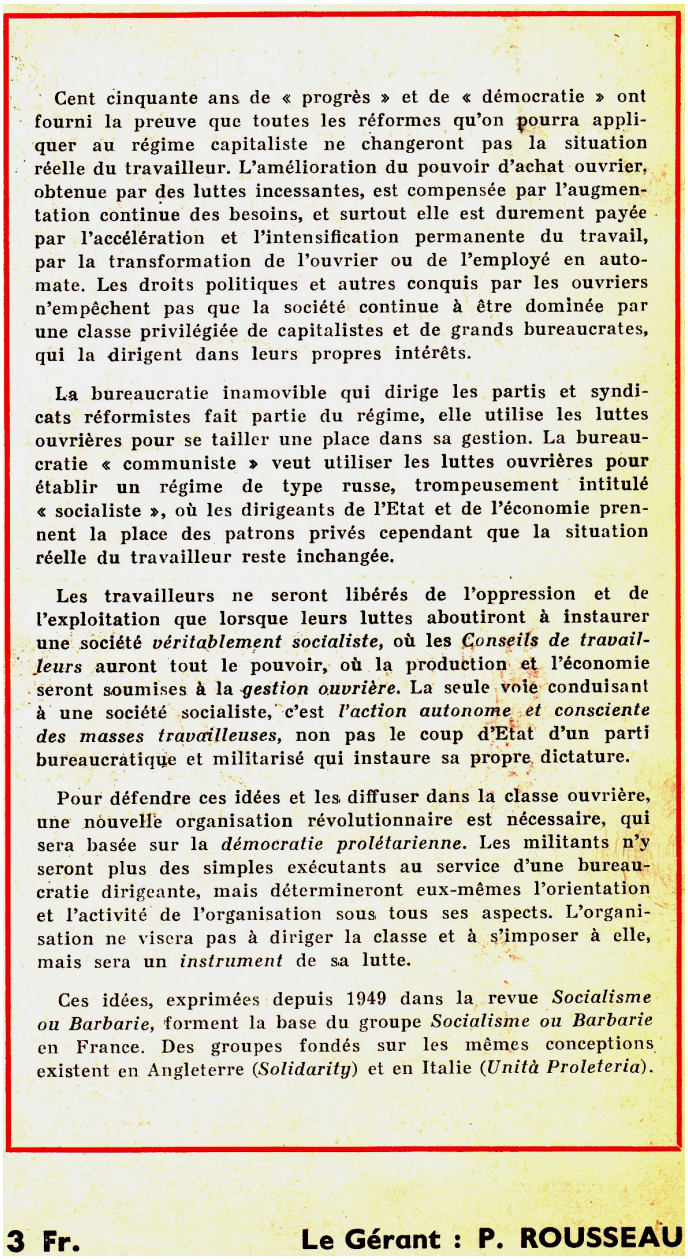
(2) « Le socialisme n'est et ne peut être rien d'autre que la gestion de la production, de l'économie et de la société par les travailleurs. A cette idée qui a constitué dès le départ le centre des conceptions de Socialisme ou Barbarie, la révolution hongroise a fourni depuis une confirmation éclatante. » (Cornélius Castoriadis : **L'expérience du mouvement ouvrier 2**, p.129)...

(3): « La seule issue est dans la suppression de l'exploitation : dans le socialisme, c'est-à-dire la gestion ouvrière. Ce que Lénine exprimait déjà dans cette formule (citée dans SouB, n°1, p.44 : Seules les masses peuvent vraiment planifier, car seules elles sont partout à la fois ». (Gérard Genette, *Notes sur Socialisme ou Barbarie*, *Arguments n°4*, p. 11).

Bibliographie sommaire :

- ***Socialisme ou Barbarie*** *(organe de critique et d'orientation révolutionnaire)* : Editions Acratie, 2007 ;

- Cornélius Castoriadis *: La question du mouvement ouvrier, tomes 1 et 2*, Editions du Sandre, 2012.



Cent cinquante ans de « progrès » et de « démocratie » ont fourni la preuve que toutes les réformes qu'on pourra appliquer au régime capitaliste ne changeront pas la situation réelle du travailleur. L'amélioration du pouvoir d'achat ouvrier, obtenue par des luttes incessantes, est compensée par l'augmentation continue des besoins, et surtout elle est durement payée par l'accélération et l'intensification permanente du travail, par la transformation de l'ouvrier ou de l'employé en automate. Les droits politiques et autres conquis par les ouvriers n'empêchent pas que la société continue à être dominée par une classe privilégiée de capitalistes et de grands bureaucrates, qui la dirigent dans leurs propres intérêts.

La bureaucratie inamovible qui dirige les partis et syndicats réformistes fait partie du régime, elle utilise les luttes ouvrières pour se tailler une place dans sa gestion. La bureaucratie « communiste » veut utiliser les luttes ouvrières pour établir un régime de type russe, trompeusement intitulé « socialiste », où les dirigeants de l'Etat et de l'économie prennent la place des patrons privés cependant que la situation réelle du travailleur reste inchangée.

Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société *véritablement socialiste*, où les *Conseils de travailleurs* auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la *gestion ouvrière*. La seule voie conduisant à une société socialiste, c'est *l'action autonome et consciente des masses travailleuses*, non pas le coup d'Etat d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature.

Pour défendre ces idées et les diffuser dans la classe ouvrière, une nouvelle organisation révolutionnaire est nécessaire, qui sera basée sur la *démocratie prolétarienne*. Les militants n'y seront plus des simples exécutants au service d'une bureaucratie dirigeante, mais détermineront eux-mêmes l'orientation et l'activité de l'organisation sous tous ses aspects. L'organisation ne visera pas à diriger la classe et à s'imposer à elle, mais sera un *instrument* de sa lutte.

Ces idées, exprimées depuis 1949 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*, forment la base du groupe *Socialisme ou Barbarie* en France. Des groupes fondés sur les mêmes conceptions existent en Angleterre (*Solidarity*) et en Italie (*Unità Proleteria*).

3 Fr. Le Gérant : P. ROUSSEAU

(4ème de couverture du n° 35)

Dossier autogestion (2)

Autogestion et planification écosocialiste

Contrairement à ce qu'on prétend souvent, l'autogestion n'est pas contradictoire avec la planification démocratique. L'exemple désastreux des pays du prétendu « socialisme réel » montre simplement que l'autogestion est incompatible avec une planification autoritaire, bureaucratique, imposée d'en haut au mépris de toute démocratie.

Que veut dire planification écosocialiste démocratique ? Concrètement, que l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier et le niveau des ressources qui doivent être investies dans l'éducation, la santé ou la culture. Les prix des biens eux-mêmes ne répondraient plus aux lois de l'offre et de la demande mais seraient déterminés autant que possible selon des critères sociaux, politiques *et écologiques*, tandis que de plus en plus de services seraient gratuitement accessibles.

Loin d'être « despotique » en soi, la planification démocratique est l'exercice de la liberté de décision de l'ensemble de la société, à tous les niveaux, du local au national (et au-delà). Un exercice nécessaire pour se libérer des « lois économiques » et des « cages de fer » aliénantes et réifiées au sein des structures capitaliste et bureaucratique. La planification démocratique associée à la réduction du temps de travail serait un progrès considérable de l'humanité vers ce que Marx appelait « *le royaume de la liberté* » : l'augmentation du temps libre est en fait une condition à la participation des travailleurs à la discussion démocratique et à l'autogestion de l'économie comme de la société.

Les partisans du libre marché font référence à l'échec de la planification soviétique pour justifier leur opposition catégorique à toute forme d'économie organisée. Or, la planification en URSS (et autres pays de l'Est) était un système profondément antidémocratique qui donnait le monopole des décisions à une oligarchie restreinte de techno-bureaucrates. Les travailleurs ne participaient pas à la gestion de l'économie ni au niveau des entreprises (autogestion locale) ni au niveau général du plan. S'il est vrai que le socialisme est défini comme le contrôle des processus de production par les travailleurs et la population en général, l'Union Soviétique sous Staline et ses successeurs avait peu à voir avec le socialisme…

L'échec de l'URSS illustre les limites et les contradictions d'une planification bureaucratique dont l'inefficacité et le caractère arbitraire sont flagrants : il ne peut pas servir d'argument contre l'application d'une planification réellement démocratique et autogestionnaire. La conception socialiste de la planification n'est rien d'autre que la démocratisation radicale de l'économie : s'il est certain que les décisions politiques ne doivent pas revenir à une petite élite de dirigeants, pourquoi ne pas appliquer le même principe aux décisions d'ordre économique, aussi bien au niveau de l'entreprise que de l'ensemble de la société ? La question de l'équilibre entre les mécanismes du marché et ceux de la planification est sans doute un enjeu complexe : pendant les premières phases de la nouvelle société, les marchés occuperont certainement encore une place importante, mais à mesure que la transition vers le socialisme progressera, la planification deviendra de plus en plus importante parce qu'opposée aux lois de la *valeur d'échange*[1].

Engels insistait sur le fait qu'une société socialiste « *aura à dresser le plan de production d'après les moyens de production, dont font tout spécialement partie les forces de travail. Ce sont, en fin de compte, les effets utiles de divers objets d'usage, pesés entre eux et par rapport aux quantités de travail nécessaires à leur production, qui détermineront le plan*[2] ». Dans le système capitaliste la valeur d'usage n'est qu'un moyen – et souvent une astuce – subordonné à la valeur d'échange et à la rentabilité (cela explique en fait pourquoi il y a tant de produits dans notre société sans aucune utilité). Dans une économie socialiste planifiée, la production des biens et des services ne répond qu'au seul critère de la *valeur d'usage*, ce

qui entraîne des conséquences au niveau économique, social et écologique dont l'ampleur est spectaculaire. Comme Joel Kovel l'a observé : « *Le renforcement de la valeur d'usage et les restructurations subséquentes des besoins deviennent le paramètre social de la technologie au lieu de la transformation du temps en plus-value et en argent* [3] ».

Le genre de système de planification démocratique envisagé dans le présent essai concerne les principaux choix économiques et non pas des restaurants locaux, des épiceries, des boulangeries, des petits magasins, des entreprises artisanales. De même, il est important de souligner que la *planification écosocialiste* n'est pas en contradiction avec l'autogestion des travailleurs dans leurs unités de production. Alors que la décision de transformer, par exemple, une usine de voitures en unité de production de bus ou de tramways reviendrait à l'ensemble de la société, l'organisation et le fonctionnement de l'usine seraient gérés démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes.

L'autogestion signifie donc le contrôle démocratique du plan à tous les niveaux, local, régional, national, continental – et, espérons-le, planétaire puisque les thèmes de l'écologie tels que le réchauffement climatique sont mondiaux et ne peuvent être traités qu'à ce niveau. Cette proposition pourrait être appelée « ***planification démocratique et autogestionnaire globale*** ». Il s'agit d'une démarche qui s'oppose à ce qui est souvent décrit comme « planification centrale » car les décisions économiques et sociales ne sont pas prises par un « centre » quelconque mais déterminées démocratiquement par les populations concernées, selon le principe de subsidiarité : la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même.

Il est possible, bien entendu, que des tensions et des contradictions surgissent entre les établissements autogérés et d'autres groupes sociaux plus larges. Les mécanismes de négociation peuvent aider à résoudre de nombreux conflits de ce genre, mais en dernière analyse, il reviendra aux groupes concernés les plus nombreux, d'exercer leur droit démocratique. Pour donner un exemple : une usine autogérée décide de décharger ses déchets toxiques dans un fleuve. La population de toute une région est menacée par cette pollution. Elle peut à ce moment là, suite à un débat démocratique, décider que la production de cette unité doit être arrêtée jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante pour contrôler ses déchets soit trouvée. Idéalement, dans une société écosocialiste, les travailleurs de l'usine eux-mêmes auront une conscience écologique suffisante pour éviter de prendre des décisions dangereuses pour l'environnement et pour la santé de la population locale.

La planification socialiste doit être fondée sur un débat démocratique et pluraliste, à chaque niveau de décision. Organisés sous la forme de partis, de plates-formes ou de tout autre mouvement politique, les délégués des organismes de planification sont élus et les diverses propositions sont présentées à tous ceux qu'elles concernent. Autrement dit, la *démocratie représentative* doit être enrichie – et améliorée – par la *démocratie directe* qui permet aux gens de choisir directement – au niveau local, national et, en dernier lieu, international – entre différentes propositions.

L'ensemble de la population s'interrogerait alors sur la gratuité du transport public, sur un impôt spécial payé par les propriétaires de voitures pour subventionner le transport public, sur le subventionnement de l'énergie solaire afin de la rendre compétitive par rapport à l'énergie fossile, sur la réduction du temps de travail à 30, 25 heures hebdomadaires ou moins, même si cela entraîne une réduction de la production. Le caractère démocratique de la planification ne la rend pas incompatible avec la participation des experts dont le rôle n'est pas de décider, mais de présenter leurs arguments – souvent différents voire opposés – au cours du processus démocratique de prise des décisions. Comme Ernest Mandel l'a dit : « *Les gouvernements, les partis politiques, les conseils de planification, les scientifiques, les technocrates ou quiconque peut faire des propositions, présenter des initiatives et essayer d'influencer les gens… Cepen-*

dant, dans un système multipartite, de telles propositions ne seront jamais unanimes : les gens feront leur choix entre les alternatives cohérentes. Ainsi le droit et le pouvoir effectifs de prendre les décisions devraient être aux mains de la majorité des producteurs/consommateurs/citoyens et de personne d'autre. Y a-t-il quelque chose de paternaliste ou de despotique dans cette posture[4] *?* »

Une question se pose : quelle garantie a-t-on que les gens feront les bons choix, ceux qui protègent l'environnement, même si le prix à payer est de changer une partie de leurs habitudes de consommation ? Une telle « garantie » n'existe pas, seulement la perspective raisonnable que la rationalité des décisions démocratiques triomphera une fois aboli le fétichisme des biens de consommation. Il est certain que le peuple fera des erreurs en faisant de mauvais choix, mais les experts, ne font-ils pas eux-mêmes des erreurs ? Il est impossible de concevoir la construction d'une nouvelle société sans que la majorité du peuple ait atteint une grande prise de conscience socialiste et écologique grâce à ses luttes, à son auto-éducation et à son expérience sociale. Alors il est raisonnable d'estimer que les erreurs graves – y compris les décisions incompatibles avec les besoins en matière d'environnement – seront corrigées[5]. En tout cas, on peut se demander si les alternatives – le marché impitoyable, une dictature écologique des « experts » – ne sont pas beaucoup plus dangereuses que le processus démocratique, avec toutes ses limites…

Certes, pour que la planification fonctionne, il faut des corps exécutifs et techniques qui puissent mettre en œuvre les décisions, mais leur autorité serait limitée par le contrôle permanent et démocratique exercé par les niveaux inférieurs, là où l'autogestion des travailleurs a lieu dans le processus d'administration démocratique. On ne peut pas s'attendre, bien entendu, à ce que la majorité de la population emploie l'intégralité de son temps libre à l'autogestion ou à des réunions participatives. Comme Ernest Mandel l'a remarqué : « *L'autogestion n'a pas pour effet la suppression de la délégation, mais elle est une combinaison entre la prise des décisions par les citoyens et un contrôle plus strict des délégués par leurs électeurs respectifs*[6]. »

Un mot sur « L'économie participaliste » (ou *parecon*) conçue par Michael Albert , et adoptée par certains partisans de l'autogestion. Malgré ses sérieuses limitations, comme l'ignorance de l'écologie ou l'opposition entre « parecon » et « socialisme », réduit au modèle bureaucratique et centraliste de l'Union Soviétique, « *parecon* » a quelques caractéristiques communes avec le genre de planification écosocialiste autogestionnaire proposé dans le présent document : l'opposition au marché capitaliste et à la planification bureaucratique, la confiance accordée à l'auto-organisation des travailleurs et l'anti-autoritarisme. Le modèle de planification participative d'Albert est fondé sur une construction institutionnelle complexe : « *Les travailleurs et les consommateurs déterminent en commun la production en évaluant de façon approfondie toutes les conséquences. Les instances d'assistance décisionnelle annoncent ensuite les indices des prix pour tous les produits, les facteurs de production, dont la main d'œuvre et le capital fixe. Ces indices sont calculés en fonction de l'année précédente et les changements survenus. Les consommateurs (individus, conseils, fédération de conseils) répondent par des propositions en utilisant ces prix comme une évaluation réaliste de l'ensemble des ressources, du matériel, de la main d'œuvre, des effets indésirables (tels que la pollution) et des avantages sociaux inhérents à chaque bien ou service. Simultanément, les travailleurs individuels, ainsi que leurs conseils et fédérations, font leurs propres propositions, en annonçant ce qu'ils prévoient de produire et les facteurs de production nécessaires, en se basant eux aussi sur les prix comme estimation de la valeur sociale de la production et des coûts qu'elle implique. Sur la base de propositions rendues publiques par les travailleurs et les consommateurs, les conseils décisionnels peuvent calculer les excès d'offre ou de demande pour chaque produit et réviser l'indice des prix selon une méthode qui fait l'objet d'un accord social. Les conseils révisent alors à leur tour leurs propositions* […] *Dans la mesure où aucun acteur n'a plus d'influence qu'un autre dans le processus de planification, où chacun évalue les coûts et les bénéfices sociaux avec un poids qui correspond à son degré d'implication dans la production et la consommation, ce processus génère simultanément équité, efficacité et autogestion*[7]. »

Le principal problème avec cette conception est qu'elle semble réduire la « planification » à une sorte de négociation entre producteurs et consommateurs sur les prix, les ressources, les produits finis, l'offre et la demande. Par exemple, la branche de l'industrie de l'automobile du conseil de travailleurs se réunirait avec le conseil de consommateurs pour discuter des prix et adapter l'offre à la demande. Ce qui est omis ici est justement le sujet principal de la planification écosocialiste : la réorganisation du système de transport en réduisant radicalement la place de la voiture personnelle, responsable de sérieux problèmes écologiques (pollution, émission de gaz à effet de serre, etc). Puisque l'écosocialisme nécessite la suppression totale de certains secteurs industriels – les centrales nucléaires par exemple – et l'investissement massif dans des secteurs de taille réduite ou presque inexistants (comme l'énergie solaire), comment tout cela

peut-il être géré par des « négociations coopératives» entre les unités de production existantes et les conseils de consommateurs au sujet des « ressources » et des « prix indicatifs » ?

Le modèle d'Albert renvoie aux structures technologiques et productives actuelles et il est trop « économiste » pour prendre en compte les intérêts socio-politiques et *écologiques* de la population – les intérêts des individus en tant qu'êtres humains et citoyens, vivant dans un environnement naturel gravement menacé, lesquels ne peuvent pas se réduire à leurs intérêts économiques en tant que producteurs et consommateurs. Dans sa conception, non seulement l'État en tant qu'institution est mis à l'écart – ce qui est un choix respectable – mais aussi *la politique* en tant que confrontation des différents choix qu'ils soient d'ordre économique, social, politique, écologique, culturel et civilisationnel au niveau local, national et international.

Ce point est très important parce que le passage du « progrès destructif » du système capitaliste au socialisme est un processus historique, une transformation révolutionnaire et constante de la société, de la culture et des mentalités – et la *politique* au sens large, telle qu'elle a été définie ci-dessus, est indéniablement au coeur de ce processus.

Collage de Michaël Lowy, « le visage de l'avenir »

Il est important de préciser qu'une telle évolution ne peut naître sans un changement révolutionnaire des structures sociales et politiques et sans le soutien actif d'une large majorité de la population au programme écosocialiste. La prise de conscience socialiste et écologique est un processus dont les facteurs décisifs sont les expériences d'autogestion et les luttes collectives des populations lesquelles, à partir de confrontations partielles au niveau local, avancent vers la perspective d'un changement radical de la société.

Cette transition ne déboucherait pas seulement sur un nouveau mode de production et une société démocratique et égalitaire, mais aussi sur un *mode de vie* alternatif, une véritable *civilisation* écosocialiste au-delà de l'empire de l'argent avec ses habitudes de consommation artificiellement induites par la publicité et sa production illimitée de biens inutiles et/ou nuisibles à l'environnement.

Michael Löwy,
Sociologue, philosophe
et écosocialiste

Notes :

[1] Dans son remarquable livre paru récemment sur le socialisme, l'économiste marxiste argentin Claudio Katz souligne que la planification démocratique supervisée depuis les niveaux locaux par la majorité de la population, « *diffère selon qu'il s'agisse d'une centralisation absolue, d'une étatisation absolue, d'un communisme de guerre ou d'une économie planifiée. La primauté de la planification sur le marché est nécessaire pour la transition, mais il ne faudrait pas supprimer les variables du marché. L'association des deux instances devrait être adaptée à chaque situation et à chaque pays* ». Toutefois, « *le but du processus socialiste n'est pas de maintenir un équilibre figé entre le plan et le marché, mais de promouvoir une suppression progressive de la place du marché* » (C. Katz, *El porvenir del Socialismo*, Herramienta/ Imago Mundi, Buenos Aires, 2004, p. 47-48).

[2] F. Engels, *Anti-Dühring*, *op. cit.*, p. 349.

[3] J. Kovel, *The enemy of nature*, *op. cit*., p. 215.

[4] E. Mandel, *Power and money*, Verso, Londres, 1991, p. 209[5] Mandel a observé : « *Nous ne pensons pas que "la majorité ait toujours raison"* […] *Tout le monde fait des erreurs. Cela est vrai pour la majorité des citoyens, pour la majorité des producteurs et pour la majorité des consommateurs tous confondus. Cependant, il y aura une différence essentielle entre eux et leurs prédécesseurs. Dans tout système où le pouvoir est inégal* […] *ceux qui prennent les mauvaises décisions sur l'attribution des ressources sont rarement ceux qui paient les conséquences de leurs erreurs* […] *Compte tenu du fait qu'il existe une réelle démocratie politique, des choix culturels réels et de l'information, il est difficile de croire que la majorité préférerait voir leurs bois disparaître* […] *ou leurs hôpitaux en sous-effectif plutôt que de corriger les erreurs d'attribution* » (E. Mandel, « In defense of socialist planning », *New Left Review*, n° 1, vol. 159, 1986, p. 31).

[6] E. Mandel, *Power and money*, *op. cit.*, p. 204.

[7] M. Albert, *Après le capitalisme. Éléments d'économie participaliste,* Agone, coll. « Contre-feux », Marseille, 2003, p. 121-122.

Trois questions à Michael Löwy

préparées par Joël Delon et Frédéric Miler de *Solidaritat* à propos de son article :
Autogestion et planification écosocialiste.

Nous commençons avec l'article de Michael Löwy un débat ouvert sur l'autogestion qui, à vrai dire et à part sa définition stricte (la gestion de la production par les producteurs), n'a pas de réelles limites.

Elle n'est surtout pas dépendante d'une doctrine précise, étant donné qu'elle dépend principalement de la pratique de celles et de ceux qui veulent la mettre en place. Nous avons également posé ces questions pour demander quelques éclaircissements et en aborder une autre – entièrement liée au sujet –que Michael Löwy connait fort bien.

1) Comment peut-on valoriser ou revaloriser, dans la société actuelle, la *valeur d'usage* (à l'encontre de la *valeur d'échange*) en soulignant, tout de même, le fait que cette notion de *valeur* est socialement ambiguë ? De fait qu'aujourd'hui on peut difficilement la séparer en deux.
D'autre part, que penses-tu à ce sujet de ce passage de Pierre Cours-Salie et Pierre Zarka dans leur livre : *Propriété et expropriations : Des coopératives à l'autogestion généralisée*, p 76, Ed. *Syllepse*, coll. *Mille marxismes*) : *Poser la question du pouvoir, c'est dégager, dans chacune des dimensions, des domaines d'activité, des perspectives convergentes. Avancer vers une société de « travailleurs associés », pour reprendre l'expression de Marx, nous pousse à substituer la valeur d'usage à la valeur marchande et à penser l'émergence d'un nouveau mode de production tout comme à un autre mode de fonctionnement de l'institué. Engels accompagnait la notion de « dépérissement de l'Etat » de celle de « communauté ».*

M.L. : Il n'est pas difficile de distinguer entre *valeur d'usage* et *valeur marchande*…Du point de vue de la *valeur d'usage*, un frigo devrait durer des dizaines d'années ; du point de vue de la *valeur d'échange*, le capitalisme impose l'obsolescence programmée, de sorte qu'un frigo devienne inutilisable après cinq années. En luttant, par exemple, pour le transport public gratuit, on mène un combat pour la *valeur d'usage* contre la *valeur marchande*, dès maintenant. On pourrait multiplier les exemples… Certaines *valeurs d'usage* sont évidentes (l'eau par exemple), d'autres beaucoup moins, c'est aux gens eux-mêmes de faire le tri, une fois que nous serons débarrassés du matraquage publicitaire capitaliste.

Je suis tout à fait d'accord avec ce passage de Cours-Salies et Zarka, à quelques réserves près :
- plutôt que « *travailleurs associés* », je préfère l'autre définition du socialisme chez Marx : « *les êtres humains associés* ». ***L'association*** et ***l'autogestion*** concernent, bien entendu, les travailleurs, mais aussi tous les autres citoyens : étudiants, retraités, etc. ;
- outre le mode de production et les institutions, il faut poser la perspective d'une ***transformation*** du mode de consommation, du mode de transport, des formes d'urbanisme, bref du mode de vie, du ***paradigme de civilisation***.

2) N'y a-t-il pas une ambivalence certaine entre la *démocratie représentative* (ou même *participative*) et la *démocratie directe* ; cette dernière représentant une *gestion généralisée* à part entière et ne pouvant être utilisée (sauf à disparaître !) comme *roue de secours* de la première ?
En quoi – et pourquoi – la *démocratie représentative* peut-elle être améliorée par la *démocratie directe* - si l'on en reste à la position d'Ernest Mandel au sujet de l'*autogestion*, citée dans la note 6 de l'article -, puisque celle-ci est issue directement de la base sociale (*conseils, ouvriers, comités de quartier, coopératives….*) ?
C'est une question à propos de l'autogestion qui pose effectivement un problème plus général.

M.L. : On peut difficilement se passer de toute forme de représentation ou délégation. Les conseils ouvriers russes ou allemands de 1917-19 élisaient des délégués pour des conseils régionaux, nationaux, etc. Les

Discours d'un membre du **conseil ouvrier de Berlin** devant le Reichstag (novembre 1918)

conseils de quartiers peuvent gérer les affaires de leur quartier, mais comment gérer les affaires de la ville, la région, le pays, etc. sans représentants ou délégués ? Il ne s'agit pas de *roue de secours*, mais de combiner, sous des formes qui sont toujours à inventer - il n'existe pas de modèle unique, clés en mains - des formes directes et des formes représentatives de la démocratie et de l'autogestion. La *démocratie directe* ne prend pas uniquement la forme des conseils locaux, mais aussi celle de référendums, de votes directs d'une population concernée – dans une ville, région ou pays, un jour peut-être continent – sur des affaires importantes. Par exemple la sortie du nucléaire en France ne peut pas être décidée au niveau de chaque centrale, ou même de la région directement voisine, mais par un vote direct de toute la population française, concernée d'une façon ou d'une autre, par le danger nucléaire.

3) Et si la définition moderne de *l'autogestion* n'était aussi, et essentiellement, que l'organisation démocratique (réellement démocratique !) du plan (*le plan écosocialiste*) ? Plan décidé réellement par la base (et ses structures), dans *l'équilibre* (évoqué par Claudio Katz, voir l'article, note 1). Et quel est le rapport de cet *équilibre* avec, par exemple, certaines positions des années 70 (mais cela est encore moderne !) insistant sur l'impossibilité *socialiste* de limiter les automobiles. Elles ont marqué les débats de toute une époque et on attend toujours une réponse (voir les interrogations de camarades de *PSA* sur *la marchandisation* de l'automobile). Mais cela ne concerne pasuniquement les voitures.

M.L. : Tout à fait d'accord pour définir l'autogestion comme organisation véritablement démocratique du plan *écosocialiste*. L'équilibre doit être fondé sur le principe de *subsidiarité*. Un plan démocratique implique à la fois des organisations de base actives, et des débats politiques, où s'affrontent différentes propositions ; ce sera à la population concernée, au niveau local ou national, de décider.

La question de l'automobile ou d'autres marchandises de ce type doit être aussi l'objet de décisions démocratiques, pas au niveau de chaque usine (*PSA*, etc.) mais de toute la population. Une fois libérés du monstrueux décervelage publicitaire, nous pourrons discuter rationnellement et démocratiquement de comment et pourquoi limiter la production et circulation de voitures, en prenant en compte les intérêts des piétons, des cyclistes, des usagers des transports publics – qui seront sans doute la majorité de la population – et la santé de tous les citoyens de la ville. Le *consumérisme*, l'obsession consommatrice, le *culte fétichiste de marchandises* comme la *voiture* – il y en a beaucoup d'autres ! – ne font pas partie de la nature humaine, comme le prétendent les idéologues du système, mais sont produits et reproduits par le capitalisme. Cette « *impossibilité socialiste* » de limiter la voiture n'existe pas à mon avis… Sans attendre le *socialisme* , on peut dès maintenant commencer à limiter les dégâts du *tout-automobile*, en instituant des transports publics gratuits, en généralisant les voitures en *libre-service*, en encourageant le *covoiturage*, etc. Certaines de ces mesures sont déjà en cours de réalisation dans quelques localités, avec le soutien de la population.

Il faut insister, en même temps, sur la nécessité de garantir l'emploi des travailleurs de l'industrie automobile, par exemple par des politiques de reconversion pilotées par des coopératives autogérées. Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la transformation sociale et écologique de la production ! ■

20 ans de lutte et d'expérience autogestionnaire au Chiapas

Malgré le silence des grands médias, les zapatistes, indigènes mayas qui se sont soulevés le 1er janvier 1994 au cri de « Ya Basta ! » (ça suffit!), sont toujours bel et bien là. Et même plus que jamais, comme le montrent les dernières initiatives qu'ils et elles ont organisées pour réaffirmer le sens de leur lutte pour la démocratie, la justice et la liberté.

Le 21 décembre 2012 (le jour de la soi-disant fin du monde selon le calendrier maya préhispanique), ils et elles étaient plusieurs dizaines de milliers à défiler dans les rues de cinq grandes villes du Chiapas (dont San Cristobal de las Casas), en silence, poings levés, montant toutes et tous successivement sur des estrades. Après les passe-montagnes pour être vu-es, le silence pour être entendu-es. Un communiqué de l'EZLN est sorti le jour même :

« VOUS AVEZ ENTENDU ?

C'est le bruit de votre monde qui s'écroule.

C'est celui du nôtre qui resurgit.

Le jour où le jour fut, c'était la nuit.

Et ce sera la nuit le jour où ce sera le jour.

DÉMOCRATIE ! LIBERTÉ ! JUSTICE ! »

Quelques jours plus tard, le 30 décembre 2012, les zapatistes s'appuyant sur la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone (EZLN, 2005) annoncent la réactivation de leurs relations nationales et internationales. Des initiatives civiles et pacifiques, précédées d'une série de textes d'analyse politique anticapitaliste, et portant sur la résistance et l'autonomie (« Eux et Nous » et « les plus petit-es »), commencent dès l'été 2013 et se poursuivent à l'été 2014.

Malgré la répression qui continue, les zapatistes ouvrent les portes de leurs communautés aux membres des organisations et aux individus avec lesquels ils et elles ont des liens. Les Zapatistes les invitent dans leurs communautés à suivre « la Escuelita » (Petite École) pour apprendre « la liberté selon les zapatistes » (août & décembre 2013 et janvier 2014). Dans le même temps, ils réaffirment l'importance du Congrès National Indigène (qui réunit des représentant-es de la majeure partie des peuples indigènes du Mexique) qui est réuni à San Cristobal de las Casas en août 2013 à l'issue de la Petite École, puis à l'été 2014 à La Realidad.

Il est important de rappeler que leur nom fait référence au héros de la Révolution Mexicaine, Emiliano Zapata car les zapatistes se revendiquent comme étant des héritier-ères des luttes indigènes et révolutionnaires mexicaines. L'EZLN (Armée Zapatiste de Libération Nationale), organisation clandestine et armée, est née de la rencontre de révolutionnaires métis et d'indigènes mayas dans la Forêt Lacandone au Chiapas, au sud du Mexique dans les années 1980. C'est cette rencontre qui a fait la richesse de cette organisation : à la fois indigène dans son essence et ouverte sur le reste du monde.

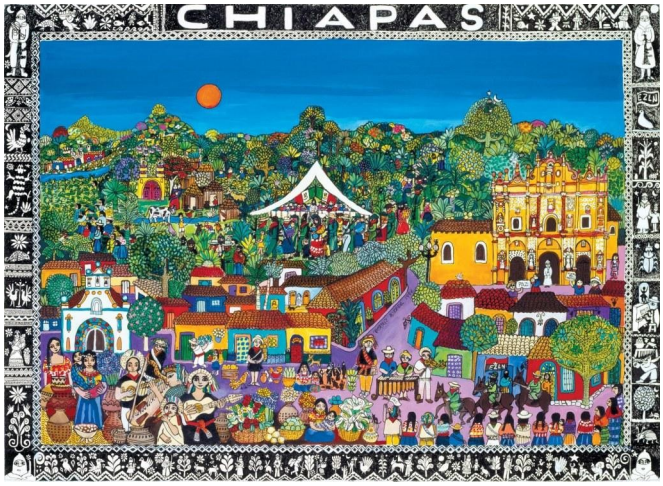
Le Chiapas est un des 32 États fédérés du Mexique, dont la population indigène est une des plus importantes mais aussi une des plus pauvres du pays. Paradoxalement, c'est aussi un des États du Mexique aux ressources les plus « prometteuses » pour les capitalistes, tant du point de vue des ressources naturelles (pétrole, bois, eau, plantes) que touristiques (nombreux sites archéologiques et naturels). Les enjeux économiques et politiques pour les gouvernements de l'État fédéral et de l'État du Chiapas sont donc majeurs.

Les zapatistes sont présent-es sur une grande partie du territoire de l'État du Chiapas, cohabitant avec le reste de la population, indigènes ou non, parfois dans les mêmes communautés. Il n'y a pas de territoire zapatiste à proprement parler, sinon un territoire (découpé en 5 régions autonomes) dans lequel les zapatistes vivent et construisent leur autonomie, plus ou moins pacifiquement, aux côtés des autres habitant-es du Chiapas.

Bref historique

Les Zapatistes se sont soulevé-es le 1er janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur du traité de libre-échange d'Amérique du nord (ALENA). Ils ont occupé cinq des plus grandes villes du Chiapas, puis ils ont affronté l'armée mexicaine plusieurs jours (plusieurs centaines de morts) avant un cessez-le-feu sous la pression du mouvement social mexicain. S'en suivent plusieurs mois de négociations avec le gouvernement, entrecoupés par des phases de discussions et de consultations entre les zapatistes, la société civile et les autres peuples indigènes.

En 1996, le gouvernement mexicain et l'EZLN signent les Accords de San Andrés sur les Droits et Cultures Indigènes. Le gouvernement (du PRI puis du PAN, tous deux des partis de droite conservatrice ou néolibérale) n'a jamais mis en application ces accords, ce qui a mèné les Zapatistes à la rupture politique définitive. Les Zapatistes décident donc de prendre leur autonomie et de la construire malgré tout.



Construction de l'autonomie

Après la mise en place des communes autonomes et rebelles zapatistes (MAREZ) dès 1994, les zapatistes annoncent, en 2003, la création des cinq Caracoles (« escargot », centres administratifs et politiques régionaux, anciens « *Aguascalientes* » : La Realidad, Oventik, La Garrucha, Morelia et Roberto Barrios) correspondant aux cinq régions du territoire zapatiste et des Conseils de Bon Gouvernement, chargés de l'administration, de la justice et des relations extérieures de l'organisation civile. Ils organisent aujourd'hui leur autonomie à trois échelles : la communauté, la commune et la région. Toutes les décisions se prennent en assemblée générale dans laquelle toutes et tous participent.

Des mandats sont donnés pour les différentes tâches (politique, administration, santé, éducation, etc...) dans la communauté, mais aussi pour représenter la communauté dans la commune (assemblée municipale constituée de deux représentant-es par communauté) et dans la région (Conseil de Bon Gouvernement mais aussi éducation, santé, formation…). Les mandats sont en général de trois années (sauf pour la santé et l'éducation qui demandent davantage de formation) et ne sont compensés par aucun salaire.

La communauté prend à sa charge la culture des terres, l'alimentation et le transport des mandaté-es afin de leur permettre d'assumer les tâches collectives qui leur incombent. Le principe général est celui du « mandar obedeciendo » (décider en obéissant) dans lequel « el pueblo manda, y el gobierno obedece » (le peuple décide et le gouvernement obéit). Tout mandat est révocable à tout moment si l'assemblée le décide.

Les principales tâches des conseils communaux et des conseils de bon gouvernement (CBG) sont d'administrer leur territoire (agriculture, éducation, santé), de rendre la justice (litiges internes mais aussi externes pour les CBG) et pour les CBG d'assurer le lien avec l'extérieur (localement mais aussi avec les visiteurs nationaux et internationaux).

Les femmes jouent un rôle fondamental dans l'organisation zapatiste dès le départ. En effet, en 1993, alors qu'une consultation interne avait lieu pour préparer le soulèvement armé, les femmes ont posé leurs conditions. Elles ne seraient actrices du mouvement qu'à la condition que la « Loi Révolutionnaire des Femmes » soit actée, ce qui fut le cas. Entre autres revendications, l'égalité et le respect, mais aussi l'accès à l'éducation et aux responsabilités collectives, ou encore le choix de son partenaire, d'avoir ou non des enfants et combien… De fait, les femmes ont toute leur place à tous les niveaux d'organisation zapatiste, aussi bien dans l'EZLN que dans la société civile. Elles ont encore parfois des difficultés à pouvoir assumer des charges communales et régionales mais cela change progressivement.

En ce qui concerne l'économie, les zapatistes sont presque tou-tes des paysan-nes qui vivent de leur production (qui repose essentiellement sur la culture

traditionnelle du maïs et des haricots rouges, mais aussi du café, de la canne à sucre, des courges et sur l'élevage de poulets, d'ovins et/ou de bovins selon les régions). Généralement, chaque famille cultive un lopin de terre qui lui a été attribué (en interne sur les terres récupérées en 1994, parfois dans le cadre des « ejidos », terres communales issues de la réforme agraire « officielle »). D'autres terres sont cultivées collectivement, au bénéfice de la communauté, de la commune ou de la région afin de financer les frais communs (notamment les charges liées aux mandats) mais aussi des projets (construction, aménagement, fêtes…). Enfin, il existe des coopératives qui permettent essentiellement de regrouper et de vendre la production à l'extérieur (café, cuir, artisanat des femmes).

La santé et l'éducation occupent une place toute particulière dans la construction de l'autonomie. En effet, dès la Première Déclaration de la Forêt Lacandone le 1er janvier 1994, elles font partie des principales revendications zapatistes. Les communautés indigènes ont toujours été ignorées et mises à l'écart du système de santé et d'éducation officiels. Ces deux éléments fondamentaux pour toute société ont donc été au cœur de la réflexion et de la mise en œuvre de l'autonomie. Chacune des cinq régions a mis en place son propre système d'éducation et de santé, mais on peut retrouver des grands principes généraux.

L'éducation est obligatoire et ouverte à tou-tes (y compris les enfants non zapatistes). Toutes les communautés sont désormais dotées d'une école et d'un-e promoteur-trice d'éducation (nom donné aux personnes chargées de l'éducation). L'enseignement est bilingue (voire trilingue) : la langue maternelle (tzotzil, tzeltal, tojolabal, chol ou mam) est privilégiée mais le castillan est aussi enseigné. Certaines régions ont mis en place des écoles secondaires et/ou techniques pour former à certains métiers (notamment les promoteurs et promotrices). Des « programmes » sont définis régionalement, basés sur les besoins du peuple : « l'histoire réelle des peuples » (selon leur propre définition) et leurs treize revendications (le travail, la terre, le logement, l'alimentation, la santé, l'éducation, l'information, la culture, l'indépendance, la liberté, la démocratie, la justice et la paix). Il n'y a pas d'évaluation, les enfants sont respectés dans leur rythme et leur personnalité, l'idée étant que les savoirs n'ont de valeur qu'en étant partagés et mis au service de la communauté.

Le système de santé, quant à lui, repose sur une double organisation par échelle. La médecine traditionnelle est mise en valeur (« trois aires : sage-femmes, plantes médicinales, rebouteux ») complétée par la médecine allopathique (promotrice et promoteur de santé). Toutes les communautés ont un-e promotrice-teur et un dispensaire.

Des cliniques sont en activité dans quasiment toutes les communes autonomes (médecine générale, analyses biologiques et parfois petites chirurgies, dentistes, gynécologie, ambulances) et sont ouvertes à tou-tes, y compris aux non zapatistes qui eux doivent payer (des sommes modiques) pour y avoir accès. Il existe une clinique de la femme à La Garrucha, tenue uniquement par et pour les femmes, pratiquant des accouchements mais aussi tout ce qui relève de la planification familiale (contraception, conseils, suivis de grossesse…).

Au niveau régional, des responsables sont chargé-es de répartir le matériel et les médicaments arrivés de l'extérieur, de coordonner les campagnes de vaccination et de faire le lien avec les cliniques extérieures en cas de besoin (chirurgies importantes ou soins particuliers). On peut dire aujourd'hui que la mortalité infantile a considérablement baissé, que l'état de santé général des populations s'est beaucoup amélioré et que tout-es les zapatistes ont accès aux soins.

La Sexta

La lutte zapatiste a toujours été tournée vers l'extérieur, mais avec la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone (2005), l'objectif est clairement de lancer une campagne pour unir les luttes dans un mouvement civil et pacifiste « en-bas, à gauche », indépendant des partis politiques, , au Mexique et dans le reste du monde. Après avoir pris le nom de l'Autre Campagne, elle se nomme désormais la Sexta à laquelle celles et ceux qui le souhaitent peuvent participer.

« Pour l'EZLN, être de la Sexta ne requiert pas d'affiliation ni de cotisation, ni d'inscription sur une liste, d'original ou de copie d'une identification officielle, de reddition de comptes, d'être à la place du juge ou du jury, ou de l'accusé ou du bourreau. Il n'y a pas de drapeau. Il y a des engagements et des conséquences de ces engagements. Les « non » qui nous appellent, la construction des « oui » nous met en mouvement » (...). Ceux qui, avec le re-surgissement de l'EZLN, espèrent une nouvelle période de tribunes,

et de grandes concentrations, et les masses mettant le nez à la fenêtre de l'avenir, et les équivalents à la prise du palais d'hiver, seront déçus. Il vaut mieux qu'ils s'en aillent une bonne fois (...) Nous, nous ne voulons pas changer seulement de gouvernement, nous voulons changer de monde. » (« Eux et Nous V : La Sexta », 2013)

C'est dans cette perspective que les Zapatistes ont invité leurs contacts à participer à la Escuelita, la Petite École, l'été puis l'hiver 2013. Ils invitaient ainsi à « *écouter, ce qui est le premier pas pour comprendre* » les zapatistes dans leur vie quotidienne mais aussi dans la résistance et la construction de leur autonomie. Il ne faut pas oublier que le contexte de répression n'a jamais cessé, entre provocations militaires et policières, instrumentalisations d'autres communautés indigènes (sur la question des terres et à travers des « programmes d'aides financières »), attaques de groupes paramilitaires (entraînés et armés par la police et/ou l'armée).

En mai 2014, une attaque ciblée au Caracol de la Realidad a fait un mort chez les Zapatistes. Le Conseil de Bon Gouvernement a fait appel à l'EZLN pour rendre la justice. Après cette violente agression, le sous-commandant Marcos a cessé d'exister pour prendre le nom de sous-commandant Galeano (nom du *compañero* assassiné).

Avec le sous-commandant Moisés, ils ont tenu une conférence de presse à l'issue du « premier échange des peuples originaires du Mexique avec les peuples zapatistes ». Un des messages est le suivant : « *nous devons nous unir, nous devons nous prendre par la main les un-es les autres. […] Chacun-e lutte mais nous sommes uni-es* ».

L'autre message concerne l'importance des médias libres, alternatifs et autonomes pour s'informer au contraire des grands médias dont le seul but est de gagner de l'argent. Les zapatistes, par la voix du sous-commandant Galeano considèrent que le meilleur niveau de communication, malgré toute la technologie actuelle, est celui de l'échange direct. C'est pour cette raison, sans aucun doute, que le CNI et l'EZLN organisent un Festival mondial des résistances et des rébellions fin décembre 2014.

DÉMOCRATIE ! LIBERTÉ ! JUSTICE

Cybèle David,

Commission Internationale de *Solidaires*.

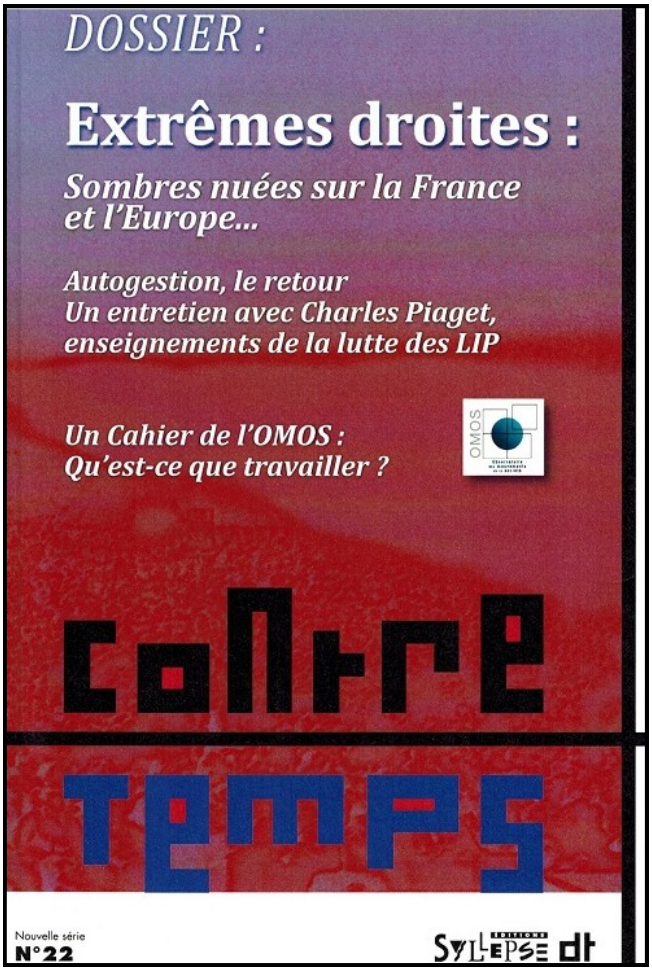
Soutenons les zapatistes et leurs coopératives de café

Par l'intermédiaire de l'association Échanges Solidaires qui importe directement du café de deux coopératives de café zapatistes (Yachil Xojobal Chulchan et Ssit Lequil Lum), vous pouvez commander du café dans le cadre du regroupement de Solidaires (soit auprès de votre syndicat ou de votre Solidaires local s'il en commande, soit auprès de Pascal Devernay : devernay.pascal@wanadoo.fr).

Non seulement vous dégusterez un très bon café arabica rebelle et zapatiste, mais vous soutiendrez aussi les producteurs et leurs coopératives ainsi que la construction de l'autonomie plus largement. En effet, en plus de pratiquer un prix juste, tous les bénéfices de la vente du café sont reversés aux cinq Conseils de Bon Gouvernement afin de financer les projets que l'assemblée des peuples décide.

Pour des informations plus complètes et plus précises, vous pouvez consulter, en français, le site du CSPCL (cspcl.ouvaton.org) et le dernier numéro de la Revue internationale de Solidaires : Mexique, Chiapas et Zapatistes (disponible à votre Solidaires local ou sur commande à Solidaires national) et bien entendu, en castillan le site officiel de l'EZLN : http://enlacezapatista

Autogestion, le retour



Extrait de *ContreTemps* n°22, pages 124, 125, 126 : Un entretien avec Charles Piaget, enseignement de la lutte des LIP (propos recueillis par : Danielle Chaillet, Marie-Odile Crabbé-Diawarra et Jacques Fontane).

……

Rappelons ici quelques règles de base nécessaires pour toute lutte collective, démocratique, autogérée :

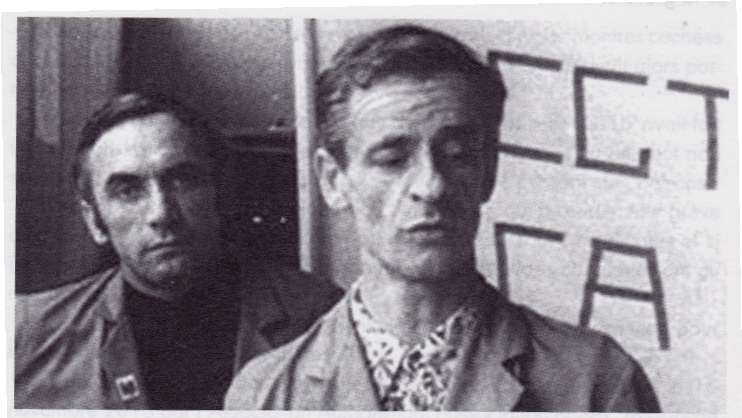
- Refus de la fatalité. Cela ne va pas de soi. Les licenciements massifs, les délocalisations, le chômage, les atteintes à l'environnement, les crises économiques ne sont pas de fatalités . Ce sont des décisions d'êtres humains qui en sont la cause. On peut, on doit s'y opposer. Dire non à une injustice, c'est déjà faire un pas. La passivité est la pire des réponses. Nous nous conduisons alors en sujet et non en homme libre.

- Conquête du consensus intérieur. Le refus de la fatalité doit se concrétiser par le débat entre tous ceux qui sont concernés. C'est nécessairement long car il faut du temps pour parvenir à un consensus étayé, crédible, afin de prendre conscience que *oui, il est possible de se battre et de gagner !* A LIP, les délégués ont distribué à toutes et tous un écrit comprenant tout ce qu'ils savaient sur la multinationale qui attaquait les salariés, puis une ébauche de stratégie pour se défendre, enfin valoriser l'enjeu, cet ensemble humain de savoirs, de compétences diverses, de valeurs humaines. Tout cela pour amorcer le débat, susciter la critique, des propositions, des compléments d'information, etc. Lorsque la parole commence à se libérer, le débat s'amorce et renforce la conviction que nous avons les moyens de riposter.

- Ouvrir la lutte sur l'extérieur. Ceux qui font des mauvais coups ont peur de la lumière. Ils ont tout intérêt au silence. « Restons entre nous, la discrétion peut permettre un meilleur arrangement ». Tout cela est faux, nous avons besoin de soutien et, pour cela, faire connaître ce qui se trame. Nous avons besoin de connaissances, de compétences qui s'ajoutent aux nôtres. C'est ce que peuvent apporter tous les soutiens collectifs ou individuels. Les solidarités apportent un réconfort très important. Bien sûr, il y a une règle d'or : la lutte doit rester sous le contrôle des salariés concernés. Ce sont eux qui décident tout ce qui touche aux propositions, tant venues de l'intérieur que de l'extérieur.

- Place à l'imagination et aux initiatives. Ce n'est pas seulement la parole qu'il faut libérer, mais aussi l'imagination dans la lutte. Prendre des initiatives sans attendre celles des syndicats, tellement traditionnelles et dont nous avons vite fait l'inventaire. Lors des assemblées générales, nous avons tous ensemble tracé les orientations de la lutte. Nous avons examiné les valeurs à respecter, les pièges à éviter. Alors toutes les initiatives sont les bienvenues. Nous n'avons pas été déçus, les salariés sont un réservoir à idées, c'est normal : le nombre fait la différence. Le collectif n'est pas seulement une addition des qualités de chacune, de chacun, le collectif a un effet multiplicateur qui se produit dans l'échange.

- Toute lutte peut et doit devenir un forum permanent. Toute lutte un peu longue s'organise, devient un lieu de rencontres. Il est utile de prévoir une salle décorée avec des slogans de la lutte, par exemple, même si cela peut sembler secondaire. Des syndicalistes, des militants divers, des simples individus viennent aider, s'informer : où en êtres-vous ? Que peut-on faire ? ... .L'information se fait quasi en



Charles Piaget et Jean Raguenes pendant la grève, extrait du film, « Les LIP. L'imagination au pouvoir ».

continu dans ce lieu. Des débats s'y déroulent tout naturellement. La lutte a besoin de diverses animations. On peut prévoir un film, un débat, un petit programme pour les jours qui suivent, etc. En tout cas, faire en sorte que le lieu de lutte devienne un lieu de vie, d'échange et finalement un forum permanent, enrichissant pour toutes et tous.

- Nécessité de réseaux de solidarité avec les luttes. Rien n'est plus contre-productif, dramatique, que de laisser les luttes dans l'isolement. Toute lutte a besoin d'aide, de solidarité, et il faut donc concrétiser cette solidarité. Bien sûr, en premier, ce sont les aides d'organisations syndicales. De plus, il est nécessaire de créer un comité de soutien composé de militant(e)s des syndicats, associations et autres. Enfin, comme nous l'avons ressenti à LIP, la nécessité d'un réseau particulier : un réseau pour le développement des pratiques collectives, afin de bénéficier de nos expériences lors de nouvelles luttes. Partir avec ce bagage et contribuer à l'enrichir pour soi, pour les autres.

Ce réseau régional voire national n'aurait aucun rôle politique, aucun rôle conseil ; il se limiterait à collecter et à mettre à disposition les pratiques collectives expérimentées. Collecter des documents, films, vidéos, etc., issus des salariés en lutte, avec des chronologies de la lutte, ses causes, sa durée, ses résultats…Les initiatives, les faits marquants, les réussites, les échecs. En fait, l'expérience des luttes, collectée et mise à disposition des salariés.

Lors de la crise de 1974 avec la montée du chômage, il y avait en France près de 200 entreprises occupées par les salariés, suite à des fermetures d'entreprises, des licenciements massifs. La nécessité d'une solidarité intersyndicale s'est fait cruellement sentir. Les salariés de ces entreprises, qu'ils soient syndiqués à la CGT, la CFDT, FO ou la CFTC, ont mis en place une Coordination des Entreprises en Lutte, sous l'impulsion des LIP. Près d'une centaine en ont fait partie ou ont été intéressés.

Les coordinations horizontales, c'est-à-dire qui ne passent pas par les fédérations ou confédérations, n'étaient pas tolérées, sans pour autant qu'il y ait une initiative commune des syndicats. En 1975, le Parti Socialiste Unifié (PSU) a lancé un Institut ouvrier pour le développement des pratiques collectives, toujours sous l'impulsion des LIP .

Tout cela manque cruellement aujourd'hui, tant les salariés en lutte ont besoin de solidarité concrète, organisée, intersyndicale et multiple ! Ils ont besoin également d'un projet de société du 21e siècle. Projet élaboré par tous les citoyens en résistance, contre les nuisances multiples du libéralisme économique.

Ce projet deviendrait un phare dans les luttes, un texte rassembleur qui finirait par s'imposer.
……

Charles Piaget et les représentants de Fralib, Ceralep et Pilpa

Dossier Palestine (2)

Le sionisme en questions

La nième expédition militaire israélienne vient de se dérouler cet été. Avant le massacre, Gaza était une cage. L'occupant avait procédé à des centaines « d'exécutions extrajudiciaires ». Il avait abattu des paysan-ne-s dont le seul crime était que leurs champs se situaient le long de ce que la novlangue appelle la « barrière de sécurité ». Il avait tué des pêcheurs osant s'éloigner là où se trouve le poisson. Il avait privé un million huit cent mille êtres humains de nourriture, d'eau potable, de carburant, d'électricité, de médicaments, de ciment, de matériel scolaire en quantité suffisante.

En 52 jours, « l'armée la plus morale du monde » de la « seule démocratie du Proche-Orient » pour reprendre les termes de la propagande quotidienne a transformé Gaza en un immense champ de ruines d'où ne sortent que des gémissements : 2200 morts, civil-e-s en très grande majorité. Parmi eux, de dangereux terroristes : 500 enfants assassinés. Le tribunal Russell pour la Palestine vient de conclure qu'il y avait eu crimes de guerre, crimes contre l'Humanité et intention de génocide. Ce massacre s'ajoute à des exactions ininterrompues et à une « guerre » (sauf qu'en face, il n'y a pas d'armée) tous les deux ans.

Il est temps de comprendre que l'idéologie qui est à la source de toutes ces horreurs, le sionisme, ne changera pas. Il n'y a pas de sionisme à visage humain. Tout comme aucune solution juste n'était possible en Afrique du Sud avec l'apartheid, il n'y aura pas de paix juste au Proche-Orient sans reconnaissance du crime fondateur (l'expulsion de 800 000 Palestinien-ne-s de leur propre pays), ce qui suppose une rupture avec le sionisme.

Une idéologie multiforme

Au départ, le sionisme se veut une réponse à l'antisémitisme. Mais il donne la pire des réponses : le sionisme est une théorie de la séparation qui proclame que Juifs et Non-Juifs ne peuvent pas vivre ensemble ni dans le pays d'origine, ni dans le pays que le sionisme veut construire. L'apartheid d'aujourd'hui n'est pas accidentel. Les sionistes ont déserté tous les combats des Juifs pour l'égalité des droits et l'émancipation. Ils n'ont pas lutté contre l'antisémitisme, ils s'en sont nourris.

Le sionisme a imité les nationalismes européens qui revendiquaient un Etat pour chaque peuple. Sauf qu'il a tout inventé : le peuple, la langue, la terre. Prétendre que les Juifs polonais, yéménites ou marocains appartiennent au même peuple n'a pas de sens. Il y avait des langues juives (ladino, yiddish, judéo-arabe) mais transformer la langue religieuse en langue étatique est totalement artificiel. Enfin, les Juifs, laïques ou religieux, n'ont jamais exprimé le moindre attachement à la terre d'Israël/Palestine.

Le sionisme est un colonialisme particulier. Il ne vise pas à exploiter le peuple colonisé mais à l'expulser et le remplacer.

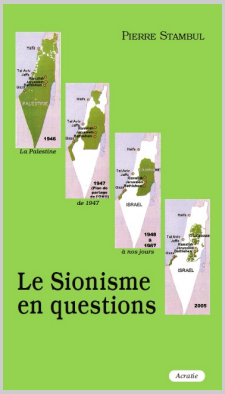
Le sionisme s'est toujours appuyé sur les antisémites en leur proposant de débarrasser l'Europe de ses Juifs. Les Juifs étaient des parias asiatiques inassimilables en Europe. Le sionisme en a fait des colonisateurs européens en Asie. Il a fait de l'Etat juif une tête de pont de l'impérialisme occidental.

Le sionisme est une gigantesque mystification de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. Il affirme, ce qui est totalement rejeté par les historiens et les archéologues, qu'il y a eu autrefois un grand royaume unifié (David et Salomon) que le sionisme a reconstruit. Il prétend que les Juifs ont été contraints à l'exil par les Romains et

---

Le sionisme en questions

editions.acratie@orange.fr



La guerre qu'Israël mène contre le peuple palestinien avec son cortège de nettoyages ethniques et de crimes de guerre n'a commencé ni en 1967, ni même en 1948. Elle remonte au début du XXe siècle quand les sionistes ont commencé leur conquête coloniale.

Les « solutions » comme les accords d'Oslo qui ont voulu éviter d'aborder les questions vives (occupation, colonisation, apartheid, racisme ...) ont définitivement échoué. Il est clair aujourd'hui qu'il s'agissait alors d'une grande illusion.

La question du sionisme est centrale comme l'était celle de l'apartheid quand il a fallu imaginer un autre avenir pour l'Afrique du Sud.

Le sionisme est à la fois une fausse réponse à l'antisémitisme, un nationalisme, un colonialisme et une manipulation de l'histoire, de la mémoire et des identités juives. Il est aussi une idéologie prétendant transformer les anciens parias de l'Europe jugés inassimilables en colons européens en Asie. Parce qu'il a gommé les différences idéologiques, le sionisme a abouti au gouvernement de type OAS qui gouverne aujourd'hui Israël.

Cette idéologie n'est pas seulement criminelle pour les Palestiniens, elle n'offre aucune issue pour les Juifs qu'elle met sciemment en danger et qu'elle voudrait pousser à être traitres ou complices. Sans dépassement ou rupture avec le sionisme, aucune paix juste n'est envisageable.

Pierre Stambul est membre de l'Union Juive Française pour la Paix dans laquelle il exerce ou a exercé de nombreuses responsabilités. Il est l'auteur de « Israël/Palestine, du refus d'être complice à l'engagement » (ed. Acratie, 2012)

qu'ils font leur retour dans leur pays. En fait, les dirigeants sionistes ont utilisé la Bible comme un livre de conquête coloniale. Il n'y a eu ni exil, ni retour : les Juifs sont essentiellement des descendants de convertis et les descendants des Judéens de l'Antiquité sont surtout … les Palestiniens.

Le sionisme affirme avoir offert aux Juifs un havre de paix où les Juifs sont en sécurité et peuvent vivre leur judéité. En fait, toutes les institutions juives que le sionisme a créées pour expulser les Palestiniens (KKL, Agence Juive, Haganah, Banque Coloniale Juive …) sont apparues des décennies avant le génocide nazi. Le sionisme n'a joué quasiment aucun rôle dans la résistance juive au fascisme.

Quant aux valeurs du judaïsme, qu'il soit laïque ou religieux, elles sont totalement bafouées par un Etat raciste et militariste. S'il y a bien aujourd'hui un pays où les Juifs vivent en insécurité, c'est Israël et il en sera ainsi tant que la politique de la destruction de la Palestine se poursuivra.

Le sionisme a gommé les différences idéologiques. Il était logique qu'Israël soit aujourd'hui dirigé par la pire extrême droite intégriste. Il est temps de répondre aux revendications de l'appel mondial au BDS :

- Fin de l'occupation et de la colonisation, destruction du mur, libération des prisonniers, fin du blocus de Gaza.
- Égalité des droits entre Israéliens et Palestiniens.
- Droit au retour des réfugiés palestiniens.

Ces revendications, ce n'est rien d'autre que le droit international, mais ça implique la fin de l'Etat juif et la désionisation d'Israël.

Pierre Stambul UJFP

Palestine octobre 2014 …

Une petite fille à l'hôpital de Chifa après que sa maison ait été détruite – photo Mohamed Abed/AFP

Aujourd'hui, 9 octobre 2014, devrait se tenir à Gaza la première rencontre du Conseil des Ministres Palestiniens du gouvernement d'Union nationale !
S'agit il d'une unité de façade, quelques jours avant la conférence internationale des donateurs qui doit se réunir le 12 octobre au Caire ?
Cette conférence qui sera d'ailleurs co-présidée par Laurent Fabius … vise à réunir 4 milliards de dollars, afin de « reconstruire » la Bande de Gaza laissée en ruines après l'offensive israélienne meurtrière « Bordure protectrice ». **Va-t-elle mettre à contribution l'Etat israélien pour la reconstruction ou aura-t-elle le cynisme de valider une fois de plus qu'Israël est au-dessus de toutes les lois** et peut continuer à détruire, et détruire toujours plus ?

La dernière « opération » isréalienne a duré du 8 juillet au 26 août 2014 et a visé principalement la population civile... avec le prétexte de représailles à l'assassinat de trois jeunes colons juifs dans les Territoires occupés et comme objectif avoué de détruire les tunnels qui contournent le blocus imposé par Israël depuis 2007.

Les chiffres sont froids, anonymes, ils disent peu de l'impact humain du désastre commis en toute impunité par Israël : des quartiers entiers effacés, des rues dévastées, des maisons anéanties à Khozaa, Shujaiyya, Beit Hanoun, Khan Younes... 10 920 maisons ont été endommagées ou détruites, des hôpitaux et des écoles ont été bombardés, de même que des mosquées, des locaux d'ONG, des bateaux de pêche,... 6761 bâtiments ont été détruits durant l'été et 3565 gravement endommagés. Dans les zones agricoles 7473 cratères ont été identifiés...

2131 Palestiniens ont été tués lors de cette offensive d'Israël, 501 étaient des enfants, dont la majorité avait moins de 12 ans. Le nombre des personnes blessées a atteint 10 918... la liste est effrayante et pourtant ne dit rien des « dégâts invisibles », notamment l'impact psychologique sur les enfants.

Depuis le retrait des colonies en septembre 2005, ce petit territoire de 360 km² qui a la plus grande densité de peuplement au m² au monde, a subi régulièrement des attaques meurtrières.

Dès 2006, après que le Hamas ait été élu « démocratiquement » et que les fameux Etats donateurs, dont l'UE, aient suspendu l'aide directe au gouvernement palestinien, il y a eu l'opération « Pluies d'été » après l'enlèvement du soldat Gilad Shalit... puis le blocus est imposé en 2007 à l'enclave palestinienne décrétée « entité hostile », puis 2008/2009 l'opération « Plomb durci », suivie en 2012 par l'opération « Pilier de défense » et au cours de l'été 2014, l'opération « Bordure protectrice » , au terme de laquelle, malgré un accord de « cessez le feu », rien n'a changé, le blocus illégal et inhumain de Gaza est toujours là !

En Cisjordanie, Israël poursuit sa stratégie dévastatrice de colonisation avec l'occupation et l'accaparement de toujours plus de terres palestiniennes, les arrestations arbitraires, l'emprisonnement de parlementaires, la torture, les assassinats ciblés, les humiliations, la répression, le régime d'apartheid, les destructions de maisons et d'oliviers, le mur de la honte, le racisme, ...

Quel a été le positionnement de la France ? François Hollande a apporté un soutien inconditionnel à Israël en affirmant qu'il appartenait au gouvernement israélien « de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces »... et a condamné sans réserve les tirs de roquettes, offrant ainsi un véritable permis de tuer à l'occupant.

Alors que le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien montait en puissance cet été et que *« les peuples du monde se sont soulevés aux quatre coins du globe pour appeler à la fin de l'agression israélienne sur Gaza »*(1), en France, les pouvoirs publics, Valls et compagnie, ont tenté de réprimer ce mouvement : en interdisant les manifestations, en maintenant la circulaire inique (Alliot-Marie) qui criminalise l'appel au boycott des produits israéliens, en lançant des poursuites judiciaires contre des militants : Alain Pojolat est convoqué au TGI de Paris le 22 octobre prochain.

« *Malgré les interdictions de manifester (les seules en place au monde à ce moment-là), malgré la répression des forces de police et malgré les arrestations, des foules de plus en plus nombreuses prennent les rues, jour après jour. pour crier leur dégoût face aux actions de l'armée israélienne et leur colère devant le soutien complice de l'Etat français. »* (2).

La majorité des médias nationaux et internationaux ont joué un rôle qui a servi de filtre pour une campagne d'intimidation au service des dominants. Le parti pris d'un certain journalisme conforte le gouvernement israélien dans son entreprise de destruction du peuple palestinien, via le pillage de ses ressources et de son territoire. La plupart de ces medias passent bien entendu sous silence que les roquettes répondent aux exactions de l'occupant (blocus humiliant, bombardements ciblés, agressions des pêcheurs, interdiction de cultiver, etc).

Les 24 et 25 septembre, une session extraordinaire du Tribunal Russell pour la Palestine s'est tenue à Bruxelles pour examiner la récente opération Bordure protectrice conduite par Israël dans la bande de Gaza.

Une trentaine de juristes, journalistes et représentants du monde culturel, associatif et médical, y ont participé. Le Tribunal a pu réunir suffisamment de preuves, pour analyser la nature exacte des crimes commis, et les nommer : « incitations directes et publiques au génocide et crimes contre l'Humanité ».

Le Tribunal Russell sur la Palestine espère se faire la voix de la conscience et contribuer, dans une certaine mesure, à ce que les coupables répondent de ces actes terribles et inhumains. Le jury qui a entendu des témoignages alarmants au cours de cette session extraordinaire, « se voit contraint d'aviser la communauté internationale du risque que le crime de génocide soit commis ».

Ces conclusions interpellent également la Société civile mondiale pour :

● soutenir pleinement, développer et étendre le mouvement BDS, Boycott, Désinvestissement et Sanctions

● soutenir l'activisme visant à empêcher les entreprises et organisations israéliennes qui soutiennent ou profitent de l'occupation, d'accéder aux marchés internationaux

● se montrer solidaire avec les activistes dont l'action vise à fermer les entreprises complices de crimes contre les Palestiniens, telles que Elbit Systems au Royaume Uni

● faire activement pression sur les gouvernements afin qu'ils prennent immédiatement des mesures pour s'assurer qu'ils ne contribuent pas aux crimes commis par Israël et qu'ils agissent conformément aux principes et aux règles du droit international.

Le mouvement de solidarité au peuple palestinien doit donc s'engager davantage pour :

● un renforcement de la Campagne BDS (Boycott Désinvestissement, Sanctions). Qu'un embargo sur les livraisons d'armes et le gel de toute coopération militaire soit appliqué

● Soutenir la résistance palestinienne et refuser une mise en question du droit du peuple palestinien à résister par tous les moyens qu'il juge nécessaires. Il ne saurait y avoir d'égalité entre le terrorisme d'Etat d'Israël et la résistance palestinienne

● que les crimes commis par Israël ne restent pas impunis et que les responsables israéliens soient déférés devant la justice

● que des sanctions économiques soient exercées à l'encontre de l'État d'Israël et que la France agisse au sein de l'UE pour la suspension de l'accord d'association avec Israël pour le non respect de l'article 2 (respect mutuel des droits humains)

● que le gouvernement français reconnaisse officiellement l'État de Palestine.

Ce qui s'est passé à Gaza cet été peut se reproduire si le monde reste silencieux !

(1)et **(2)** Frank Barat – 29 sept 2014

http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/290914/pour-le-tribunal-russel-israel-coupable-de-crimes-contre-lhumanite

Nicole Ziani

AFPS Nîmes – *afpsnimes@laposte.net*

Comité BDS 30 – bdsf30@hotmail.fr

Campagne BDS France : http://www.bdsfrance.org/

Ce que m'a appris le Tribunal Russell sur la Palestine

Un mois après un cessez-le feu provisoire conclu entre Israël et les Palestiniens, déjà rompu 27 fois par Israël dans le silence international, on attend le prochain tir de roquette pour dénoncer sa rupture par le Hamas.

Le tribunal Russell s'est réuni les 24 et 25 septembre en une session extraordinaire pour délibérer sur l'opération « Bordure de Protection » menée contre Gaza.

Cette session a été extraordinaire à plus d'un titre. Si peu de temps après, elle a donné l'occasion à tous les participants – militants, jurés, témoins – d' un bilan très douloureux et inquiétant, pour le présent comme pour un avenir immédiat.

Il a permis de mesurer l'ampleur démesurée des coups portés qui laissent une population endeuillée, sonnée, à la merci d'Israël, pour les soins, les équipements, l'eau, l'électricité, la reconstruction, la prochaine agression…

Les dizaines de Gazaouis disparus, après avoir embarqué dans un bateau de réfugiés pour affronter la Méditerranée nous disent l'état de la désespérance.

Reprendre ce qui s'est passé, en détail, avec des mots justes et pesés, analyser ce que cela dit de la situation de ceux qui ont résisté comme des responsables de l'agression. Et cet état des lieux s'avère dans l'après coup une nécessité et presque un soulagement.

Dans le présent qui est le nôtre, fait de propagandes et de dissimulations, de renoncement au droit, de violence déguisée en sauvetage, d'agression présentée en légitime défense, de victimes en coupables, bien nommer les choses relève de l'urgence.

Les faits ont été examinés en relation avec les normes du droit international de façon à pouvoir être qualifiés. Le Tribunal a décidé de s'emparer pour examen de la question du génocide qui a été soulevée à de nombreuses reprises cet été, devant les déclarations de membres éminents des instances politiques, militaires, religieuses et universitaires d'Israël, et devant des actions d'une violence inouïe contre une population désarmée et sans recours. L'asymétrie des pertes a contribué aussi à cette évocation.

D'emblée le tribunal exprime sa grande prudence devant la qualification possible de génocide, en rappelant la définition juridique du génocide qui diffère de celle plus commune qualifiée de sociologique.

La différence tient à l'examen de raisons internes plus que des effets externes. Ainsi la preuve de l'intentionnalité de détruire un groupe ou partie d'un groupe doit pouvoir être apportée de façon indiscutable. Les groupes politiques sont exclus de la qualification, seuls les groupes ethniques, nationaux, raciaux, ou religieux peuvent ici être retenus. Le nombre important des victimes n'entre pas en ligne de compte.

Ainsi les 3 millions de victimes des khmers rouges n'ont pas suffi à qualifier l'action de génocide, et le nettoyage ethnique mis en place par les Serbes n'a pas été retenu comme constituant en soi une intention de détruire un groupe.

Dans l'incitation au génocide se pose aussi la question de la preuve à charge, les remarques racistes montrant l'intention, mais à décharge, comme l'assistance portée à certains membres du groupe, ou l'information communiquée d'une attaque imminente afin de permettre l'évacuation des lieux, et aussi le fait que l'objectif final supposé n'ait pas été atteint.

Cependant à une question posée par un membre du jury, le témoin, D[r]. Paul Behrens, expert sur les questions de génocide, acquiesce, oui le cumul d'actions répétées peut permettre de conclure à un génocide.

Suivront les témoignages sur l'armement utilisé, les incitations au génocide dans le discours public israélien, un témoignage sur l'assassinat par un sniper israélien, les exécutions extrajudiciaires, le ciblage des infrastructures sanitaires, des travailleurs de santé, des écoles des Nations Unies, des zones industrielles et usines, sur la destruction des infrastructures civiles, la centrale électrique et les installations de traitement des eaux usées, les cibles civiles, l'utilisation d'enfants comme boucliers humains, les crimes de guerre, les complicités…

De cette longue succession de témoignages détaillés, émergent des lignes de force qui n'apparaissaient pas (en tous cas pas à moi) dans le flot d'images et d'informations noyées de désinformation de cet été).

D'abord surgit plus nette l'humanité des personnes atteintes, dans la chair et dans l'âme, les familles confinées, à qui l'ont dit de sortir et que l'on tue ensuite, l'Imam forcé de se déshabiller entièrement devant ses ouailles, et de traverser le village nu, jusqu'à la mosquée, et sommé toujours tenu à bout portant d'appeler depuis le minaret les jeunes hommes à sortir en leur garantissant personnellement qu'ils ne risquent rien. Cinquante et un jeunes sortent et sont embarqués immédiatement, une dizaine relâchés quelques jours plus tard ; des autres , aucune nouvelle.

Ce sont les nombreuses disparitions sous les ruines, et ce père de famille qui devant la douleur de son épouse a fait semblant de reconnaître le corps d'un enfant comme le sien, pour pouvoir lui rendre le corps de son enfant, c'est le groupe d' hommes à qui l'on demande de dire qui parle hébreu, et ceux là seront exécutés, c'est le soldat qui a témoigné de l'exécution par un sniper d'un homme qu'il tenait en joue et qui demandait à son officier de confirmer l'ordre, l'officier lui dit d'attendre, ferme sa radio, et lui dit « vas y » , un tir, l'homme est blessé, même conversation et même procédure pour l'achever : – j'y vais ? Attends, on débranche la radio, vas y ! l'homme est achevé par 2 tirs.
C'est la violence et la diversité des domaines dans lesquels elle s'est exercée, de façon totalement disproportionnée.

Il serait trop long ici de reprendre tout ce que nous avons appris sur les tactiques et procédures de l'armée : prendre des maisons en chassant, enfermant ou tuant leurs habitants ; ces maisons serviront de bases militaires pendant l'opération, à partir de chacune sera fixée une ligne rouge, c'est le nom du protocole, définissant un périmètre plus ou moins vaste laissé à l'appréciation de l'officier sur place, à 100m, 200m, 600 m, de la maison…

Tout être vivant, humain ou animal, entrant dans ce périmètre dit de protection déclenche un tir d'élimination. 600 m, c'est très loin de la maison, après la fin des bombardements de la zone, quand ce père de famille de Shujaya sort pour voir les dégâts, juste regarder dehors, il est abattu immédiatement. Puis il y a les circulaires Dahiah et Hanibal.

La première définit un protocole de bombardements, expérimenté dans la banlieue sud de Beyrouth, très intenses et serrés, rasant toute une zone, destinés à terroriser et tétaniser la population par sa violence. La seconde indique qu'on ne doit à aucun prix laisser capturer de soldats israéliens vivants quitte à ce qu'ils soient éliminés lors des affrontements pour tenter de les récupérer, avec le corollaire que toute violence peut être exercée sans limite dans la zone de l'enlèvement, dont des bombardements intensifs servant aussi de représailles. En termes de droit international, il s'agit de châtiments collectifs et de crimes de guerre. Shajaya et Khuzah en ont fait l'expérience.

Pire encore, suivent les témoignages de médecins, ambulanciers, personnels soignants, et l'indication précise des faits, de leur déroulement, de leur répétition. Ils conduisent clairement à une conclusion d'une cruelle acuité : tout à été fait pour empêcher d'apporter des secours et des soins aux victimes. Je répète, parce que j'ai du mal à l'entendre : les hôpitaux, les cliniques, les ambulances, les soignants ont tous été ciblés dans la volonté explicite de détruire la possibilité d'apporter de l'aide et des soins. Les deux médecins témoins confirment qu'il n'y avait aucun armement dans les hôpitaux.

C'est le discours public israélien raciste et éliminateur qui a précédé et accompagné l'agression, impulsant et favorisant un véritable déchaînement sur la bande de Gaza.

Le témoin, journaliste de Haaretz, énonce des citations, publiées dans la presse israélienne, de grands rabbins, de personnalités politiques au plus haut niveau, premier ministre, député, de généraux conduisant les opérations, de professeurs d'université, tenant des propos dignes de l'époque nazie. Le témoin rapporte aussi, information utile, que 40 %

des officiers supérieurs de l'armée israélienne d'aujourd'hui sont des colons nationalistes religieux messianiques.

Ainsi la lettre critiquée de Ofer Winter, le général de la brigade Givati, à ses soldats avant l'attaque leur indique qu'ils mènent une guerre sainte contre les blasphémateurs : « Dieu nous a choisis pour conduire l'attaque contre l'ennemi terroriste de Gaza qui insulte blasphème et maudit le Dieu des forces de défense d'Israël. »

Un adolescent capturé raconte sur une vidéo comment il a servi de bouclier humain plusieurs jours durant à des soldats qui le menaçaient et le battaient. Des écoles ont été détruites en toute connaissance de cause avec les enfants à l'intérieur. On nous confirme que seules deux écoles vides ont servi à stocker du matériel militaire, mais qu'aucune école servant de refuge n'a jamais recelé d'armes. Les journalistes, les experts militaires, juristes, les médecins, palestiniens, étrangers, israéliens, qui se succèdent racontent avec précision des événements datés, localisés, documentés, et décrivent un monde d'épouvante et de solitude.

La salle écoute, et silencieusement médite le sens qui prend forme dans ce chaos.

Leurs récits restituent l'humanité des corps déchirés, fils de, fille de, le souffle des vies terrorisées dans les décombres des bâtiments. Ce que le Tribunal nous a donné c'est cette possibilité de nous rapprocher de ce qui s'est passé pour ces milliers de familles détruites par la mort, la mutilation, la perte de leur foyer, de leur quartier, de leur ville, l'errance hébétée de sans abris, une grand mère qui dort sur le sol de ce qui fut une rue et avoue ramasser des herbes qu'elle tente de cuisiner sur un gaz pour se nourrir… L'hiver approche.

Les infrastructures essentielles ont aussi été visées, la seule centrale électrique de Gaza – 18h sans électricité par jour hôpitaux inclus -, l'usine d'assainissement de l'eau – pas d'eau pour des milliers de familles -, des dizaines d' entreprises et usines ciblées et détruites : Il y a eu volonté de frapper partout en même temps pour priver toute la population de tout recours.

Cette appréhension globale et précise de l'offensive sur Gaza aura été le grand apport du TRP dans cette session exceptionnelle. Le sens qui s'élabore à partir de cette compréhension se lit dans les conclusions du Jury.

Il y a eu non pas génocide, bien que la violence exceptionnelle appliquée à Gaza et un nombre conséquent d'éléments liés à ceux de la définition juridique du terme obligeait à l'envisager, mais incitation au génocide confirmée par un faisceau de preuves et d'indications.

Or le TRP ajoute qu'on en est à la 4e attaque depuis le début du blocus, avec une violence appliquée en exponentielle. Une autre attaque n'est pas exclue à court terme, « knowledge is responsability » dira un juré.

Après avoir établi les responsabilités, notamment celles de l'UE, le TRP prononce clairement ce qui résonne pour nous tous comme un verdict sans appel, un avertissement solennel : Cela va se reproduire et cela va être pire. Et si l'UE ne prend pas les mesures urgentes et nécessaires pour enrayer ce processus, ce sera un génocide. Et elle en portera la responsabilité sans circonstances atténuantes.

27 septembre 2014.

Michèle Sibony
(bureau national de UJFP, présente pour l'UJFP à la cession sur Gaza du tribunal Russel à Bruxelles)

UJFP

Échos de Palestine

Lorsque j'ai décidé de me rendre au théâtre à Pablo Néruda pour assister à " Echos de Palestine ", présenté par " La compagnie de la feuille d'or " joué par deux comédiennes et un comédien, qui prêtent leurs voix à des textes écrits par de jeunes auteurs palestiniens, je ne savais pas que j'allais assister à une soirée d'une délicieuse fraîcheur !

En effet, dans ces œuvres qui ressemblent à des brèves jetées dans le vent, pour nous revenir, en boomerang, suffocantes de vérité et que l'on prend dans la figure : amusantes, légères, étonnantes, lourdes, cruelles parfois, mortifères ; sans haine pour l'ennemi qui est là toujours présent...jamais nommé.

Ils sont trois sur la scène et ils nous entraînent, tels des elfes bienfaisants, dans un monde pour nous inconnu, en nous incrustant leur terrible vérité.
Ils sont tour à tour lui, le garçon, enfant de 13 ans, Alex dit-il, et là, il nous signale qu'Alex signifie savant (alors dit-il, qu'il ne sait ni lire ni écrire !!!). Il est très pauvre, orphelin, élevé par sa grand-mère, et il doit gagner sa vie, pour cela il vend des porte-cartes verts et bleus. Les couleurs sont très importantes car, avec les bleus les Palestiniens peuvent circuler librement tandis qu'avec les cartes vertes ils sont très limités dans leurs déplacements. Aujourd'hui il en a vendu 3, ce n'est pas grand' chose, mais il aura droit, par sa grand'mère, à un bon casse-croute !

Puis c'est cette petite jeune fille qui a, enfin, obtenu l'autorisation d'aller voir son aïeule, qui habite dans un quartier pauvre de Jérusalem. Elle ne dispose que de quelques heures, et il y a un long trajet, en bus, pour arriver en ville. Elle demande son chemin à différentes personnes, qui la renseignent mal. elle n'arrivera jamais à destination, car il faut qu'elle soit rentrée avant la nuit !!! on se demande si, elle pourra revoir grand'mère ? Qui sait ?

Le plus dur à raconter, est là, maintenant, 2 gamins jaillissent en hurlant sur la scène, un, provocant les soldats, leur jetant des pierres et l'autre qui essaye de le calmer l'incitant à la prudence et c'est celui là qui tombe... Mort victime d'une balle. J'ai la gorge sèche ...Combien de fois cela a-t-il dû se produire ?

La salle croule sous les applaudissements, on applaudit ces 2 jeunes filles et ce jeune homme, qui durant plus d'une heure nous ont retransmis " les échos de Palestine ".

Une discussion-débat s'engage avec Amir Hassan, poète palestinien de Gaza (il est diplômé en français de l'Université d'Al Aqsa de Gaza, il est l'auteur de 2 livres de poèmes en arabe. Il écrit également depuis 2011 des poèmes et des nouvelles en français. il vient de recevoir le prix Hassanya pour un de ses poèmes). Il jette un petit froid dans la salle lorsqu'il déclare que, lui, il en a marre de la charité, que de la charité il n'en veut plus ; ce qu'il veut c'est que l'on donne, enfin, aux Palestiniens le droit de vivre comme tout le monde : d'être, enfin, des gens qui se lèvent tous les jours, qui peuvent aller là où ils ont envie d'être, marre des laissez-passer, marre du manque d'eau, marre du manque d'électricité, marre d'être considérés comme des prisonniers !

Bon, c'est ce que moi, j'ai entendu, mais je pense qu'en vérité il est encore plus violent que cela, la réflexion sur la charité il l'a clairement faite …

J'écoute aussi, Yanne Dimay auteure, créatrice " des ateliers d'écriture en Palestine ", elle nous raconte, avec humour, son travail avec les jeunes auteurs qui ont choisi d'apprendre le français, car, la langue, autre que l'arabe est l'anglais (souvenir de la colonisation britannique). En créant " Écriture en liberté " et en les proposant dans les universités, d'Ébron, de Ramallah, Naplouse ou Gaza elle a fait de l'écriture en français une terre d'accueil.

Les lauréats des 3 meilleures nouvelles sont récompensés chaque année par un voyage d'une semaine à Paris.

Depuis 2009, les textes de l'ensemble des participants aux ateliers sont lus à l'Institut du Monde Arabe à Paris par les comédiens de la Compagnie de la Feuille d'Or et mis en espace par Dany Toubiana, qui est elle, la fondatrice et directrice artistique et pédagogique de la Compagnie en question..

Elle se partage aujourd'hui entre l'écriture, la mise en scène et l'enseignement. Elle a comme assistante Laura Lalande, qui assure, aussi, la production ainsi que la diffusion des spectacles..

Huguette Ducros (Solidaires Retraité-e-s 30)

Union syndicale Solidaires 30

Dossier antifa

Solidaires 30 en action contre la *Peste brune*

Dans un département où le vote FN atteint des records, qu'un des deux députés, Gilbert Collard apparenté FN à l'Assemblée a été élu à Saint-Gilles, que la Mairie de Beaucaire est désormais dirigée par le Frontiste Julien Sanchez, il nous a semblé important d'affirmer notre identité antifasciste en tant qu'organisation syndicale.

En juin dernier, nous validions à cet effet, en Assemblée annuelle de Solidaires Gard, l'idée à l'automne 2014 d'une semaine d'action "Solidaires 30 contre l'extrême droite" qui s'est articulée autour de plusieurs initiatives.

"Syndicalistes uni-e-s contre l'extrême droite"

Profitant de la présence de nos camarades de VISA (Vigilances Initiatives Syndicales Antifascistes), nous avons jugé bon d'organiser, en plus d'une Formation interne destinée aux adhèrent-e-s de Solidaires 30, une réunion publique unitaire (CGT-Solidaires-FSU), le jeudi 9 octobre à Nîmes, afin de donner un écho plus large à notre volonté de faire émerger au niveau syndical, et dans un cadre unitaire, une riposte antifasciste.

Riposte antifasciste d'autant plus nécessaire, que nous le savons tous et toutes, l'extrême droite, cette "Peste brune" comme la dénommait le militant libertaire Daniel Guérin à l'aube des années 30, au niveau de l'opinion publique, parmi les travailleurs et les travailleuses, au sein de la jeunesse, ne cesse d'étendre sa toile et son influence.

C'est face à ce danger, que CGT-Solidaires-FSU au niveau national, avaient organisé une journée de réflexion le 29 janvier dernier à Montreuil, notre réunion publique à Nîmes étant donc le pendant local de cette initiative nationale.

Meeting riche puisqu'il a vu intervenir de concert les représentants des trois UD gardoises mettant en avant leur volonté commune de faire au-delà du meeting un travail de fond et sur le long terme sur cette question. Un travail d'autant plus indispensable que certaines équipes syndicales peuvent, hélas, être aussi contaminées par le venin de l'extrême droite.

La CGT-TCN (Transport de la Commune de Nîmes) a

vu par exemple, au printemps dernier, deux de ses délégués condamnés par la justice pour "provocation à la haine raciale".

Le secrétaire de FO Pénitentiaire Gard a été obligé de quitter son mandat syndical pour avoir été une des têtes de liste FN lors des dernières élections européennes.

Au sein même de Solidaires 30, nous avions eu écho de camarades refusant de diffuser auprès de leurs adhèrent-e-s de boîte le bulletin interpro Solidaires 30 sous prétexte qu'il y figurait un article de soutien aux Roms de Caissargues et que "cela ne passerait pas". Préoccupant.

Petite déception, néanmoins, au niveau de la participation à ce meeting unitaire puisqu'était présente une petite cinquantaine de personnes. Il faut dire aussi que le département était déjà placé hier en alerte orange et que nombre de militant-e-s vivant dans les villages ou autres villes du Gard avaient été dissuadé-e-s (avec raison) de venir.

Après une introduction du débat faite par Charlotte (SUD éduc 30), a été laissé le micro à Edouard (SUD Santé-sociaux 30) qui est revenu sur l'action la veille sur l'Hôpital Careiron avec une grève suivie par 300 salarié-e-s et la séquestration du Directeur pour qu'il signe un papier mettant entre parenthèses le plan de restriction des moyens. Af-

faire à suivre avec de nouvelles négociations à venir avec l'intersyndicale SUD-CGT-FO-USP.

Séb et Hervé de VISA ont présenté, ensuite, la vocation de leur association, son combat. Hervé a notamment pris le temps de décrypter certains mensonges du FN sur différentes problématiques (question sociale, droits des femmes, question fiscale, le dossier des retraites).

Le débat qui s'en est suivi a tourné autour entre autre de la situation à Beaucaire. Sylvie, secrétaire de la CGT éduc 30, poursuivie en justice par le Maire Sanchez a évoqué la question de la mobilisation des enseignant-e-s "racailles" du Lycée Langevin. Une autre personne, directeur d'école, a évoqué son action à Orange contre la gestion de Bompard (ex FN et Maire Ligue du Sud).

La Formation VISA tombe à l'eau…

Le lendemain, vendredi 10 octobre, était prévue une journée de formation VISA. Formation qui a été annulée pour alerte rouge. 40 adhérente-s de Solidaires 30 mais aussi des départements avoisinants s'y étaient inscrit-e-s. La Formation sera re-proposée, probablement courant 2015, et cette fois dans un cadre unitaire puisque la CGT 30 souhaite la co-organiser avec nous. Ce qui est une très bonne chose en soi.

Enfin, jeudi 16 octobre, dans le vieux Nîmes, un rassemblement-diffusion du quatre pages de la Commission antifasciste de Solidaires, "L'extrême droite est un danger mortel" a eu lieu. L'occasion de diffuser massivement notre argumentaire contre les idées du FN et aussi de discuter avec les passant-e-s.

La réception de notre prose était partagée. Certain-e-s la refusaient avec de cinglants : "Je suis convaincu. Je suis d'extrême droite", "Ça m'intéresse pas je vote FN". On a un droit aussi à une "quenelle" de la part d'un jeune, preuve du mal profond perpétré par le duo Dieudonné - Soral.

D'autres passant-e-s au contraire nous encourageaient: "Enfin une organisation qui fait ce travail de dénonciation du FN", "Bravo, je suis de tout cœur avec vous". D'autres enfin refusaient le tract (peu en fait), d'autres l'acceptaient dans l'indifférence.
Une chose est sûre : diffuser des tracts sur la place publique et non auprès seulement de nos collègues ou dans une manif auprès d'un public de convaincu, c'est nous confronter au réel. Et on se doit d'être connecté-e-s à ce réel même si celui-ci peut nous laisser parfois un goût un peu (beaucoup) amer.

Un travail de longue haleine et de fourmi nous attend dans un contexte social et politique défavorable à nos valeurs. Il n'empêche : nous poursuivrons sans relâche notre combat. No pasaran !

Et à une journaliste d'*Objectif Gard* qui nous demandait: "N'est-ce pas improductif de faire campagne contre l'extrême droite avant les élections professionnelles de la Fonction Publique de décembre?", nous lui répondons . Non ! Quite à perdre quelques voix, à l'occasion de ces élections, nous ne tairons jamais ce que nous sommes. Ce que nous défendons à savoir : un syndicalisme de rupture. Un syndicalisme autogestionnaire porteur d'un projet de société. Un syndicalisme indépendant du patronat et de tous les partis politiques. Un syndicalisme résolument et viscéralement antifasciste.

Jérémie Berthuin

« Renvoyer l'extrême droite dans les poubelles de l'Histoire »

Ci-dessous, l'intervention de Solidaires 30 au meeting « Syndicalistes uni-e-s contre l'extrême droite », le jeudi 9 octobre à l'Auditorium Pablo Neruda à Nîmes.

Le 5 juin 2013, des militants d'extrême-droite ont frappé à mort Clément Méric, 19 ans, syndicaliste à *Solidaires étudiants* et militant antifasciste de l'AFA. Cet acte, odieux en lui-même, dépasse le drame individuel. Agressions homophobes, agressions contre les immigré-es et les personnes issu-es de l'immigration, contre les musulman-es, actes antisémites, violences envers des militant-es antifascistes et des organisations progressistes…

Tout cela se multiplie en France comme à travers toute l'Europe. Le mensonge, la haine, la violence, la mort... Voilà ce que porte l'extrême-droite, de tout temps et en tous lieux.

L'exclusion, le rejet de l'autre, la fermeture des frontières, la désignation de boucs émissaires, la dénon-

ciation de l'immigration comme responsable de tous les maux sont des attitudes qui, l'histoire en témoigne, conduisent au pire.

En Europe, les politiques d'austérité généralisées se poursuivent, et leur lot de conséquences dramatiques sur les populations.

À l'image de la France, les alternances politiques ne changent quasiment rien sur les logiques de fond. Les gouvernements successifs poursuivant, les mêmes choix économiques, à coup de déréglementation, de réduction à marche forcée des déficits publics, d'absence de volonté réelle d'engager la nécessaire transition écologique.

La responsabilité des politiques gouvernementales

Et lorsqu'un candidat à l'élection présidentielle fait campagne sur le changement et la nécessité d'affronter la finance, et que son action depuis son arrivée au pouvoir tourne le dos à ces engagements, cela ne peut nourrir qu'une certaine méfiance vis-à-vis du « politique ».

Les inégalités et les précarités gagnent du terrain. Les zones de relégation sociale se multiplient, que ce soit dans les quartiers populaires aux portes des grandes villes ou dans des zones rurales ou semi-rurales : les populations s'y sentent abandonnées.

Tous ces éléments nourrissent une crise démocratique forte : la classe politique est discréditée, elle n'est pas représentative de la population, et semble vivre dans un autre monde : celui des salons feutrés des Ministères.

Le Président de la République renonce à affronter les pouvoirs de la finance et préfère répondre aux exigences du patronat plutôt qu'aux revendications du monde du travail.

La preuve : le « Pacte de responsabilité », véritable cadeau au patronat, qui ne peut réjouir que Pierre Gattaz, le dirigeant du Medef. La preuve encore : la prochaine réforme du financement de la Sécurité sociale. Sans parler de l'annonce faite, ces derniers jours à Londres devant le patronat britannique par Valls, de s'attaquer au système des allocations chômages.

Les choix ainsi faits ne vont pas permettre une sortie de crise, bien au contraire. Les choix ainsi faits risquent d'aggraver la misère, le chômage, les précarités et les inégalités. Les choix ainsi faits nourriront un peu plus encore la peur de l'avenir ressentie par beaucoup de salarié-es.

Le FN aujourd'hui tente de manipuler cette désespérance sociale et le fort sentiment d'exaspération qui existe au sein de la population.

Marine Le Pen veut récupérer cette colère à son profit. Elle a un objectif : la conquête du pouvoir. Pour cela, elle a adopté une tactique de soi-disant « dédiabolisation » du FN pour, à la fois, élargir son électorat en visant les classes populaires et pouvoir récupérer une partie des voix de la droite.

Elle n'hésite pas, à cette fin, à tenir un discours « attrape-tout », surfant sur toutes les colères de la période et laissant coexister au sein de son parti des tenants de la vieille garde réactionnaire, antisémite (incarnée par son père, Jean Marie Le Pen) et des tenants d'un discours qui se veut plus « moderne », plus « social » mais dont le fil rouge demeure le même.

Celui du racisme anti-immigré, anti-rom, anti-noir et anti-musulman…

Un discours du FN, on ne peut le nier, qui est aussi légitimé par la politique gouvernementale, qui au travers de sa logique de poursuite de chasse aux clandestins et aux Roms, contribue à stigmatiser l'immigration et à normaliser les thèses de l'extrême droite.

Car n'en doutons pas, mes cher-e-s camarades, un charter qui expulse un sans papier ou un bulldozer qui détruit un camp de Roms, qu'il soit peint de bleu ou de rose, reste un charter et un bulldozer.

Pour nous à *Solidaires*, le Front national n'est pas un parti comme un autre. Il reste un parti d'extrême droite, raciste et nationaliste. La base de sa politique reste la préférence nationale et la division entre les salarié-es.

Marine Le Pen se présente comme la « candidate anti-système ». La candidate qui défend le peuple, les « laissés-pour-compte » de la crise.

« Le projet politique du FN ne remet pas en cause le capitalisme »

En vérité, le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme, ni la course au profit, ni la concentration des richesses dans les mains d'une minorité.

Pour s'en convaincre : il n'y a qu'à se rappeler à ce propos, le discours constant des dirigeants du FN contre les grèves interprofessionnelles que ce soit en 1995 ou en 2003 voire en 2010.

Un FN qui, à ces occasions, aboyait au même titre que la droite et le patronat, contre les soi-disant « privilèges des fonctionnaires » ou encore contre « la prise en otage » des usagers des transports.

Autre supercherie : le FN n'hésite pas à récupérer et manipuler la question des droits des femmes ! Marine Le Pen a été obligée d'intégrer dans son discours le fait que les femmes ont obtenu certains acquis.

Le FN se prétend même être le défenseur des femmes, en instrumentalisant la laïcité pour mieux agiter le fantasme du péril musulman ou celui de l'immigration.
Dans les rangs du FN, cohabitent aujourd'hui des « modernistes » avec les tenants d'une vision réactionnaire de la place des femmes, qui auraient avant tout vocation à être mères.

On y retrouve aussi les militant-e-s « pro-life » qui manifestent contre les centres IVG, les partisans du salaire maternel et ceux qui militent contre la déconstruction des stéréotypes à l'école. La députée FN, Marion Maréchal Le Pen, milite pour le déremboursement de l'IVG afin dit-elle de « mieux responsabiliser les femmes » !

Ce qui fait le lien, au sein du FN, entre ces « modernes » et ces « anciens », c'est cette obsession identitaire et xénophobe : c'est avant tout la défense de la culture occidentale, blanche et chrétienne qui aurait soi-disant permis la laïcité et l'égalité entre les femmes et les hommes, oubliant que les acquis des femmes sont le fruit des seules luttes féministes que le FN a toujours combattues !

Enfin, si Marine Le Pen a évité d'afficher trop de proximité avec les « anti-mariages pour tous », bon nombre de ses adhérents-es et militant-e-s étaient présents dans les manifestations qui s'opposaient à l'égalité des droits entre hétérosexuel-le-s et homosexuel-le-s.

Face à la montée de l'extrême droite et de ses idées, le syndicalisme se doit d'être à l'offensive. Il doit démystifier les discours et projets de l'extrême droite et montrer en quoi c'est un poison mortel pour la jeunesse, les travailleurs/travailleuses, pour les chômeurs et chômeuses, les retraité-es…

Le duo Dieudonné-Soral ou l'art de la confusion

L'Union syndicale *Solidaires* réaffirme ici son engagement total de mener, à bien et résolument, ce combat antifasciste, contre l'extrême droite et ses idées. Cette réunion publique unitaire CGT-Solidaires-FSU, dans notre département, est une étape importante.

Elle montre notre détermination commune à mener cette bataille d'idées, à ne pas laisser récupérer et instrumentaliser la colère sociale qui existe dans notre pays. Nous devons dire ensemble que les idées du FN et des réseaux d'extrême droite, ont en commun la haine et une vision raciste de la société…

Ces idées n'ont pas de place dans nos rangs tout comme les idées proférées par des individus comme Dieudonné qui entretient à dessein la confusion entre la légitime défense des droits des palestiniens et un antisémitisme intolérable.

Un Dieudonné, encore, qui développe auprès des jeunes un discours anti-système alors même qu'il joue parfaitement de ce système pour ses intérêts financiers bien compris !

Sa grande proximité avec Jean Marie Le Pen, avec le fasciste Alain Soral, ou différents groupuscules d'extrême-droite, comme le JNR de Serge Ayub dit Batskin, le disqualifie vis-à-vis de tous ceux et celles qui luttent contre toutes les formes de racisme et notamment le racisme anti-musulman.

Construire des résistances et des luttes sociales victorieuses

Nous devons ensemble mener le débat avec les salarié-es qui peuvent se laisser tenter par tous ces discours.

C'est en étant présents sur le terrain. C'est en faisant vivre au quotidien la solidarité. C'est en développant les actions collectives pour faire respecter les droits de toutes et tous. C'est en imposant des droits nouveaux, en défendant le droit à l'emploi. C'est en faisant reculer les discriminations sur les lieux de travail.

C'est en développant des services publics qui répondent aux besoins de toute la population. C'est en imposant un autre partage des richesses… C'est de cette façon, et uniquement de cette façon, que nous ferons reculer l'extrême-droite. C'est en ce sens que le syndicalisme a une responsabilité importante dans ce combat.

Face aux inégalités. Face aux injustices. Face à l'exploitation et aux discriminations. Face au désastre écologique... Nous devons construire des résistances et des rapports de forces dans les entreprises, les services publics comme au niveau interprofessionnel.

Nous avons besoin de luttes sociales victorieuses comme de montrer que des alternatives sont possibles ! C'est ainsi que le syndicalisme redeviendra une force porteuse de transformation sociale et renverra l'extrême droite et ses idées nauséabondes dans les poubelles de l'histoire !

Union syndicale Solidaires 30

Culture

Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918

1er août 1914, dans toutes les communes de France est annoncée, claironnée, affichée la mobilisation générale, prélude à la première guerre mondiale contre l'Allemagne. Louis Barthas rejoint quelques jours après, à Narbonne, le 125ème régiment territorial où il est affecté.

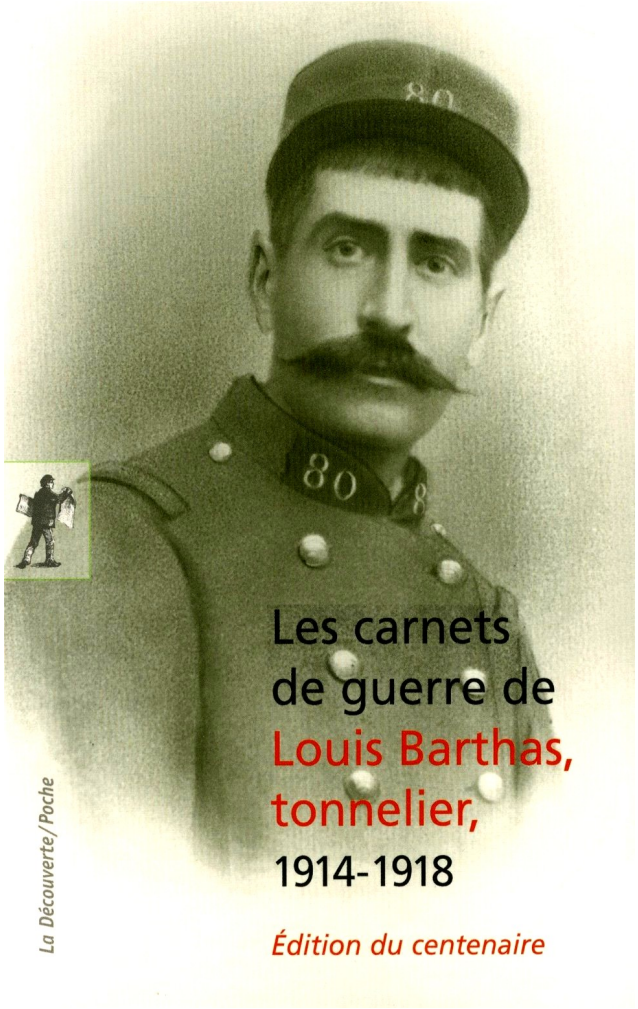
Il a 35 ans, il est marié et père de 2 garçons (8 ans et 6 ans en 1914). D'abord ouvrier agricole, puis tonnelier à Peyriac-Minervois (Aude), il possède quelques arpents de vigne. Il a clos ses études à la fin de l'école primaire, avec une belle place de 1er du canton au certificat d'études primaires, et le prix du Conseil Général. Travailleur manuel, il lit beaucoup (Victor Hugo, Émile Zola, Anatole France, Karl Marx, Jules Guesde...).

Il participe à la création du syndicat des ouvriers agricoles, adhère au Parti socialiste, milite avec le docteur Ferroul à Narbonne, avec Jean Jaurès, député du Tarn. De tradition chrétienne mais non pratiquant, il s'indigne de l'opposition de l'Église au syndicalisme et au socialisme et devient anticlérical.

Carnets de guerre

Il fera toute la guerre comme caporal dans l'infanterie (avec une interruption de près de 3 mois où il est cassé de son grade pour des raisons politiques), et dès les premiers jours, il tient des carnets. Pendant les 4 ans qu'il reste sur le front, il raconte ce qu'il vit au jour le jour, dans les tranchées, d'un cantonnement à l'autre, la terrible réalité de cette guerre, il note scrupuleusement ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'il découvre, ses réflexions. Il a vécu au plus près le charnier de Lorette, l'enfer de Verdun, l'hécatombe du Chemin des Dames, la boue sanglante de l'offensive de la Somme... Il écrit à chaud, sur des feuilles disparates, cousues, sauvées des tranchées, de la pluie, du sang, de la boue, des rats. Ces notes, il les recopiera soigneusement au propre, dans 19 cahiers d'écolier, dès son retour chez lui, le 14 février 1919.

Précieusement gardés par son fils, ces carnets de guerre seront publiés en 1978 (Librairie François Maspero), après la mort de Louis Barthas (1952), grâce à l'historien, universitaire, Rémy Cazals et la Fédération audoise des œuvres laïques (FAOL), et



en édition de poche en 1997, à La Découverte, avec une édition du centenaire en 2014.

Et c'est un très grand livre pour comprendre ces 4 années terribles qui ont bouleversé le vieux monde, un témoignage capital contre la bêtise et la barbarie, une véritable mine de renseignements pour les historiens, un véritable manifeste d'humanité, de pacifisme, d'antimilitarisme.

La guerre qu'il voit c'est celle d'un combattant de première ligne : les marches de nuit qui n'en finissent pas, les attentes effrayantes dans la boue, sous la pluie, les relèves qui se sont perdues, les cantonnements minables, parfois sans abri. Et les tranchées, les boyaux qu'il faut creuser d'abord , travaux forcés, sans dormir, les pieds bleuis par le froid, enflés à ne pouvoir ôter les godillots boueux, endurcis.

Le quotidien des poilus dans les tranchées, Barthas le raconte avec humilité, réalisme et avec une telle force qu'il nous le rend proche, sensible.

C'est la soif quand le bidon est vide près du ruisseau qui roule dans ses eaux des cadavres allemands et français.

C'est la faim, les cuisines roulantes qui n'arrivent pas toujours parce que les chemins à suivre sont dangereux ; les rations fondues, mélangées dans les musettes. Les dérangements intestinaux provoquant « une diarrhée, plutôt purgative et bienveillante mais fort inopportune »…

C'est la pluie cinglante dont on se protège mal, avec une capote allemande maculée de sang qu'ils ont déterrée et posée sur deux fusils en travers de la tranchée et qui bientôt dégouline sur eux en gouttes brunâtres.

Ce sont les poux, partout, dans le moindre pli, le long des coutures ; les mouches vampires ; les rats qui viennent la nuit cambrioler les musettes et promener leur museau et leurs pattes sur les corps allongés.

Mais la tranchée, ce sont aussi les hommes de Barthas, son « **escouade** », « une petite famille, un foyer d'affection » où règnent solidarité, dévouement, intimité, complicité, « d'où l'officier et le simple sergent lui-même sont exclus ».Dans cette escouade minervoise, ces hommes sont des « pays », Peyriac, Narbonne, Citou,…, issus de classes populaires, parlant occitan, connaissant leur histoire, eux qui viennent de la région de Narbonne la rouge. Barthas raconte un moment exceptionnel, qui réchauffe le cœur, qui aide à tenir le coup : un Peyriacois, « maître Vatel » Louis Richardis, cuisinier pour les officiers, invite un soir ses *pays* à un plantureux souper dans la cabane qui abrite les cuisines roulantes. « Quel bonheur de se retrouver autour d' une vraie table, dans de tels lieux, en de tels moments entre amis, camarades, compatriotes [...] La conversation ne roulait que sur notre village, sur les petits événements journaliers, les ragots, les cancans, …, les morts dont les noms allongeaient la liste funèbre de ceux qui, comme disaient les journaux, faisaient volontairement le sacrifice de leur vie ».

En citant leur nom chaque fois qu'il le peut, leur métier, leur village, Barthas conserve leur mémoire, écrit pour qu'on se souvienne d'eux.

Ces tranchées, ils y vivent les attaques face aux mitrailleuses allemandes, les bombardements d'obus, pluies de feu et d'acier, les alertes aux gaz, les copains qu'on essaie de dégager de la boue, des barbelés, les copains qu'on voit mourir sous ses yeux, ceux qui deviennent fous... Et la peur, la peur de souffrir, de ne pas revenir au pays... La peur, toujours. Et le désespoir de ne pas revoir les siens, de ne pas voir grandir ses enfants.

Parmi les nombreux combats auxquels il a participé, la défense de la cote 304 à Verdun - gagnée, perdue, regagnée, ... - est un enjeu important pour les stratèges, dérisoire quand on sait quelle hécatombe ce fut. Barthas raconte leur arrivée dans une tranchée qu'ils doivent réorganiser, vision apocalyptique, « des essaims de mouche où la terre avait bu du sang..., on ne voyait pas de cadavres mais on devinait leur présence, … des débris de toutes sortes, des lettres tendres et de chers souvenirs précieusement gardés que le vent dispersait ».

Barthas est la voix de ses camarades

Barthas écrit pour témoigner, pour raconter le « calvaire » que tous ces poilus vivent, pour exprimer ce que ses camarades ne savent pas dire, ce qu'ils n'expriment qu'entre eux. Curieux, attentif à tout, formé par son engagement politique qui lui a

donné des armes pour réfléchir, animé d'une grande empathie pour la souffrance de ses proches, il est révolté par l'absurdité de certains commandements, par la parodie de justice des conseils de guerre, par l'ambition, la cruauté, la brutalité, l'autoritarisme de certains « suppôts du militarisme », ou la couardise d'officiers embusqués…

Il rencontre de nombreux majors, médecins incapables et cruels, comme le « boucher » major *morticole* Torrès qui traite de cadavres les blessés qu'il devrait soigner, et « son digne successeur » Colombiès...Le capitaine Cros, à qui il réserve un sort particulier, de Peyriac comme lui, mais adversaire politique. Promu capitaine-adjudant-major, il multiplie les corvées inutiles, les manœuvres dangereuses pour ses hommes, les vexations sadiques, les boniments d'un patriotisme exacerbé qui lui ont valu le surnom de « Kronprinz ».

C'est lui qui avait « dégradé » notre caporal *(« avait négligé de coudre ses galons sur sa veste »*!) et qui avait ensuite arrêté ses demandes d'audience au colonel. Du coup, sans ses galons, Louis Barthas se sent « délivré d'un remords, libéré d'une chaîne ». Et s'il demande plusieurs fois une entrevue au colonel, c'est parce qu'il est indigné par le rapport de Cros qui l'accuse de *« donner le mauvais exemple »* et que ses camarades, solidaires, insistent pour qu'il donne une leçon au capitaine – ce qui fut fait et fêté.

Aussi ne l'épargne-t-il pas lorsqu'il le signale, lui « le Kronprinz », terré à quelques dizaines de mètres, en arrière, dans son abri d'officier, pendant l'horrible massacre de la cote 304 où il a laissé le commandement du bataillon à son capitaine.

Barthas évoque aussi, au fil des jours, le grand massacreur, le général Nivelle, le jusqu'au boutisme criminel du général Joffre, la remise de la grand-croix de la Légion d'Honneur au général Pétain, « grand croix gagnée avec le sang de milliers de pauvres diables ». Et dans les derniers mois de la guerre, quand l'Allemagne demande l'armistice, Barthas s'insurge contre tous ceux qui veulent rendre la victoire plus écrasante, « les galonnards qui n'avaient pas encore tout leur compte de croix, de médailles, d'étoiles, d'honneurs et de gloire », les profiteurs de la guerre, les gouvernements dits alliés qui tous font pression pour retarder la signature du traité. Deux jours avant l'armistice, le général d'Amade, célèbre par ses exploits coloniaux, exhorte les poilus en leur disant qu'il y avait encore « des lauriers à cueillir ».

Mais Barthas est juste dans ses jugements, il juge les officiers sur leurs actes. Quand un colonel refuse d'obéir à un ordre d'attaque désespéré, il souligne son courage, son souci d'épargner la vie de ses hommes. Le colonel Douce, compréhensif, réduit les exercices et augmente les temps de repos. Le bon sous-lieutenant Lorius ne multiplie pas les appels, revues, inspections inutiles, et le capitaine Guillot avait non seulement sang froid et courage mais était aussi aimé de ses hommes qu'il traitait en camarades.

La presse mensongère et l'arrière

Que d'occasions pour Barthas de fustiger ces gradés arrogants, inhumains, dont le but était, comme ils le disaient avec cynisme, « de maintenir l'activité du front », « d'alimenter les communiqués ». Et d'ailleurs, il analyse avec rage et clairvoyance le rôle de la presse mensongère : la plupart des journaux « insuffleurs de haine » qui annoncent, par exemple, le passage d'un train de prisonniers allemands pour que la population les conspue, ou encore la presse intox qui trompe les populations à l'arrière. « Ah ! Journalistes de malheur qui affirmiez cyniquement que nos soldats escaladaient la cote 304 avec entrain et furie et en chantant, et dont les chefs ne pouvaient modérer l'élan, que n'étiez-vous là cet après-midi pour assister au lamentable défilé de ces loques humaines ! »

Les journaux racontent aussi combien, dans les cantonnements, on a le souci du bien-être des Poilus, de l'hygiène et du confort, de retour des tranchées ! Bourrage de crâne pour l'arrière, une fois de plus, au moment où, dans le village de Suzanne où ils arrivent, ils ont droit à une grange aux multiples courants d'air, au toit percé et à une mare dans laquelle s'écoule le fumier de la cour au pied de leur banquette.

Ce qui se passe à l'arrière, Barthas l'évoque quand il en a l'occasion : Lors de sa première permission, chez lui en janvier 1916 – émotion des retrouvailles que l'on sent profonde mais discrète – il constate avec amertume que règne toujours la certitude d'une fin victorieuse proche, œuvre « néfaste » des journaux mensongers et quasiment unanimes sur le mot d'ordre « jusqu'au bout ».

En juillet 1916, pendant une relève de quelques jours à l'arrière, il constate, à Saint-Dizier, que la vie s'écoule calme et paisible « comme si l'on était en l'an 2000 et que la cote 304 fût aussi loin que le mont Sinaï ».

En mai 1917, il fait une brève promenade à Châlons – grande animation, beau monde, inconscience et quiétude – c'est pire comme impression pour Barthas qui se sent blessé par cette indifférence et cet égoïsme.

Des embusqués, il en rencontre aussi lors d'un stage de quelques jours dans un centre d'instruction où des officiers, des sous-officiers enseignent des manipulations d'armes, et sont accompagnés d'ordonnances, de cuisiniers, de cyclistes, de secrétaires, … Ou des Français connaissant le russe, qui sont promus officiers et qui attendent que les troupes russes qui arrivent en France aient besoin d'eux.

Un homme de convictions

Dès la mobilisation générale, Louis Barthas s'était désolé de l'enthousiasme de la plupart des gens, de la docilité de ceux qui « s'empressent de venir enchaîner leur liberté, se courber sous le joug militariste ». Et il ne cessera de proclamer son credo **pacifiste.**
Lorsqu'il est dégradé par le capitaine Cros, il écrit : « En acceptant un grade, si infime fût-il, on détenait une parcelle d'autorité, de cette odieuse discipline et on était en quelque sorte complice de tous les méfaits du militarisme exacerbé. Simple soldat, je recouvrais mon indépendance, ma liberté de critiquer, de haïr, de maudire, de condamner ce militarisme, cause de cette ignoble tuerie mondiale ».

En pleine bataille de Verdun, en mai 1916, les soldats sont prêts à aller renforcer à découvert leurs camarades en première ligne, avec l'ordre de résister sur place, sans jamais reculer, et en obéissant au principe de « ne pas faire de prisonniers ». Mais arrive l'ordre d'envoyer tout de suite un homme de liaison au poste du commandant. Barthas s'offre spontanément : « Je ne me dissimulais pas les dangers que je courais, mais si je devais y rester, je préférais cent fois mieux mourir un pli à la main qu'avec un fusil qui viendrait peut-être de tuer un travailleur comme moi, un frère de misère, de souffrance ; non, je ne disparaîtrai pas avec ce remords sur ma conscience d'humanitaire, de socialiste ».

Un jour, il accepte un stage pour l'étude d'un nouveau canon de tranchée, mais c'est pour échapper quelques jours aux griffes du nouveau colonel envoyé pour « redresser » le 296ème régiment. Cela lui permet quelques réflexions sur le lieu où se déroule ce stage : une ferme, station d'étalons de remonte en temps de paix, mais devenue « centre de perfectionnement pour assassiner légalement les gens de toutes les manières, les occire le plus promptement et en plus grand nombre possible, cela toujours pour sauver la civilisation en péril ».

Louis Barthas est aussi un **socialiste** et un **syndicaliste convaincu** qui explique à ses camarades que les corons des mineurs de Sains-en-Gohelle, dans lesquels ils vont cantonner, sont la propriété de quelques orgueilleux capitalistes et que pour avoir le droit d'y loger, les mineurs devaient être « esclaves de la mine ».
Devant un immense entrepôt de munitions d'artillerie, il se remémore une phrase d'Anatole France : « On croit mourir pour la Patrie et on meurt pour les industriels ». Industriel aussi le propriétaire de la filature et de la fonderie qui abrite l'hôpital bénévole où, malade, il est évacué : « Nous étions chez un des gros profiteurs de la guerre. C'était sur le prélèvement de ses bénéfices qu'il entretenait cet hôpital à ses frais ».

C'est avec émotion et humanité qu'il rapporte les **scènes de fraternité** qu'il a vécues.
Avec, par exemple, ce premier prisonnier allemand blessé qu'il réconforte de quelques gouttes d'alcool de menthe et d'un bon coup de pinard avant de le transporter dans la tranchée pour le soigner.
Avec ces scènes de fraternisation, quand son escouade s'installe à six mètres d'un barrage allemand. Le coin est si tranquille que s'établit entre eux une trêve de voisinage, avec échanges de conversation, de tabac, de chargeurs, de boutons, de journaux, de pain... Mais il faut être prudent, ces échanges seraient traités d'intelligence avec l'ennemi par leurs officiers qui se méfient.

Et cette nuit de déluge, en 1ère ligne, où les soldats doivent sortir des tranchées inondées, pour ne pas se noyer. Deux armées ennemies, deux communautés de souffrance, Français et Allemands face à face, Ils se regardent, se tendent les mains, s'étreignent et s'échangent tabac et café. Une autre rencontre de ce type s'achève par un discours de révolte d'un soldat allemand que tout le monde comprit quand il brisa son fusil. « Applaudissements de part et d'autre et l'Internationale retentit. »

Ces moments de fraternité se sont reproduits d'autres fois, attestés par d'autres témoignages. Et Barthas de se poser des questions : « La génération future frappée de stupeur, déconcertée par cette folie sanguinaire universelle, apprendra-t-elle par quelque plume autorisée ces gestes de fraternité qui sont comme une protestation de révolte contre le sort fatal qui mettait face à face des hommes qui n'avaient aucune raison de se haïr ? » Barthas pensait-il qu'il était une de ces plumes autorisées, et espérait-il que ces récits serviraient l'enseignement de l'histoire ?

Mutineries

Des épisodes d'insoumission, de désobéissance ont jalonné les longues années de guerre. Dans les tranchées les nouvelles des autres fronts circulent. En 1917, on a appris avec stupéfaction la révolution russe de févier qui entraîne agitation et quelques mutineries dans les troupes russes. Le socialiste Barthas se réjouit : « Ces soldats slaves, hier encore

pliés, asservis […], avaient brisé le joug, proclamé leur liberté et imposaient la paix à leurs maîtres, à leurs bourreaux ». On apprend l'agitation et les mutineries qui s'étendent dans les troupes russes. Un vent de révolte souffle sur le front français dans de nombreux régiments, après l'effroyable hécatombe du Chemin des Dames, l'espoir toujours repoussé de la fin de la guerre, les punitions et cassations pour des motifs futiles, les permissions toujours retardées.

Mai 1917, les poilus de l'escouade de Barthas, en cantonnement à Daucourt, vont se divertir chez un débitant où l'on chante et où l'on boit. « Mais un soir un caporal chanta des paroles de révolte contre la triste vie de la tranchée, de plainte, d'adieu pour les êtres chers qu'on ne reverrait peut-être pas, de colère contre les auteurs responsables de cette guerre infâme, et les riches embusqués qui laissaient battre ceux qui n'avaient rien à défendre ». Émotion, refrain repris en chœur, applaudissements aux cris de « Paix ou Révolution ! À bas la guerre ! », « Permission », pour terminer par *L'Internationale.* La patrouille se cache, le capitaine est reçu par des huées et des injures.

Le lendemain, constitution d'un « soviet » dont la présidence est confiée à Barthas. Il refuse mais rédige un manifeste, applaudi par ses camarades, protestant contre le retard des permissions. « La révolte était placée ainsi sur le terrain du droit et de la justice », dit-il, traduisant ainsi sa conviction et la volonté de la faire passer : sous l'uniforme, le soldat est un citoyen.

Deux régiments se sont mutinés aussi dans le village voisin, coups de fusil tirés, un général menacé. La réaction des gradés est rapide : le départ pour les tranchées est avancé, avec la promesse du rétablissement des permissions avec un rythme accéléré.

Les autorités militaires ont capitulé mais l'ordre est rétabli. Les bataillons frondeurs sont isolés. La répression va s'installer partout : courrier surveillé, conseils de guerre, compagnies « spéciales » (disciplinaires). Pour les départs en permission, aucune liberté de circulation, les poilus sont accompagnés comme des forçats, aucun contact avec les civils n'est autorisé : autant de contraintes endurées pour pouvoir partir quelques jours, pour quitter cet enfer et aller revoir les siens.

La dissolution du 296ème régiment (dépôt Béziers), en novembre 1917, Barthas la comprend comme une sanction en réponse aux manifestations antimilitaristes de juin, mais peut-être aussi comme une réplique des sanctions contre les mutins du 17ème régiment à Béziers, lors des troubles viticoles en 1907. Ces sanctions avaient été ordonnées par Clémenceau, « l'ancien bourreau du Midi ». Il se retrouve avec une nouvelle escouade … de Bretons.

La dernière année de martyre et la fin du cauchemar : l'armistice *(les 2 derniers cahiers)*

Quatrième hiver aux tranchées pour les poilus. En mars 1918, l'armée allemande prépare une suprême offensive sur le front d'Argonne.

Les forces de Barthas diminuent, il est très maigre. Début avril 1918, il est évacué pour la première fois depuis le début du conflit, à Châlons, puis en juin à Bourgoin en Isère. Un major compatissant lui donne deux mois de convalescence et il accepte de l'envoyer chez lui plutôt que dans un sanatorium. En gare de Lyon, pas de train pour les poilus, il réussit à se faufiler dans un train de luxe. En gare d'Avignon, il échappe au contrôleur qui veut le remettre au poste de police. Mais il a bien mesuré le gouffre qui le sépare de ces privilégiés que sa présence gêne parce qu'il est un reproche vivant, celui qui représente ceux qui meurent « dans un lieu infernal pour qu'eux conservent leurs biens, leurs fortunes, leurs privilèges ... ». Retour difficile le 10 août, étape du dépôt : Paris, Guingamp, Vitré.

L'Allemagne demande l'armistice. Mais les militaires, les gouvernements, la presse (presque toute), embusqués, profiteurs veulent infliger une défaite totale. Malheur au vaincu ! Tout le front est enflammé.

L'Allemagne, « seule contre vingt peuples se ruant contre elle en un hallali fantastique » plie sans rompre, retraite, pas déroute. Barthas commente cette dernière phase, réflexions amères, antimilitarisme toujours plus fort, et plus grave d'avoir été vécu avec tant de douleur. Dernières tracasseries des « galonnards », dernières images terribles des prisonniers allemands. Et c'est à Vitré qu'il apprend la signature de l'armistice, le Onze novembre 1918… Bonheur, joie, moment indicible d'avoir été espéré si fort, si longtemps … Il ne sera libéré que le 14 février 1919.

« Vous êtes libre »

Au bout de cette lecture, on a envie d'en parler, d'y revenir, de retrouver ces hommes, de remercier cet homme, pour l'émotion, pour la réflexion, pour le témoignage, pour l'humanité.

Rémy Cazals a complété son introduction de l'édition de 1978 par une postface pour l'édition de 1997. Il nous dit l'accueil de ces carnets de guerre dans un bon nombre de titres de presse, chez d'anciens combattants émus et reconnaissants, auprès de nombreux historiens : une œuvre reconnue pour ses qualités documentaires, humaines, littéraires, militantes (excepté bien sûr pour « quelques adorateurs de l'Armée et de sa hiérarchie », dont un historien dont il juge la documentation peu fiable). Il voit en Barthas un de ces hommes libres trop peu nombreux qui crient leur haine de la guerre, mais, dit-il, « la révolte ne peut être que collective ». « La tragédie, pour des hommes comme Barthas, c'est que les travailleurs et leurs organisations n'aient pas été capables d'empêcher la guerre par une entente internationale ». Les réflexions de Barthas […] affirment que les soldats sont des citoyens en uniforme et donc conservent le droit de penser et d'être traités comme des hommes ».

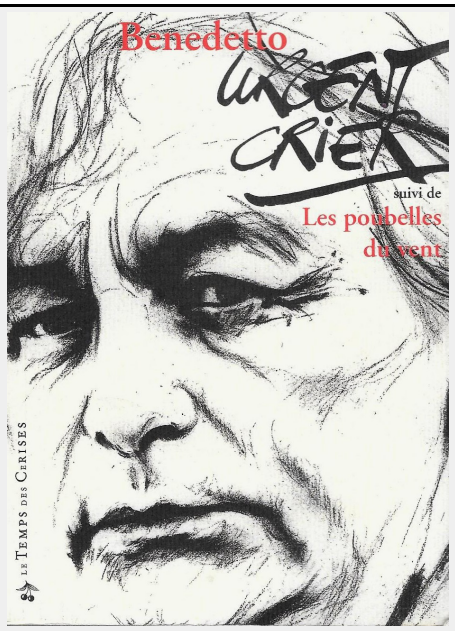
En février 1919, Louis Barthas conclut son 19ème cahier par un vibrant réquisitoire contre cette guerre, contre les mensonges, contre l'hypocrite pitié. Et ces mots pour finir : « Souvent je pense à mes très nombreux camarades tombés à mes côtés. J'ai entendu leurs imprécations contre la guerre et leurs auteurs, la révolte de tout leur être contre leur funeste sort, contre leur assassinat. Et moi, survivant, je crois être inspiré par leur volonté en luttant sans trêve ni merci jusqu'à mon dernier souffle pour l'idée de paix et de fraternité humaine. »

Suzanne ANDRÉ
(Solidaires retraité-e-s 30)

Les troubadours

Aqueste còp daissarem los trobadors de l'Atge Mejan per donar nòstra capelada a un trobador mai proche de nosautres : André Benedetto, que un molon de gents o coneisson coma òme de teatre, que foguèt qualqu'un que quichèt per que l'occitan saguesse una lenga vertadièra de uèi.
Poèta a la votz fòrta que fai esclantir los mots tant coma còps de foet e mai tant coma de balas de kalachnicov !

Cette fois nous laisserons les troubadours du Moyen Âge pour donner un coup de chapeau à un troubadour plus proche de nous : André Benedetto, que beaucoup de gens connaissent comme homme de théâtre, qui fut quelqu'un qui pesa pour que l'occitan soit une langue d'aujourd'hui. Poète à la voix forte qui fait claquer les mots comme des coups de fouet et même comme des balles de kalachnicov !



Et voici que l'homme

Et voici que l'homme
Qui a quelque chose à dire
Se lève
Il se lève et il dit
J'en ai marre
S'il avait une guitare
Il le chanterait
Mais il n'a pas de guitare
Alors il parle il décide de parler
Il se lève et il dit
J'en ai marre
Et tout le monde le comprend

Parce que tout le monde en a marre
Il faut que cela soit dit
Il le dit
Ces mots
Compréhensibles
J'EN AI MARRE
Tous ceux qui sont autour de lui
Pourraient le dire en même temps que lui
Et même alors
Ils pourraient se lever
Et chanter en chœur l'Internationale
Mais ça n'empêcherait pas
Qu'ils en auraient encore marre
En se remettant le cul sur leur chaise
Les hommes et les femmes
Et les enfants qu'on fabrique à la chaîne
Sont fatigués
Du quotidien
Ils veulent
VIVRE

Et voici que l'homme
(Urgent crier, édition le Temps des Cerises)

E vaquì que l'òme

E vaquì que l'òme
Qu'a quicòm de dire
S'aubora.
S'aubora e ditz :
N'ai mon confle.
Se teniá una guitarra
Lo cantariá en pichòts coplets
Mas ten pas de guitarra
Adonc parla, decidís de parlar,
S'aubora e ditz
N'ai mon confle
E totes lo comprenon
Perque totes n'an son confle
Cal que foguèsse dich,
O ditz
Aqueles mots
De bon comprene
N'AI MON CONFLE.

Totes aqueles que son a son entorn
O poirián dire en meteis temps qu'el
E mai adonc
Se poirián auborar
E cantar en còr l'Internacionala
Mas aquò empachariá pas
Que n'aguèsson encara son confle
En tornant pausar lo cuol sus sa cadièra
Los òmes, las femnas
E los enfants qu'on farga a la cadena
Son alassats
del quotidian
vòlon
VIURE

Grandmercé a Jòrdi Pelladan per la revirada

REVIRADA : ***Les patrons sont-ils indispensables ?***

1) Qu'est-ce que vous avez dit à cet homme ?/ Je lui ai dit de travailler plus vite…
2) Combie le payez vous ?/ 15 dollars par jour...3) Où prenez-vous l'argent pour le payer ?/Je vends les produit !! 4) Qui fabrique les produits ?/ Lui ! 5)Combien de produits fabrique-t-il en un jour ?/ Pour une valeur de 50 dollars ! 6)Ainsi ce n'est pas vous qui le payez, c'est lui qui vous paye 35 dollars par jour pour lui dire de travailler plus vite !/ Hum ! 7) Mais c'es moi qui ai les machines !! 8) Et comment avez-vous eu ces machines ? J'ai vendu les produits et je les ai achetées !! 9) Et qui a fabriqué ces produits ? … 10) Silence, il pourrait vous entendre !

Los patrons... nos ne podèm passar ?

Traduction p.75

Contact :
Solidaritat
6 rue porte d'Alès 30000 Nîmes
Tél/Fax :04.66.36.86.70 - Mail : solidaritat@outlook.fr